

LA LIGUE ARABE  
LANÇE UN APPEL  
A UN NOUVEAU CESSÉ-LE-FEU  
AU LIBAN  
LIBRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,30 dr. ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 9 \$ ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 s. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. 05 ; Turquie, 10 L. ; Venezuela, 10 B. bol.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ÉVALUÉS

75477 PARIS — CEDEX 09

C.C.P. 6297-25 Paris

Tél. Paris 24-62-22

Tél. : 246-72-23

## La conférence de Berlin-Est reconnaît aux P.C. le droit de choisir des voies différentes vers le socialisme

### LA DERNIÈRE RENCONTRE ?

« Une conférence qui laissera une trace durable dans l'histoire de l'Europe. » C'est le jugement que porte M. Brejnev sur la réunion des P.C. européens. L'homme qui a voulu cette rencontre et qui a tourné de multiples obstacles pour parvenir à ses fins ne pouvait que se féliciter. Mais cette fête a dû lui laisser un goût d'amertume. La satisfaction rituelle affichée par le secrétaire général du parti soviétique contraste avec le diagnostic réservé porté par ceux que l'on appelle « eurocommunistes ». M. Berlinguer a indiqué qu'on avait perdu beaucoup trop de temps à préparer cette rencontre sans intérêt véritable. M. Marchais a tenu le même langage : « Nous devons dire que des conférences comme celle-ci ne nous paraissent pas correspondre aux besoins de l'époque. »

C'est la dernière rencontre que la délégation soviétique a dû avaler. Pourtant, elle avait fait bien des concessions. En février dernier, lors du « XXV » congrès à Moscou, les auteurs présidents ont déclaré qu'on ne pouvait se procurer communiste sans prendre l'engagement d'instaurer la dictature du prolétariat ni sans faire sa révérence à l'internationalisme prolétarien. Les dirigeants étrangers, qui jugeaient primaires ces formules du dogme, n'empêchaient-ils pas le chemin qui avait conduit à la trahison nombre de leurs prédécesseurs ?

Mais, pour avoir une justification décente, les Soviétiques ont élargi le document final. Nulle part, il n'y est question de dictature du prolétariat ni d'internationalisme prolétarien. Les partis présents se disent prêts à développer « la solidarité internationale », tout en préservant l'indépendance souveraine de chaque parti et en respectant le libre choix de différentes voies dans la lutte pour des transformations sociales. Satisfait est ainsi donné aux P.C. qui, naguère, sentaient un peu le soufre.

A quel engagement alors les participants ? A rien. D'ailleurs, ils ont approuvé le texte mais ne l'ont pas signé. Il est vrai qu'ils n'auraient pu se mettre d'accord sur une position commune. La plupart des représentants de l'Est s'en tiennent aux vieux schémas : l'expérience soviétique est exemplaire, et le principe de non-ingérence n'empêche nullement les armées du pacte de Varsovie, comme ce fut le cas à Prague, d'intervenir « fraternellement » à la demande des « vrais » communistes. En revanche, le « vrai » reste opposé « à toutes les formes d'immixtion », et M. Berlinguer met les points sur les i en condamnant une fois encore l'invasion de la Tchécoslovaquie. N'aurait-il pas dit, pendant la campagne électorale en Italie, qu'il était plus facile de construire le socialisme en restant dans l'Otan qu'en s'associant au groupe des pays de l'Est ? Et l'expérience soviétique ? M. Berlinguer, Carrillo et Marchais ont répété qu'elle avait pour leurs pays une valeur toute relative.

Les discours de Berlin-Est prennent du relief du fait de l'auditoire auquel s'adressaient les orateurs. A diverses reprises depuis la mort de Staline, les communistes avaient montré leurs divergences. Ils n'avaient pas encore eu l'occasion d'exercer avec autant d'éclat leurs droits à la diversité.

Jadis, l'Union soviétique régnait sur le mouvement international sans même avoir besoin de convoquer des assemblées. Staline ordonnait, et il était obéi. Ensuite, il fallut manifester l'unité en organisant des rassemblements qui, finalement, célébraient les mérites incomparables du premier Etat socialiste du monde. Maintenant, des partis frères annoncent qu'ils sont venus au rendez-vous pour faire plaisir et quelque sorte à leurs compagnons, mais qu'ils ne sont pas prêts à renouveler l'expérience.

### M. Marchais : le changement ne pourra être que l'œuvre d'un mouvement largement majoritaire

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — La conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe s'est terminée sans éclat mercredi 30 juin après l'adoption d'un document final qui ne contient aucune surprise.

Trois formules sacro-saintes sont absentes de ce texte : marxisme-léninisme, internationalisme prolétarien et lutte contre l'antisémitisme. Elles ont été remplacées par les expressions suivantes : « Sur la base des grandes idées de Marx, Engels et Lénine », « Solidarité internationale » et « Campagne contre les partis communistes », contre les pays socialistes à commencer par l'Union soviétique. Le document reconnaît, d'autre part, solennellement l'indépendance absolue de chaque parti, le principe de non-ingérence, l'égalité ainsi que le droit de choisir des voies différentes dans la lutte pour le socialisme.

Dans son discours, M. Marchais a affirmé : « Le changement démocratique, le socialisme lui-même ne pourront être que l'œuvre d'un mouvement largement majoritaire dans notre pays. »

La fin de la conférence a été marquée par une brève cérémonie, mais, contrairement à la tradition, personne n'a songé mercredi à entonner l'international. Un peu plus tard, en fin d'après-midi, M. Honecker a offert une réception en l'honneur des vingt-neuf délégations présentes : dans la soirée, les premières délégations commencent à quitter la ville où doit arriver bientôt Mme Gandhi. M. Brejnev, le maréchal Tito, M. Marchais et Berlinguer sont repartis dans la matinée de ce jeudi.

Les séances de mardi après-

### AU JOUR LE JOUR

#### Amis télé-spectateurs, bonsoir !

Guy Lux, le roi de la fête socio-éducative, le grand chambellain du prêt-à-jouer télévisé, trouve que la télé n'est plus libre. Selon lui, le vent de la liberté qui soufflait en 1975 s'est transformé en un calme plat, où ne joue plus cette libre concurrence entre les deux chaînes qui voyait les sondages confirmer sa devise : « La qualité par la quantité ».

Guy Lux est donc victime d'une inimitable censure à laquelle il fallait pourtant s'attendre quand on sait de quelle dangereuse façon il agitait l'esprit de nos concitoyens. On reste quand même étonné de constater que nos temps crus s'éparpillent même plus la liberté d'évoquer les fous, et qu'ils menacent directement la société schmitz-buavancée.

BERNARD CHAPUIS.

## Vers un accord Paris-Moscou réduisant les risques de guerre « accidentelle »

M. Giscard d'Estaing a annoncé, mercredi 30 juin, au cours d'un déjeuner qu'il offrait à l'Élysée à M. Kirilline, vice-président du gouvernement soviétique, et aux autres participants aux travaux de la « grande commission » franco-soviétique, qu'un accord avait été mis au point entre Paris et Moscou pour prévenir tout risque d'un déclenchement accidentel des armes nucléaires — dont disposent les deux pays. Cet accord fera l'objet dans les prochaines semaines d'un échange de documents signés par les ministres des Affaires étrangères. Le président de la République a

souligné la signification politique de cet accord, qui, selon lui, « apporte une contribution significative à la sécurité de notre continent ». (Libre page 3.)

Les Soviétiques, on le sait, ont présenté, le mois dernier à Vienne, à la négociation sur la réduction des forces en Europe, les premières précisions chiffrées sur leurs effectifs en Europe centrale. Dans l'article ci-dessous, M. Hutzinger, professeur à l'université de Besançon et membre du parti socialiste, donne son évaluation du dispositif militaire soviétique.

## Puissance et équilibre des forces soviétiques

Les analyses qui se succèdent à l'heure actuelle dans le domaine de la sécurité et de la défense partent toutes du même point : les nouveaux périls militaires sur le continent européen et à ses abords. Sans trop le dire, tout le

par  
JACQUES HUTZINGER

monde pense qu'on assiste à un développement explosif de la force militaire soviétique. Les armées du pacte de Varsovie seraient aujourd'hui capables de réussir une agression surprise en tout point d'un continent, voire d'entreprendre une « grande manœuvre » jusqu'à l'Atlantique si elles le voulaient parce que le déséquilibre s'est fortement accru, notamment sur le front central européen. Si l'on n'imagine plus les « Cosaques à Paris », on parle de prise de gage, d'opération limitée sur telle ville ou telle région du camp occidental, et la simple évocation du nom de l'amiral Gorshkov, commandant en chef de la marine soviétique, soulève l'émotion de la plupart des experts.

Qu'en est-il effectivement de l'effort militaire soviétique ? La bonne réponse est donnée par un homme doué de bon sens dans ce domaine, M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat a affirmé depuis longtemps qu'il était déraisonnable de parler d'un « band en avant » militaire de l'U.R.S.S. et d'une volonté nouvelle des Soviétiques de détruire complètement l'équilibre existant. En revanche, il est vrai que l'U.R.S.S. a décidé il y a déjà une dizaine d'années de combler ses grandes faiblesses dans trois domaines : les armes nucléaires stratégiques, la flotte de surface et sous-marine et les armements conventionnels perfectionnés en Europe.

Il y a dix ans, la supériorité occidentale était évidente dans ces trois domaines. Aujourd'hui, nous assistons simplement à la réalisation des pro-

grammes soviétiques du début de l'ère Brejnev, qui permettent à l'U.R.S.S. de passer de l'état de puissance continentale à celui de puissance mondiale, à l'égard de l'Amérique. Il n'y a là rien de scandaleux, même si cela modifie profondément la situation internationale. Il faudra tout simplement apprendre à vivre avec cette parité. La félicité doit faire place à la sérénité. M. Kissinger a complètement raison. En veut-on quelques preuves ?

(Libre la suite page 3.)

### LECTURES DE VACANCES

## L'embaras du choix

« Alors quels livres emporter pendant les vacances ? » A cette époque de l'année, la question revient à chaque personne rencontrée et comment y répondre ? C'est l'interlocuteur qu'il faudrait questionner, sur ses goûts, ses lacunes, sa spécialisation, le genre de vie qu'il va mener, le temps, la solitude dont il dispose.

De plus en plus aux approches de l'été apparaît dans l'édition une catégorie particulière qui groupe des livres « dits de vacances », soit que les éditeurs proposent une sélection de leur production, soit qu'ils fassent fabriquer, parfois par de bons écrivains, le produit parfaitement idoine. Plusieurs romans sortis ces dernières semaines relèvent de ce genre : « Monsieur », « Le Roi », « Backchich », etc. Ils ont de belles couvertures dessinées à larges traits, bordées de couleurs franches. Ils semblent obéir à une tendance nouvelle cette

## Accord franco-algérien sur la hausse du prix du gaz

Le contentieux entre Alger et Paris à propos du gaz naturel semble réglé. Un communiqué commun — le premier du genre — a été publié simultanément ce jeudi matin 1<sup>er</sup> juillet, dans les deux capitales par Gaz de France et la Sonatrach.

« Des accords portant aménagement des deux contrats du 30 septembre 1968 et du 3<sup>er</sup> février 1971 relatifs à l'approvisionnement de Gaz de France en gaz naturel algérien ont été signés à Alger le 30 juin entre la Sonatrach (société nationale algérienne des hydrocarbures) et le Gaz de France (...).

« Ces aménagements comportent un réajustement progressif du prix du gaz applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1976 pour tenir compte des conditions du marché. »

« Les accords du 30 juin 1976 prolongent de dix ans les livraisons de gaz naturel algérien venant d'Alger et de Skikda antérieurement conclus, soit respectivement jusqu'en 1990 et 1988. »

En outre, « les nouveaux accords accroissent de 150 millions de mètres cubes par an les quantités prévues au contrat du 3<sup>er</sup> avril 1976, qui vient de recevoir l'approbation des deux gouvernements, algérien et français, et devient ainsi définitif ».

[On se souvient qu'en avril dernier une vive polémique avait été engagée par Alger, qui reprochait au gouvernement français de s'être opposé à la révision des prix du gaz des anciens contrats. Après le tsunami, le temps des négociations est venu. Elles viennent d'aboutir. Les Algériens obtiennent satisfaction : les prix vont être relevés. Toutefois, le rattrapage ne se fera qu'progressivement, ce qui va permettre à Gaz de France d'étaier dans le temps l'impact de la hausse sur son compte d'exploitation. De plus, les Français ont obtenu une prolongation de dix ans de la durée des deux anciens contrats. Rappelons que le premier prévoit la livraison de 500 millions de mètres cubes de gaz par an à partir d'Alger, et le deuxième, 3,5 milliards de mètres cubes en provenance de Skikda. Le troisième contrat, signé le 2<sup>er</sup> avril, portait sur la vente, à partir de 1980, de 3,5 milliards de mètres cubes. Ce volume vient d'être porté à 3,55 milliards de mètres cubes. A partir de 1980, la France recevra donc chaque année 7,550 milliards de mètres cubes de gaz naturel algérien.

La Sonatrach a signé le même jour un contrat avec le groupe italo-français ENI un contrat d'une valeur de 1 milliard de francs pour la construction de deux stations d'injection de gaz naturel à Hassi-Mel.]

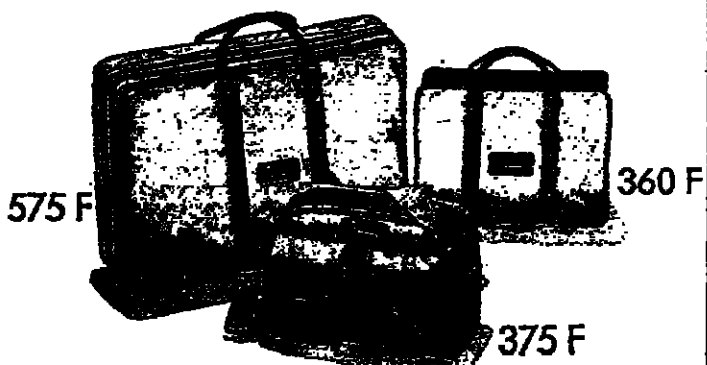
Libre page 12 :

Notre feuilleton pour les vacances

UN TRAIN D'OR POUR LA CRIMÉE

de MICHAEL CRICHTON

## Les bagages nylon de Lancel.



LANCEL

Opéra (parking Paramount)  
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Motigon)  
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil  
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice  
Dépositaires officiels - Liste sur demande

YIBITE A ANCHERS

à M. Chirac de prendre  
l'indépendance de la France

le président de la République

Les lois  
éternelles  
du succès

monde devrait avoir le  
petit livre gratuit

## les voies différentes

هكذا من الأصل



37.10.1976

C. EUROPÉEN

oies différentes

# ET LES RELATIONS FRANCO-SOVIÉTIQUES

## Le président de la République entend donner une signification politique à l'accord « le déclenchement accidentel des armes nucléaires »

« Pour tenir compte des responsabilités que la France et l'Union soviétique assument en tant que puissances nucléaires et des moyens dont elles disposent en pleine indépendance », a déclaré M. Giscard d'Estaing en recevant M. Kiriline vice-président du gouvernement soviétique, à l'Élysée mercredi 30 juin, nous avons décidé, il y a quelques temps, M. Brejnev et moi, de nous associer par un accord qui vise à prévenir les crises, mais à celui qui les deux grandes puissances peuvent avoir accès, nous avons abouti à ce sujet à un accord qui fera l'objet dans les prochains semaines, d'un échange de documents qui seront remis par nos ministères des affaires étrangères. Ces documents confirmeront le principe que nous attachons à Paris comme à Moscou aux mesures destinées à éviter, dans un domaine aussi vital, toute erreur ou tout accident.

« J'y vois pour ma part la démonstration que, sans renoncer à leur indépendance respective, nos deux pays sont en mesure d'apporter une contribution significative à la sécurité de notre continent. J'y vois aussi une justification supplémentaire de la politique de détente, d'entente et de coopération que nous avons choisie il y a dix ans et que nous sommes résolus à poursuivre ensemble ».

On précise, dans les milieux autorisés, que l'accord auquel a fait allusion le président de la République avait été ébauché dès la rencontre de Rambouillet entre M. Giscard d'Estaing et Brejnev, il y a dix-huit mois, puis au cours du dernier « sommet » de Moscou en octobre dernier. Il prévoit d'améliorer les procédures d'information entre la France et l'U.R.S.S. pour éviter tout risque d'accident nucléaire, et entraîne l'installation à cette fin d'un fil spécial, qui viendra rejoindre au « téléphone rouge » déjà établi

### L'accord soviéto-américain de 1971

Cet accord, essentiellement technique, doit donc être comparé non pas à celui que Soviétiques et Américains avaient conclu en 1971 à Moscou pour prévenir les guerres nucléaires et contrôler les crises, mais à celui que les deux grandes puissances avaient signé le 30 septembre 1971, près d'un an avant le premier accord SALT. Ce document, long de neuf articles au total, prévoyait notamment que les deux parties « s'efforceront d'éviter tout incident accidentel, non autorisé ou imprévu, impliquant la possibilité de l'explosion d'une arme nucléaire qui pourrait créer un risque de déclenchement d'une guerre nucléaire ». La partie fautive s'engageait à prendre « toutes les mesures nécessaires pour rendre inoffensives ou détruire une telle arme, sans causer de dommages ». L'article 3 autorisait l'État qui consultait sur ses écrans radar la présence d'objets non identifiés ou simple-ment une interférence dans ses systèmes de détection à en aviser l'autre immédiatement et à lui demander toute information utile, toujours si cela était nécessaire pour « écarter le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire ». Pour éliminer ces considérations dignes du Dr Polonovski, Soviétiques et Américains avaient conclu le même jour un accord prévoyant une amélioration substantielle de leurs systèmes de communication directe, notamment par la création de deux circuits supplémentaires de liaison par satellite.

Deux circuits valent mieux qu'un et il était sans doute utile d'ajouter par accord mutuel

entre l'Élysée et le Kremlin à la suite du voyage du général de Gaulle en U.R.S.S. Il y a dix ans.

quelques précautions supplémentaires au système déjà rigide de contrôle des emplois, « non autorisés » de l'arme nucléaire mis en place dans chaque pays. Cependant, M. Giscard d'Estaing, comme M. Kiriline, a tenu à donner une portée politique à cet accord. Il s'agissait d'abord pour lui de relever le sens politique de la dissuasion en manifestant clairement que cet instrument doit rester à l'écart de toute « manipulation militaire » : il a donné aux militaires français des instructions en ce sens. En second lieu, il n'était pas sans intérêt pour lui de faire « comme les Américains » (pour-ci, indique-t-on dans les milieux autorisés, ont été informés de cet accord) et d'affirmer par ce biais le rôle de la France en tant que puissance nucléaire à part entière.

Enfin, cet accord lui a permis

de donner plus de relief à la célébration du dixième anniversaire du voyage de de Gaulle en U.R.S.S. que marquait déjà la présence, autour de M. Kiriline et des négociateurs de la « grande commission », de tous les protagonistes français de la coopération franco-soviétique ces dernières années. Les « piques » que la presse de Moscou a adressées à la France ces derniers temps — elle pour autant oubliées ? — Forcé est de noter que M. Kiriline n'a cherché pour sa part ni à exalter l'accord nucléaire — dont M. Giscard d'Estaing a été le seul à parler — ni à faire un discours aussi vibrant que le président de la République sur l'anniversaire de 1966. Il a répondu à ce dernier par des remerciements improvisés, qu'il n'a pas jugé utile de communiquer à la presse.

MICHEL TATU.

## M. Giscard d'Estaing : les consultations expriment un degré croissant de compréhension mutuelle

Dans l'allocution qu'il a prononcée mercredi 30 juin à l'Élysée, au cours du déjeuner offert à la délégation soviétique à l'occasion du dixième anniversaire de la coopération franco-soviétique, M. Giscard d'Estaing a d'abord rappelé le voyage du général de Gaulle en U.R.S.S., qui, en 1966, inaugura, dit-il, « une phase nouvelle et capitale des relations entre nos deux pays ». Se félicitant de voir réunis, « à la double exception du président Pompidou, tous les premiers ministres qui ont eu la charge de conduire depuis dix ans cette coopération », M. Couste de Murville, M. Chaban-Delmas, M. Pierre Messmer et, aujourd'hui, M. Chirac, le président de la République a dit que les échanges franco-soviétiques ont été multipliés par sept en dix ans. « Les résultats de 1975 font apparaître que le triplement est à notre portée ».

M. Giscard d'Estaing a poursuivi : « Aujourd'hui comme il y a dix ans, cette coopération revêt une signification qui dépasse de loin son objet propre. Pour l'Union soviétique et pour la France, elle est l'expression et l'instrument d'une volonté politique de rapprochement entre nos deux pays et de détente dans les relations internationales. L'événement a confirmé sur ces deux plans notre attente, et ce dixième anniversaire, en nous offrant l'occasion de mesurer le chemin parcouru, nous permet de vérifier que la direction dans laquelle le général de Gaulle a engagé les relations franco-soviétiques et dans laquelle le président Pompidou les a maintenues est conforme aux intérêts de nos deux pays et à ceux de la paix. »

Entre Paris et Moscou, les consultations se sont multipliées. Les rencontres au plus haut niveau sont devenues régulières et fréquentes. Elles ne traduisent pas simplement la continuité d'un dialogue poursuivi sous trois présidents successifs. Elles expriment un degré croissant de compréhension mutuelle. Je voudrais dire à ce sujet le prix que j'attache personnellement aux entretiens que j'ai eus jusqu'ici avec M. Leonid Brejnev, notamment en octobre dernier à Moscou, et l'intérêt avec lequel j'envisage nos futures rencontres.

« C'est un fait d'ailleurs que le développement de nos relations bilatérales a eu des conséquences heureuses sur la paix et la détente internationale. La France et l'Union soviétique ont fait école et un nombre croissant de pays ont suivi leur exemple. C'est dans une large mesure à leur impulsion que la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe s'est réunie en juillet 1975 et a abouti à Helsinki à un document final. »

M. Giscard d'Estaing a annoncé alors la prochaine conclusion d'un accord franco-soviétique « qui tout risque d'un déclenchement accidentel des armes nucléaires ».

### DEUX COMMENTAIRES DE PRESSE

**L'HUMANITÉ : un intérêt certain.**

« L'accord de principes énoncé par M. Giscard d'Estaing présente un intérêt certain. Cela ne diminue pas pour autant la responsabilité du pouvoir giscardien à l'égard des difficultés rencontrées pour parvenir à des accords de coopération avec le bloc soviétique. Depuis les incidents divers du voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'impression domine que rien n'allait plus ou que tout allait moins bien entre Paris et Moscou. Les articles de la presse soviétique, tout juste tempérés de temps à autre par une dépêche de l'agence Tass, traduisaient une inquiétude croissante chez les dirigeants de l'U.R.S.S. En gros, on peut dire, sans méconnaître les communistes français dans leurs exagé-

**LA LETTRE DE LA NATION : la conciliation tous azimuts.**

La Lettre de la Nation de jeudi écrit :

« Il avait été beaucoup dit et écrit dans le débat sur la défense que la France avait désigné son ennemi, qu'elle privilégiait désormais l'atlantisme au détriment de la politique de « détente, entente et coopération » avec le bloc soviétique. Les articles de la presse soviétique, tout juste tempérés de temps à autre par une dépêche de l'agence Tass, traduisaient une inquiétude croissante chez les dirigeants de l'U.R.S.S. En gros, on peut dire, sans méconnaître les communistes français dans leurs exagé-

raisons, que le courant paraissait coupé entre Paris et Moscou. L'évolution récente des échanges franco-soviétiques confirme cette impression.

« Et voilà que M. Valéry Giscard d'Estaing a rallumé les lampes. Et il l'a fait, en soulignant pour être bien compris, en réunissant autour de lui tous les premiers ministres qui ont eu depuis dix ans en charge d'appliquer la politique initiée par le général de Gaulle vis-à-vis de l'U.R.S.S.

« C'est ce qui s'appelle prendre tout le monde à contre-pied. Le président de la République choisit non seulement la continuité mais d'aller plus loin que ses prédécesseurs. Nous n'en sommes peut-être plus à la défense tous azimuts, mais nous en sommes certainement à la conciliation tous azimuts. »

(PIERRE CHARPÉ.)

## Puissance et équilibre des forces soviétiques

(Suite de la première page.)

Les États-Unis ont construit deux fois plus de grands navires de combat que l'U.R.S.S. (cent vingt-deux contre cinquante-sept) dans les quinze dernières années, révèle le Pentagone, qui constate que l'avantage reste largement du côté américain en matière de flotte de guerre.

Lorsque l'on déduit de l'ensemble de l'armée soviétique les hommes affectés à des tâches non combattantes, il apparaît que les forces militaires soviétiques sont bien moins manœuvrières qu'on ne l'a laissé entendre. Le représentant démocrate Aspin, lequel a accès au titre de membre de la Commission des forces armées aux estimations de l'Agence de renseignements du Pentagone. Et l'Agence confirme les affirmations du représentant Aspin. Par exemple, quatre cent trente mille hommes sont utilisés par le ministère de l'Intérieur et le K.G.B. pour la sécurité intérieure et les patrouilles frontalières, alors que la Garde nationale américaine dotée de mêmes fonctions, n'est pas prise en compte dans la balance militaire ; par exemple, trois cent mille personnes portant l'uniforme remplissent en U.R.S.S. des emplois occupés par des civils aux États-Unis. Au total, on arrive à une force combattante de 2,6 millions d'hommes, c'est-à-dire près de la moitié du chiffre habituellement cité.

« Les États-Unis sont sortis de la crise en meilleure position que l'Union soviétique. Telle est l'une des conclusions les plus remarquables du traditionnel rapport annuel publié par l'Institut des études stratégiques de Londres. Cela est évident au Proche-Orient, mais cela est vrai aussi en Asie. Et l'Angola n'équilibre pas, loin de là, les reculs soviétiques.

Plus intéressante encore est l'observation faite par le rapport de l'Institut de Londres selon lequel l'équilibre des forces de l'Otan et le pacte de Varsovie n'est nullement détérioré à ce que tout le monde pourrait désormais croire. On parle souvent du caractère « offensif » du pacte de Varsovie et on l'oppose au caractère « défensif » de l'Alliance. C'est confondre deux choses tout à fait distinctes. La stratégie soviétique est, en fait, défensive en ce sens qu'elle vise à répondre à une menace ou à agir en cas de crise très sérieuse en Europe. L'exportation armée de la révolution a toujours été condamnée et taxée d'aventurisme par l'U.R.S.S. Par contre, le pacte de Varsovie a toujours été offensif, conformément à toute la tradition de l'armée de terre soviétique. Il s'agit de réaliser rapidement une trouée significative au travers de laquelle l'infanterie pourra manœuvrer. Il est donc normal que les exercices et les manœuvres mettent l'accent sur la pénétration rapide et l'effet de choc.

Cela dit, actuellement, « le mieux armé des deux n'est pas celui qu'on

pense », selon la formule de C. Caspary dans le *Journal de Genève* (mai 1976). Depuis longtemps, on savait que le pacte de Varsovie avait plus d'hommes, plus de tanks, plus d'avions, plus d'artilleries, et avait standardisé plus largement ses équipements et sa doctrine que l'Alliance atlantique. Mais on savait aussi que l'Alliance atlantique avait une aviation tactique très perfectionnée, des tanks, et des armes antichars de meilleure qualité, des systèmes d'armes plus efficaces et surtout sept mille têtes nucléaires sur le sol européen. L'équilibre était favorable à l'Alliance plutôt qu'au pacte de Varsovie. En conséquence, depuis quelques années ce dernier a fait de gros efforts pour améliorer son matériel et ses missiles tactiques. A développé ses divisions combattantes par rapport à l'ensemble de ses forces. Aujourd'hui l'équilibre en Europe n'a pas été détruit, il a été créé.

L'évolution actuelle conduit-elle à un avantage décisif pour le pacte de Varsovie ? Il est certain qu'il y a eu à l'Est une progression générale depuis dix ans, un développement des forces combattantes depuis cinq ans, une modernisation technologique importante depuis deux ans. Un effort important a été notamment accompli dans le domaine de l'infanterie motorisée et des divisions blindées. Mais il faut bien voir que cet effort a correspondu au développement d'options nouvelles fondées sur l'emploi des forces classiques, alors qu'apparaît la percée était exclusivement conçue sous la forme de l'emploi rapide et massif d'armes atomiques. Autrement dit, l'U.R.S.S. a voulu sortir du « tout ou rien » en matière de tactique offensive ; elle a élargi sa gamme d'action en développant ses forces classiques et en les rendant tout à la fois plus efficaces et plus mobiles.

Mais les Soviétiques se trouvent aux prises avec deux gros problèmes : la présence de milliers de têtes nucléaires américaines sur le sol allemand, élément essentiel d'incertitude, élément dissuasif à l'égard d'une tactique offensive purement classique ; et, depuis peu, le développement de nouvelles armes guidées avec précision (les fameuses « P.G.M. ») et notamment les nouvelles armes anti-chars, lesquelles revalorisent la défense par rapport à l'attaque en permettant à de petits groupes d'hommes de détruire un très grand nombre d'engins blindés. Le pacte de Varsovie va-t-il revenir à la tactique de la trouée nucléaire immédiate ? Il s'agit de lire la presse militaire soviétique pour se rendre compte des interrogations et des perplexités qui sont celles actuellement des responsables de l'armée rouge en ce domaine. Chaque alliance a ses problèmes.

Comment ne pas voir que l'Union soviétique est sérieusement impressionnée par l'ensemble que constituent les forces américaines sta-

tionnées, la Bundeswehr, la présence de milliers d'armes nucléaires de théâtre et la modernisation continue des systèmes occidentaux d'armes classiques ? La peur de la victoire soviétique est illogique.

Mais le comportement des États n'est pas basé sur la logique. Il est souvent le fruit des sentiments et des perceptions que chacun éprouve. La psychologie a plus d'importance que la logique dans cette affaire. Or il est de fait que les États d'Europe occidentale se sentent moins en sécurité aujourd'hui qu'hier. Et c'est ce sentiment d'insécurité qui les rend fébriles. Pourquoi, alors que la balance des forces n'a pas été bouleversée, mais s'est simplement établie en équilibre ? Parce que quelque chose, effectivement, est en train de changer : l'équilibre de la puissance.

La puissance n'est pas la force, mais la capacité d'action de l'État. Elle résulte de l'association de la force avec d'autres éléments, comme la psychologie collective, la volonté des peuples, l'habileté et la détermination des gouvernants. La force n'est donc qu'un élément de la puissance de l'État. Le Vietnam a montré que la force pouvait être d'un côté, mais la puissance, donc la victoire, de l'autre côté. Or il est de fait qu'en Europe le risque est celui d'un grave déséquilibre du rapport de puissance.

Pourquoi ? Pour deux raisons. La première, souvent citée, est la capacité de l'Union soviétique de faire pression sur les gouvernements occidentaux sous la forme de l'emploi rapide et massif d'armes atomiques. Autrement dit, l'U.R.S.S. a voulu sortir du « tout ou rien » en matière de tactique offensive ; elle a élargi sa gamme d'action en développant ses forces classiques et en les rendant tout à la fois plus efficaces et plus mobiles.

Deux éléments se conjuguent : tout d'abord la peur, ou simplement l'hésitation à jouer de leur propre force militaire, et notamment la répugnance croissante à articuler avec détermination le langage du feu nucléaire immédiat, alors que, dans le système actuel, la paix et l'équilibre reposent sur l'affirmation de la dissuasion atomique en Europe. Le second élément est aussi grave : il s'agit de la carence de l'action diplomatique, de l'absence de projet politique pour le continent européen, de l'attitude purement défensive et pragmatique en matière de sécurité européenne.

L'absence de projet interdit l'offensive diplomatique. Il ne peut donc y avoir une stratégie incluant le cas échéant la manipulation politique de la force. La peur du risque nucléaire ajoutée à la peur du lendemain pour l'avenir du continent interdit toute

utilisation à bon escient de la force existante au profit de la dissuasion comme au profit de la négociation.

Dans ces conditions, la peur de la guerre et la peur de la paix marquent le comportement à l'Ouest, une seule puissance s'exerce, alors même que toutes les forces sont en place et se font face. Cela carence est de notre faute.

JACQUES HUNTZINGER.

## SECON DES ÉVALUATIONS DE SOURCE FRANÇAISE L'U.R.S.S. dispose actuellement de cinquante-huit sous-marins stratégiques

Selon les services de renseignements français, la marine de guerre soviétique dispose, à l'heure actuelle, de cinquante-huit sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire, qui sont de différentes classes. On sait que les États-Unis alignent quarante et un sous-marins stratégiques — ce

qui leur permet d'en avoir vingt à vingt-cinq constamment en service opérationnel — et que la Grande-Bretagne dispose de quatre unités du même modèle. Les Soviétiques ont mis en service de nouveaux sous-marins stratégiques et leur flotte s'établit actuellement comme suit :

● Quatre sous-marins de la classe Delta II. — Ces bâtiments, qui déplacent de l'ordre de 11 500 tonnes, sont porteurs, chacun, de seize missiles balistiques SSN-8 (nom de code de l'OTAN : Ssoyfly), qui emportent une charge nucléaire mégatonnique à environ 4 200 nautiques (soit une distance de l'ordre de 7 500 kilomètres). De tels sous-marins sont apparus, l'an dernier, et ils représentent le dernier modèle de la flotte soviétique, capable de filer à 26 nœuds (43 kilomètres à l'heure). Ils sont comparables aux sous-marins Polaris américains.

● Douze sous-marins de la classe Delta I. — Déplacent 8 000 à 9 700 tonnes, ces unités sont apparues en 1973 et elles embarquent, chacune, douze missiles SSN-4, qui ont les mêmes performances que les précédentes. Les sous-marins Delta I paraissent avoir une vitesse légèrement supérieure, de l'ordre de 26 nœuds (environ 47 kilomètres à l'heure).

● Trente-quatre sous-marins de la classe Yankee. — D'un modèle moins récent puisqu'ils sont apparus entre 1967 et 1974, ces bâtiments emportent, chacun, seize missiles SSN-4. Les premiers missiles de ces sous-marins ont embarqué, chacun, une charge nucléaire mégatonnique à environ 1 800 nautiques de distance (soit 3 300 kilomètres), mais de nouveaux missiles ont été, depuis, mis en service avec une portée accrue (1 600 nautiques ou 2 900 kilomètres) et une charge multiple composée de trois têtes nucléaires MGV non guidées séparément.

● Huit sous-marins de la classe Echo II. — Beaucoup plus anciennes, puisqu'elles datent de 1960-1963, ces unités disposent, chacune, de trois missiles SSN-5, qui portent une tête nucléaire de 800 kilotonnes à 700 nautiques de distance (environ 1 200 kilomètres).

À l'heure actuelle, la France dispose de trois sous-marins stratégiques, le Redoutable, le Terrible et le Foudroyant, qui ont accompli trente et une patrouilles depuis leur mise en service au début de 1973. Un quatrième sous-marin, l'Incomparable, entrera en opération en janvier 1977 avec, pour la première fois, seize missiles M-20 porteurs, chacun, à 3 000 kilomètres de distance, d'une charge mégatonnique thermonucléaire. Les autres sous-marins, déjà en service recevront les mêmes missiles à l'occasion de leur carénage ou refonte respectifs. Cette transformation de leur armement sera achevée en 1978. Le cinquième sous-marin, le Tonnerre, en chantier à l'arsenal de Cherbourg, recevra immédiatement des missiles M-20.

qu'ils leur permet d'en avoir vingt à vingt-cinq constamment en service opérationnel — et que la Grande-Bretagne dispose de quatre unités du même modèle. Les Soviétiques ont mis en service de nouveaux sous-marins stratégiques et leur flotte s'établit actuellement comme suit :

● Quatre sous-marins de la classe Delta II. — Ces bâtiments, qui déplacent de l'ordre de 11 500 tonnes, sont porteurs, chacun, de seize missiles balistiques SSN-8 (nom de code de l'OTAN : Ssoyfly), qui emportent une charge nucléaire mégatonnique à environ 4 200 nautiques (soit une distance de l'ordre de 7 500 kilomètres). De tels sous-marins sont apparus, l'an dernier, et ils représentent le dernier modèle de la flotte soviétique, capable de filer à 26 nœuds (43 kilomètres à l'heure). Ils sont comparables aux sous-marins Polaris américains.

● Douze sous-marins de la classe Delta I. — Déplacent 8 000 à 9 700 tonnes, ces unités sont apparues en 1973 et elles embarquent, chacune, douze missiles SSN-4, qui ont les mêmes performances que les précédentes. Les sous-marins Delta I paraissent avoir une vitesse légèrement supérieure, de l'ordre de 26 nœuds (environ 47 kilomètres à l'heure).


● Trente-quatre sous-marins de la classe Yankee. — D'un modèle moins récent puisqu'ils sont apparus entre 1967 et 1974, ces bâtiments emportent, chacun, seize missiles SSN-4. Les premiers missiles de ces sous-marins ont embarqué, chacun, une charge nucléaire mégatonnique à environ 1 800 nautiques de distance (soit 3 300 kilomètres), mais de nouveaux missiles ont été, depuis, mis en service avec une portée accrue (1 600 nautiques ou 2 900 kilomètres) et une charge multiple composée de trois têtes nucléaires MGV non guidées séparément.

● Huit sous-marins de la classe Echo II. — Beaucoup plus anciennes, puisqu'elles datent de 1960-1963, ces unités disposent, chacune, de trois missiles SSN-5, qui portent une tête nucléaire de 800 kilotonnes à 700 nautiques de distance (environ 1 200 kilomètres).

À l'heure actuelle, la France dispose de trois sous-marins stratégiques, le Redoutable, le Terrible et le Foudroyant, qui ont accompli trente et une patrouilles depuis leur mise en service au début de 1973. Un quatrième sous-marin, l'Incomparable, entrera en opération en janvier 1977 avec, pour la première fois, seize missiles M-20 porteurs, chacun, à 3 000 kilomètres de distance, d'une charge mégatonnique thermonucléaire. Les autres sous-marins, déjà en service recevront les mêmes missiles à l'occasion de leur carénage ou refonte respectifs. Cette transformation de leur armement sera achevée en 1978. Le cinquième sous-marin, le Tonnerre, en chantier à l'arsenal de Cherbourg, recevra immédiatement des missiles M-20.

# Robert Debré

## Ce que je crois



vient de paraître

(1) Precision-Guided Munitions.





## DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. CARAMANLIS A PARIS

### La presse grecque compte sur un appui de la France en cas de conflit avec la Turquie

De notre correspondant

Athènes. — Révélée mercredi 30 juin par les journaux du soir, la visite imprévue de M. Caramanlis, où il doit rencontrer vendredi le président Giscard d'Estaing, a fait l'effet d'une bombe. Si les Grecs avaient bien enregistré l'ajournement de la visite que le premier ministre devait effectuer à Washington durant la seconde quinzaine de juin, ils ne se doutaient pas que les entretiens avec MM. Ford et Kissinger seraient remplacés par des conversations avec MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

Cette visite privée de M. Caramanlis à Paris a été discrètement décidée il y a quinze jours. Elle impressionne d'autant plus l'opinion qu'elle coïncide avec la nouvelle et grave tension enregistrée dans les relations entre Athènes et la Turquie. L'annonce que les négociations sur l'entrée de la Grèce dans la C.E.E. débiteront fin juillet passe nettement au second plan. A Athènes, on s'en tient à cette question cruciale : une guerre avec la Turquie est-elle inévitable ou non ?

En effet, tout comme durant l'été 1974, les Grecs, alertés par une presse de plus en plus alarmiste, vivent sur les nerfs. Ils se rendent compte que les dirigeants d'Ankara sont fermement décidés à faire aboutir leurs revendications tant à Chypre qu'en mer Egée, et les récentes déclarations du représentant turc

au Conseil de l'Europe n'ont fait qu'augmenter les craintes d'un conflit armé. On sait aussi que les dirigeants d'Ankara, qui ont concentré d'énormes moyens militaires face à la frontière de l'Egée, n'acceptent pas une extension de la limite des eaux territoriales à 12 milles. Ils savent également que la Turquie veut faire reconnaître clairement, et une fois pour toutes, ses droits en mer Egée, ce qui sous-entend une révision totale du statut actuel concernant le plateau continental, l'espace aérien, les eaux territoriales, sans compter le problème, soulevé par les ultras d'Ankara, des musulmans vivant en Thrace, grecs et dans les îles du Dodécanèse.

Face à Ankara, les Grecs se demandent s'ils peuvent encore compter sur les Etats-Unis, paralysés par l'élection présidentielle et surtout par la priorité donnée à leur alliance avec la Turquie. Ils se félicitent, par conséquent, de trouver un appui à Paris. Certes, la « personnalisation » des relations entre la France et la Grèce, entre MM. Caramanlis et Giscard d'Estaing, est diversement appréciée. Des réserves sont plus particulièrement exprimées dans les milieux de gauche, mais, d'une façon générale, la grande majorité de l'opinion se félicite du soutien accordé à Athènes par la France.

MARC MARCEAU.

AVANT DE REGAGNER VIENNE

### Le chancelier Kreisky s'est entretenu avec M. Mitterrand des problèmes de l'internationale socialiste

A l'issue de sa visite à Paris, le chancelier Kreisky a regagné Vienne dans la soirée du 30 juin. Il s'était auparavant entretenu avec M. François Mitterrand à l'hôtel Crillon. L'un et l'autre vice-présidents de l'Internationale socialiste, les deux interlocuteurs sont tombés d'accord, selon le premier secrétaire du P.S., pour que l'ancien chancelier allemand Willy Brandt, la présidence de l'Internationale dont « l'organisation devrait être améliorée et rendue plus efficace », a ajouté M. Mitterrand, « Willy Brandt, a-t-il dit, a l'autorité morale et politique pour exercer cette fonction ».

Le premier secrétaire du P.S. a précisé qu'il n'avait pas été fait allusion au programme commun de la gauche au cours de sa conversation avec M. Kreisky. Elle a porté sur les relations d'état à état entre la France et l'Autriche, les rapports de l'Autriche avec la Communauté européenne, le développement des relations entre

l'Europe et le tiers-monde, le Proche-Orient et la détente. M. Mitterrand a souligné qu'il entretenait avec le chancelier Kreisky « des relations personnelles amicales, qui permettent d'exercer une influence raisonnable et de concilier parfois les points de vue » au sein de l'Internationale.

Au cours d'une conférence de presse qu'il avait tenue à la fin de sa partie officielle de son séjour à Paris, le chancelier Kreisky avait insisté sur le fait que le gouvernement français ne s'était nullement offensé de sa rencontre avec M. Mitterrand. Il avait d'autre part précisé que le président de la République s'était montré « intéressé » par sa suggestion de réunir dans le cadre du Conseil de l'Europe une rencontre « au sommet » pour coordonner les positions de fond sur la détente avant la conférence de Belgrade de 1977.

M. THORN

### DRESSE UN BILAN DÉSABUSÉ DE SA PRÉSIDENTIE A LA C.E.E.

Bruxelles (A.F.P.). — En termes amers et désabusés, M. Thorn (Luxembourg) a fait, mercredi 30 juin, au cours d'une conférence de presse, le bilan de son semestre de présidence de la C.E.E. Evoquant « nombre d'occasions manquées et le temps perdu pour peu de résultats », le président du gouvernement luxembourgeois a déclaré : « J'ai rarement rencontré aussi peu d'esprit communautaire. On ne s'adresse plus à la C.E.E. que lorsque l'on en a besoin. Mais où donc trouverait-elle des forces pour aider ses Etats membres ? »

M. Thorn place ses espoirs d'un surcroît dans l'élection au suffrage direct du Parlement européen prévue pour 1978 et a suggéré d'autres voies de salut : le conseil des ministres devrait reprendre à voter au lieu de se réunir derrière les « non-décisions » prises à l'unanimité ; le conseil européen, a-t-il dit, n'est pas dépourvu de rochers à condition que les chefs de gouvernement se réunissent non seulement lorsqu'il existe une perspective d'accord, mais aussi lorsqu'il y a des difficultés à résoudre. M. Thorn a enfin confirmé son opposition à l'idée d'un « directoire européen ».

Les chefs des gouvernements britannique et ouest-allemand ont décidé, à l'issue d'une visite de M. Callaghan à Bonn, mercredi 30 juin, de se rencontrer à intervalles réguliers. Le chancelier Schmidt ira à Londres à la fin de l'automne. Après la décision de M. Giscard d'Estaing et Callaghan de se voir « une fois par an », se situe ainsi un réseau de relations bilatérales dans le triangle Bonn-Londres-Paris. Les conversations de Bonn ont surtout porté sur les relations avec le tiers-monde et les élections européennes, au sujet desquelles un accord paraît désormais possible. — (Corresp. part.)

Les relations sino-américaines

### WASHINGTON DÉMENT LES INFORMATIONS PUBLIÉES PAR LE « MAINICHI »

Washington (A.F.P.). — Le département d'Etat a démenti, mercredi 30 juin, l'existence d'un calendrier destiné à préparer la normalisation des relations diplomatiques entre Washington et Pékin, plan révélé par le quotidien japonais Mainichi (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Le porte-parole, après avoir qualifié de « fausses » les informations parues dans ce quotidien, a en particulier démenti que M. Kissinger ait informé son homologue japonais, M. Miyazawa, de l'intention des Etats-Unis de mener à bien le processus de normalisation aussitôt passée l'échéance électorale américaine de novembre.

Les révélations du quotidien interviennent une semaine après l'entretien que le gouvernement américain du retrait des six derniers conseillers américains des flots de Quemoy et Matsu, que Pékin dispute à Taipei. Ce retrait avait été présenté à Washington comme « une opération de routine ».

## Océan Indien

Nouvelles-Hébrides

### LORS DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE Les représentants de Londres et de Paris réaffirment que le condominium va s'achever vers l'indépendance

De notre correspondant

Nouméa. — L'Assemblée représentative des Nouvelles-Hébrides, émise en novembre 1975, toujours incomplète, s'est enfin réunie pour la première fois le mardi 29 juin à Port-Vila, capitale du condominium franco-britannique (le Monde du 29 avril). Cette réunion, qui a permis de débattre l'atmosphère, marque le début d'un processus devant conduire l'archipel à l'indépendance. En effet, dans une déclaration ministérielle conjointe lue par les deux commissaires résidents lors de l'ouverture de la séance, « les gouvernements français et britannique reconnaissent et respectent les aspirations des Nouvelles-Hébrides à déterminer leur propre développement à venir et joignent leurs efforts pour que l'évolution des Nouvelles-Hébrides se fasse de façon ordonnée et démocratique, conformément au principe fondamental de l'autodétermination des populations ».

Répondant aux commissaires résidents, le président du New Hebrides National Party (N.H.N.P.), le pasteur

Weller Linl, avant d'insister sur le retard considérable de l'archipel dans les domaines politique, économique et social, a remercié les deux gouvernements et salué la présence des représentants des autres partis.

Cette prise de position modérée marque un changement d'attitude du N.H.N.P. Lors de la première séance de l'Assemblée, ses élus ont manifesté leur intention de jouer le jeu des nouvelles institutions.

Il semble pourtant qu'il y ait deux langages au sein de ce mouvement majoritaire, et qui a toujours demandé que l'indépendance soit proclamée en 1977. L'un, officiel, s'est exprimé à l'Assemblée par la voix modérée de son président, le pasteur Weller Linl. L'autre langage émane du secrétaire général du mouvement, M. Barak Sope, qui écrit dans un tract que « les colonialistes veulent faire de l'Assemblée un mur contre nos droits élémentaires ». Par « colonialistes », il

faut entendre les Français, qu'il faut « chasser », dont il faut « détruire les écoles et boycotter les intérêts ». En revanche, poursuit ce tract, l'administration britannique doit rester, et il faut organiser un référendum qui permette d'atteindre cet objectif. Dans son ensemble, ce mouvement anglophone craint les progrès réels de l'enseignement du français et l'apparition d'une élite francophone et catholique.

A l'inverse, le Nagriamel, mouvement mélanésien qui dirige M. Jimmy Stevens, et le MANH (Mouvement d'action des Nouvelles-Hébrides), qui regroupe les colons français et métis, deux partis qui représentent de l'avis général la majorité des habitants de l'île de Santo, ne sont en aucun cas disposés à accepter un gouvernement du N.H.N.P. à Santo et sont prêts à faire sécession pour rester dans le cadre français.

Le Nagriamel a demandé à l'administration britannique de quitter Santo avant le 10 août. Cet ultimatum pourrait être oublié si le tribunal mixte confirme la sentence de la commission mixte du contentieux électoral qui a annulé les élections de Santo. Un siège du MANH et trois du N.H.N.P. seront sans doute remis en question, et de nouvelles élections pourraient être organisées dans l'île la plus riche de l'archipel.

On considère généralement que, si le recensement et la distribution des cartes électorales se font dans des conditions plus régulières qu'en novembre, le N.H.N.P. devrait perdre deux de ses trois sièges au profit du Nagriamel, et il ne serait plus majoritaire à l'Assemblée. Le Nagriamel accepterait alors de jouer le jeu des institutions.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Publié)

Seychelles

### < Eux au moins, ils ont la manière »

De notre envoyé spécial

Victoria. — Au milieu du stade, sous les projecteurs, dans la nuit tiède, l'Union Jack descend lentement du mât, tandis que retentit le God Save the Queen. La Grande-Bretagne, avec un incontestable savoir-faire, se retire de l'archipel. « Eux, au moins, ils ont la manière », soupire près de nous, la main à la casquette, un officier de marine française, le capitaine de Corneille. Sur le pélopie, la police locale fait une irréprochable démonstration de pas glissé et de manèment d'armes. Le vent joue dans les plumes blanches du casque du gouverneur, et le duc de Gloucester, cousin de la reine, et son envoyé spécial aux fêtes de l'indépendance des Seychelles, le colonel avec une nonchalance blasée. Il regarde monter, auprès de l'horizon de sa famille, le drapeau du nouvel Etat, presque identique d'ailleurs à l'emblème britannique.

La minuscule escale sur la route des Indes, où Sa Majesté mettait au piquet les tribulations de l'Empire — ce fut le sort de Makarof — fête son indépendance tout au long de cette semaine. Dans le village de pouspés de Victoria, la foule joyeuse et sage des Seychelles se mêle, sous un crachin tiède, aux touristes habitués et à des marins de cinq nations, dont les tenues de toile blanche font la réclame des pressings du bord.

L'indépendance ne soulève pas l'enthousiasme, mais plutôt une

satisfaction teintée d'inquiétude. « Au moins, avec l'Angleterre, il n'y avait pas de danger de coup d'Etat, nous dit un bourgeois cossu. Pourvu que nous nous tirions d'affaire sans elle ! » Le petit peuple ne voit pas trop la différence, et le monde extérieur semble aussi éloigné que dangereux. Dans toutes les festivités, les discours sont prononcés en trois langues : anglais, français et créole. Ainsi, on aura entendu le nouveau président, M. Mancham, célébrer « jour plus joyeux mois vie », ou encore « remercier Sa Majesté pour son message bons souhaits » et « accepter l'invitation du président Giscard d'Estaing, il envoie moi ». Plus direct, le premier ministre, M. René, proclame : « Si nous pas décidés travailler ensemble, nous tous. »

Les délégués français, que dirigeait M. de Lipkowski, ministre de la coopération, s'appliquaient à donner à leurs sourires un caractère plus attendri que goguenard.

M. James Mancham, un play-boy barbu aux allures de chanteur d'opéra bon vivant, tient son rôle avec assurance. Il a déjà fait frapper monnaie à son effigie. Carré dans sa Rolls-Royce décapotable, cadeau d'un industriel britannique avisé, il savoure cette indépendance dont, avec réalisme, il ne voulait pas négocier pour ses soixante mille compatriotes.

P.-J. FRANCESCHINI.

## pieds longs et LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chauffer à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11<sup>e</sup>), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue gratuit.

Tél. : 357-45-92.

FERMÉ EN AOÛT

Pologne

### deux morts à Radom émeutes du 25 juin

Radom. — Deux personnes ont été tuées et plusieurs blessées lors d'émeutes survenues le 25 juin à Radom, ville industrielle de 150 000 habitants, située à 100 km de Varsovie. Les émeutes ont éclaté à l'occasion d'une manifestation organisée par des étudiants pour protester contre la hausse des loyers et des impôts. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser la foule, mais celle-ci a refusé de se disperser. Des pierres ont été lancées, et des gaz lacrymogènes ont été utilisés. Les émeutes ont duré toute la nuit, et les autorités ont déclaré l'état d'urgence.

## Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7<sup>e</sup> arrondissement...

Un Paris un peu à part... Le VII<sup>e</sup> arrondissement est connu comme un autre Paris, moins frondeur, plus retiré, plus résidentiel. Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne daigne révéler totalement ses charmes qu'aux riverains et aux habitués de longue date.

Vos voisins sont les mansardes studeuses — signées Mansart — des ministères et des parcs cachés des ambassades : un silence feutré et de bon ton.

Recevoir Saint-Dominique, presque à l'angle de l'Avenue Bosquet, voit votre demeure.

A la fois luxueuse et discrète, Les pierres de taille au ton chaud et doré, le bronze qui habillent la façade rappellent ces immeubles aux murs épais, coulés, du début du siècle.

Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privatifs devant ceux du

rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la votre aux Ambassades Saint-Dominique.

La cuisine de bon aloi... Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parquet comme de rares artisans savent encore en faire à Paris. Dans les circulations et les chambres, le plancher est recouvert d'une épaisse moquette de laine en grande largeur.

Le noyer, l'acajou, le chêne ou le frêne des placards, les émaux personnalisés de la salle de bain, la pierre couleur sable des balcons et des loggias, constituent au point de départ de qualité pour votre décoration future, d'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés « prêts à habiter ».

Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit, de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est assuré le concours d'un « spécialiste du silence », un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement et dans chaque pièce un thermostat d'équilibre apportent une certaine douceur de vivre.

Les sanitaires sont habillés d'émaux « haute qualité » du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte palissade derrière vous, vous pouvez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-cambriolage.

Une autre manière de préserver votre intimité... Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation « Les Ambassades Saint-Dominique ». Appelez-moi au : de h à h. Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation. Retournez en bon à découper et votre carte de visite à SOFAP - Services Commercial, à l'attention de Mme Bouchard - 64, rue de Liège - 75008 PARIS.



Correspondant de la S.C.I. 86-98, rue Saint-Dominique

« Les Ambassades Saint-Dominique » un charme rare et discret à l'image du 7<sup>e</sup> arrondissement...

Prenez rendez-vous avec Mme Bouchard en appelant au 766.51.03



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### Le conseil de la Ligue arabe s'efforce d'organiser un nouveau cessez-le-feu

Les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, réunis au Caire en session extraordinaire, se sont séparés jeudi 1<sup>er</sup> juillet à l'aube, après avoir demandé qu'un nouveau cessez-le-feu entre en vigueur au Liban ce même jour à midi.

Les ministres arabes ont également décidé la création d'un comité composé de secrétaires généraux de la Ligue arabe et de ministres des affaires étrangères de Bahreïn et de Tunisie, qui se rendra d'urgence à Beyrouth pour superviser l'application du cessez-le-feu. Les pays arabes qui se sont déclarés disposés à participer à la « force de paix » créée conformément aux décisions de la Ligue arabe le 10 juin dernier, sont invités à hâter l'envoi de contingents au Liban, et sans conditions. Leur départ doit s'effectuer dans un délai de deux heures. Enfin, la « force de paix » arabe doit être renforcée en effectifs et armements pour lui permettre de remplir sa mission.

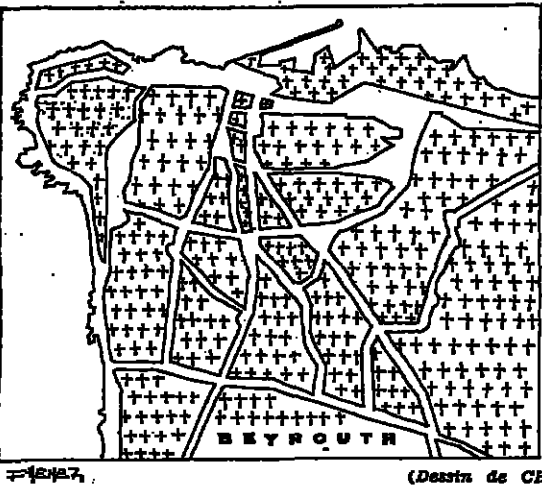
Ce jeudi matin, Damas a annoncé que les contingents soudanais et soudanais de la « force de la paix » avaient quitté la capitale syrienne par la route, à destination de Beyrouth. Normalement, ces contingents, qui étaient arrivés à Damas vers le 12 juin, auraient dû être au Liban depuis déjà trois semaines, mais leur acheminement vers Beyrouth avait été suspendu sans aucune explication. Selon la gauche libanaise, les soldats soudanais et soudanais ont été volontairement

retenus en Syrie, afin de ne pas compromettre l'action commune des forces syriennes et de la droite contre les Palestiniens. Le commandement central palestinien a attribué la chute du camp de Jisr-El-Bacha, à Beyrouth, à la connivence entre la Syrie et les forces conservatrices. Les opérations syriennes dans le Bekaa et la montagne libanaise, ainsi que celles entreprises à proximité de Saïda, ont permis, selon les Palestiniens, aux forces de droite de « passer leurs hommes autour des camps », assurant qu'elles étaient de la protection de leurs arrières par les soldats syriens.

Selon des informations parvenues à Beyrouth mercredi après-midi, la raffinerie de Zahran, à quelques kilomètres au sud de Saïda, a été bombardée par les forces syriennes. Si ces informations, qui n'ont pas été confirmées officiellement, sont exactes, la capitale libanaise, qui connaît déjà une grave pénurie de carburant, serait privée de sa seule source d'approvisionnement en essence.

Le commandement central palestinien a rapporté également que les canons de 155 millimètres syriens ont tiré contre les positions tenues par les Palestiniens et les forces islamiques progressistes, dans les montagnes situées à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Beyrouth. D'après certaines sources bien informées, les Palestiniens retransmis à Ayoun-Simane seraient en difficulté, pris entre l'artillerie syrienne et les forces chrétiennes. Ayoun-Simane se trouve au-dessus de la station de ski de Faraya, position chrétienne qui contrôle l'accès du mont Liban. L'action en tenailles engagée dans la région témoigne d'une coopération au moins tacite entre les forces syriennes et les milices chrétiennes contre les Palestiniens, indique l'agence américaine Associated Press.

D'autre part, des affrontements violents ont eu lieu, dans la nuit de mercredi à jeudi, sur les « fronts traditionnels » de Beyrouth et de sa banlieue, et en particulier à Chyah-Al-Bi-Rammaneh, ainsi que dans le secteur Aley-Kahsah et dans la région de Tripoli-Zghorta. Les pertes en vies humaines ne cessent d'augmenter. Selon un bilan partiel et officieux, deux cent quatre-vingt-cinq personnes ont été tuées et cinq cent vingt blessées, mardi, sur les divers « fronts traditionnels », ce qui constitue l'un des plus lourds bilans de la guerre civile. — (A.F.P., U.P.I., Reuters, A.P.)



(Dessin de CHENEZ.)

### Le Caire souhaite la « mise au pas politique » de la résistance palestinienne

De notre correspondant

Le Caire. — La presse égyptienne est pleine d'envoies sur l'héroïque résistance de Tel-El-Zastar, qu'elle a baptisée « Stalingrad palestinien ». Les dirigeants du Caire ne manquent pas une occasion de serrer dans leurs bras M. Arafat depuis qu'à la faveur de l'entrée des Syriens au Liban, le mois passé, ils se sont réconciliés avec le chef de l'Organisation de libération de la Palestine. Le président Sadate lui-même n'a jamais oublié, ces derniers mois, notamment lors de ses voyages officiels à l'étranger, de rompre lances sur la route en faveur des Palestiniens. A telle enseigne que de larges secteurs de l'opinion publique égyptienne, naguère favorables à la cause palestinienne, mais qui n'ont pas apprécié l'intensification des feux d'artifice de l'Égypte, trouvent que leur gouvernement « fait trop de zèle pour les Palestiniens ». Certains Égyptiens trouvent même que « ce zèle est suspect ».

Le sentiment d'une bonne partie des milieux arabes du Caire ne paraît pas très différent. Ils déclarent de « zèle » bien qu'elle entre la façade diplomatique et les désirs profonds du régime égyptien. Selon ces milieux, l'Égypte qui, en 1975, aidaient secrètement les forces chrétiennes à lutter contre les Palestiniens, alors que la Syrie était hostile aux phalangistes, n'a pas vraiment changé de stratégie, bien qu'elle se soit mise en 1975 à épauler les Palestiniens lorsque ceux-ci eurent été « lâchés » par Damas. Toute entreprise visant non pas à l'extermination physique des combattants palestiniens — les Égyptiens répugnent à une telle solution, qu'il serait, en outre, difficile de justifier devant l'opinion

nation arabe et internationale — mais à leur « mise au pas politique », ne pourrait, pense-t-on, que recueillir l'approbation du Caire. Le président Sadate estime depuis longtemps qu'un règlement global au Proche-Orient ne pourra intervenir que lorsque toutes les parties en cause auront adopté des « positions modérées ». A l'heure actuelle, aux yeux du Caire, seuls les Palestiniens, et moins parmi les Arabes du Liban, sont intéressés à la question proche-orientale, n'ont pas encore assoupli leur attitude.

Le rapprochement syro-égyptien, amorcé la semaine passée en Arabie Saoudite, lors de la réunion des chefs de gouvernement de Riyad, Koweït, Damas et Le Caire, et qui devrait se préciser par des entretiens entre les ministres des Affaires étrangères des mêmes États, en marge des travaux actuels de la Ligue arabe, au Caire, ne peut reposer, selon nombre d'observateurs arabes, que sur le « marché » suivant : la Syrie « reconnaît » le second accord israélo-égyptien sur le Sinaï de septembre 1975, en échange de quoi l'Égypte laisse à Damas les mains libres pour réaliser au Liban « un Septembre noir politique ».

Cependant, cette entreprise a échoué une première fois, le mois dernier, lorsque l'armée syrienne, qui n'avait pas, alors, laval du Caire, a envahi au Liban des zones contrôlées par les fedayin et leurs alliés libanais. La résistance des forces palestiniennes a été si énergique que la Syrie a dû chercher une échappatoire en laissant la Ligue arabe proposer l'opération des « casques verts ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## Israël

### Les raisons du maintien en garde à vue de Mlle Lévy - ingénieur au C.N.R.S. - arrêtée à Haïfa - n'ont pas été révélées

De notre correspondant

Jérusalem. — Une semaine après l'arrestation à Haïfa de Mlle Catherine Lévy, ingénieur au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et collaboratrice occasionnelle du quotidien français Libération (le Monde daté 27-28 juin), la justice et la police israéliennes refusent toujours de révéler les présumptions qui pèsent sur elle. On laisse seulement entendre, à Jérusalem, que la jeune Française est suspectée d'entretiens des relations avec des organisations palestiniennes. Ses avocats estiment cependant que la police n'a fourni aucune preuve. C'est pourquoi ils ont fait appel contre la décision du tribunal du vendredi 25 juin de maintenir Mlle Catherine Lévy en garde à vue pendant quinze

jours pour la poursuite de l'enquête. Cet appel a été rejeté mardi 29 juin par le tribunal du district de Haïfa, qui a estimé au contraire les preuves suffisantes. Si la police n'a pas fait connaître son point de vue sur cette affaire, on connaît en revanche la version de Mlle Catherine Lévy par l'intermédiaire de son ami, M. Hans Halvey, qui fait office de correspondant en Israël du quotidien parisien Libération. M. Hans Halvey est venu en Israël le mercredi 22 juin, en compagnie de Mlle Lévy, mais selon cette dernière a été arrêtée. M. Halvey ne cache pas ses idées d'extrême gauche, bien qu'il ne soit plus membre de l'organisation Maïzen. Il affirme que Mlle Lévy est simplement venue en Israël pour vivre avec lui et poursuivre son enquête sur le problème des « relations de travail en Israël ». Mlle Lévy effectuait en effet cette enquête pour le compte du C.N.R.S.

Précisons que, selon la loi israélienne, un juge a la possibilité de décider la garde à vue d'un suspect pendant quinze jours. Au terme de cette période, il peut renouveler la garde à vue pour une nouvelle période de quinze jours. — (Interim.)

### Les habitants de Beyrouth craignent un nouveau blocus

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les habitants de Beyrouth craignent de vivre des journées plus tragiques encore que les précédentes depuis qu'ils ont appris, le 30 juin, la chute du camp palestinien de Jisr-El-Bacha. La nouvelle avait été confirmée dans la nuit par le commandement central de la résistance palestinienne et des forces progressistes, après l'annonce de l'échec du cessez-le-feu que M. Hassan Sabri El Khail, adjoint au secrétaire général de la Ligue arabe, avait tenté de négocier. Toutes les démarches en ce sens sont suspendues, et il n'est plus question de « table ronde » ou de toute autre formule de dialogue. M. Kamel Jomblatt, leader du camp progressiste, et M. Salah Khafat, le numéro deux du Fatah, ont affirmé qu'il était impossible d'envisager la moindre discussion politique tant que les « forces isolationnistes » maintiendraient leur pression militaire. On ignore dans quelles circonstances le camp de Jisr-El-Bacha est tombé. Dans les milieux politiques et diplomatiques, on craint que le dernier assaut n'ait été à un massacre. En janvier déjà, l'attaque du quartier de la Quarantaine avait été suivie, en représailles, par une tuerie dans le village chrétien de Damour. La violence des combats n'a sans doute pas encore atteint son paroxysme.

Dans une communication affirmant que le camp de Tel-El-Zastar « tenait toujours », le commandement central palestinien a déclaré : « Nous mettons l'opinion publique arabe et mondiale en garde contre ce plan isolationniste appuyé par le régime syrien et visant à trapper la révolution palestinienne et à réaliser le partition du Liban. Face à la coopération américano-israélo-syro-égyptienne, le bataillon de Tel-El-Zastar sera la dernière des résistances et le point de départ d'une guerre ouverte et de longue haleine que mèneront les masses populaires libanaises et palestiniennes jusqu'à la victoire ».

Il semble, d'autre part, que les troupes syriennes s'apprêtent à se lancer à nouveau dans la bataille, en dépit des derniers accords conclus sous l'égide de la Ligue arabe ou par l'intermédiaire de M. Jalloud. Selon différentes sources, les forces syriennes ont repris leur attaque contre la ville de Saïda, qu'elles n'avaient pu occuper au début du mois. D'après le journal Moharrer, plusieurs quartiers auraient été bombardés par des missiles Grad. Les troupes de Damas continuent, d'autre part, de progresser dans le nord du pays, et sont à nouveau aux prises avec des éléments progressistes et socialistes qui se trouvent dans le Mont-Liban, sur les « arrières » du pays chrétien.

Les habitants de la capitale libanaise, déjà préoccupés par les difficultés du ravitaillement ou la recherche d'un abri contre les bombardements, se montrent de plus en plus inquiets et craignent d'avoir à subir un nouveau blocus qui, cette fois, pourrait être insupportable. Les hôpitaux, surchargés de blessés, commencent à manquer d'eau et d'électricité. A l'hôpital américain, où ne se trouvent plus que trois chirurgiens pour trois cents malades, on est obligé de diriger certains blessés vers l'hôpital de campagne installé dans la Croix-Rouge dans le chantier d'un hôtel du bord de mer. « Nous

opérons vingt-quatre heures sur vingt-quatre, nous a déclaré un infirmier. Il arrive ici chaque jour de plus en plus de blessés ou de morts. Hier, une femme est venue accoucher. Nous avons ri. C'était une fête. Cela paraissait extraordinaire, mais dérisoire aussi ».

FRANCIS CORNU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

QUATRE MILITANTS URUGUAYENS ET FRANÇAIS ont été tués et blessés lors d'une manifestation de grève de la faim le 22 juin dernier à Paris pour « attirer l'attention sur la situation dramatique de milliers de réfugiés latino-américains, aujourd'hui traqués dans la souricière argentine ». En Uruguay, un incident est survenu le 29 juin dans les jardins de l'ambassade du Venezuela à Montevideo. Une jeune femme qui y avait cherché refuge a été entraînée par des hommes habillés en civil, saisi par les cheveux et entraînée de force dans une voiture qui attendait non loin. Le gouvernement uruguayen a démenti la protestation. — (A.F.P.)

### Australie

M. KILIAN, MINISTRE AUSTRALIEN DE LA DÉFENSE, a déclaré mercredi 30 juin que, sur demande des autorités américaines, l'Australie va coopérer avec les États-Unis pour surveiller les activités soviétiques dans l'océan Indien, qu'il estime préoccupantes. Il a ajouté que la Pentagone a proposé que les navires et avions de reconnaissance australiens utilisent la base de Diego Garcia lors de leurs opérations de surveillance. — (Reuters.)

### Canada

M. JEAN MARCHEAND, ministre de l'Environnement, a remis, le mercredi 30 juin, sa démission au premier ministre, M. Pierre-Elliott Trudeau. Le ministre entend ainsi protester contre le protocole d'accord signé, le 28 juin dernier, entre le gouvernement, les syndicats de pilotes de lignes et des contrôleurs anglophones. — (A.F.P.)

### Ghana

UN PROCÈS A ACCRA. — Euxi prénommé, parmi les quelques militaires, ont comparu le 30 juin devant un tribunal pour « complot subversif ». Ils sont accusés d'avoir voulu renverser le chef de l'État, le colonel Acheampong. Toutes ces personnes sont accusées d'avoir participé à l'opération du principal accusé, le capitaine Kojo Tokpa, qui a refusé une telle assistance. — (A.F.P.)

### Pérou

LE GOUVERNEMENT PERUVIEN a rendu public le 30 juin des mesures économiques particulièrement sévères qui complètent la dévaluation de 44 %

# AFRIQUE

## Tunisie

### Des facilités seront accordées aux banques étrangères

De notre correspondante

Tunis. — Des banques et établissements financiers étrangers seront autorisés à effectuer en Tunisie des opérations avec des non-résidents en vertu d'un texte adopté le 30 juin par l'Assemblée

nationale tunisienne. La nouvelle loi, tout comme celle d'avril 1972, qui réglemente les investissements étrangers en Tunisie, avait provoqué de nombreuses objections. Des députés avaient obtenu il y a un mois son renvoi et son examen par une commission politique. Ce sont les conclusions qui ont été débattues mercredi de cette commission qui ont été débattues mercredi à l'Assemblée. Le rapporteur a insisté pour que les organismes étrangers travaillent exclusivement avec les non-résidents, et que seul le secteur industriel soit concerné à l'exclusion des secteurs vitaux placés sous le contrôle de l'État. Il a souligné la nécessité de maintenir dans chaque entreprise un capital tunisien majoritaire et recommandé la création d'une commission nationale chargée de surveiller l'implantation des établissements agréés.

Le ministre des finances, M. Fitouri, puis le premier ministre, se sont employés à réduire les arguments des adversaires du projet. M. Nouria a rejeté comme utopique le souhait des députés pour qui l'indépendance financière du pays doit être préservée. Il a fait remarquer que les économies nationales s'interprennent désormais à l'échelle mondiale : « Il faut au contraire attirer le maximum de capitaux étrangers », a-t-il déclaré. Nous sommes confrontés à de grands changements. Nos objectifs nous imposent de faire appel aux investissements étrangers dans une proportion de 25 % ».

Ce débat survient le lendemain de la signature à Tunis d'un protocole d'aide financière, aux termes duquel la France s'engage à verser à la Tunisie en 1976 une aide de 140 millions de francs sous forme de prêts du Trésor. Ces crédits permettront notamment de compléter le financement de la centrale électrique de Soussa et serviront à la construction d'une cimenterie à Thala, près de la frontière algérienne.

MANUELE PETROL.

## Algérie

Plusieurs personnalités ont signé l'appel suivant au sujet de la détention de M. Ben Bella en Algérie : « Au moment où le gouvernement issu du 19 juin (1965) demande un consensus populaire de la légitimité, nous rappelons la détention d'un homme d'État, d'un héros qui a subi Ahmed Ben Bella depuis onze ans et nous nous unissons pour demander sa libération ».

Parmi les signataires figurent : M.M. Robert Antelme, Gilbert Baechold, Georges Braun, Maurice Buttin, François Chatelet, Jean-Marie Domenach, Faïst André Dumas, Mme Marguerite Duras, M.M. Jean-Jacques de Felice, Pierre Emmanuel, Jean Guenhenn, Mohamed Harbi, Georges Hourdin, Alfred Jacot, M. Le Gou, R.P. Le Gou, M.M. Michel Leiris, Hugues Marganne, Michel Rappin, Jean Rous, David Rousset, Claude Roy, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet.

Deux cent treize membres du Front Polisario ont été tués et trente-deux autres faits prisonniers lors du raid effectué début juin contre Nouakchott, indiquent les autorités mauritaniennes, selon lesquelles l'armée mauritanienne n'a eu que deux tués et quatre autres faits prisonniers. Le Front Polisario a annoncé, le 30 juin, un renouveau ministériel. M. Omar Mohamed Ali devient ministre de l'Intérieur et de la justice, et M. Saïlek Ould Bouh, secrétaire général à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales, en remplacement de M. Bouela Ould Ahmed Zine, tué le 24 avril par les forces marocaines. — (Reuters, A.F.P.)

## AMÉRIQUES

### États-Unis

### DES UNIVERSITAIRES FRANÇAIS DÉNONCENT « L'UTILISATION POLITIQUE » DU BICENTENAIRE

Plusieurs universitaires réunis au sein d'un « Groupe d'initiation bicentenaire des États-Unis » ont présenté, comme l'usage flagrant du bicentenaire pour redorer l'image post-vietnamienne des États-Unis. Dans un texte signé par vingt et un américains (1) ayant participé au mois d'avril à un congrès à Font-à-Mousson, ils déclarent notamment :

« On peut faire oublier les crimes de l'impérialisme américain. On peut faire oublier les effets destructeurs du mode de vie capitaliste américain, exaltant l'argent et l'industrialisme. On peut faire oublier la présence de l'indépendance américaine une version tronquée et truquée. Mais il s'agit surtout d'une opération de politique intérieure française. On peut fêter les retrouvailles atlantiques d'un libéralisme avancé et, par là, raffermir le prestige du régime présidentiel, docilement aligné sur le modèle américain. Nous ne nous taisons pas sur les manipulations de l'opinion française sous prétexte de commémoration historique ».

(1) Parmi lesquels M. Jeanne Delboux, Paul Orr, Catherine Olt, Suzanne de Brunhoff, Daniel Guérin, Alain Jaubert, Henri Lefebvre (Groupe d'initiative « Bicentenaire des États-Unis »), c/o Forum-Histoire, U.E.R. de géographie et sciences de la société, université Paris VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Tél. : 334-25-25, poste 51-34 ou 52-85.

Le sénateur Barry Goldwater, qui fut candidat républicain aux élections présidentielles de 1964, a annoncé officiellement, le mercredi 30 juin, qu'il soutiendrait M. Gerald Ford à la convention de son parti. — (A.F.P.)

BAG-LINE

LE SEUL CLIMATISEUR vraiment transportable

GAP

122 R. VAILLANT COUTURIER  
93 NOISY-le-SEC T. 845.59.67

scilités seront accordées  
à banques étrangères

De notre correspondant  
à Tunis

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

Le 1er juillet 1976

1976.07.01

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés approuvent le principe du repos compensateur pour heures supplémentaires

La seconde session ordinaire 1975-1976 du Parlement s'est achevée mercredi 30 juin avec la discussion de plusieurs textes.

Mercredi matin, l'Assemblée a examiné, sous la présidence de M. LEBLANC (P.S.), et après déclaration d'urgence, le projet de loi instituant un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail.

Ce texte prévoit l'institution d'un repos compensateur obligatoire proportionnel aux heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée de travail de quarante-deux heures, rémunéré sur la base du salaire normal.

Ce repos sera pris, par jour, en dehors de la période normale des congés payés. Sa durée sera (du 1er juillet 1976 au 30 juin 1977) égale à 10 % du travail supplémentaire accompli jusqu'à quarante-huit heures, et à 15 % au-delà de cette durée.

M. DELHALLE (U.D.R.), rapporteur, indique que la durée annuelle du repos compensateur pour une durée maximale de travail de quarante-huit heures (par semaine) serait égale à environ quatre jours à partir de juillet 1976.

Une durée moyenne hebdomadaire de quarante-trois heures ouvrirait droit à une journée de repos compensateur par an en 1978.

Pour M. STOLIERU, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, la diminution de la durée du travail contribue à la revalorisation du travail manuel et à la prévention des accidents du travail. Dans le contexte économique actuel, il serait souhaitable, à son avis, qu'il y ait moins d'heures supplémentaires et davantage d'emplois.

L'application de ce projet, était-il indiqué dans le rapport, créerait entre 10 000 et 15 000 emplois pour la première année.

Dans la discussion générale, l'intervention de M. CARLIER (P.C., Pas-de-Calais), qui souligne la portée limitée du texte, BOUDET (réf., Crm), qui regrette sa complexité, et M. GUYOT (U.D.R., Hauts-de-Seine), qui craint que le projet n'accroisse les difficultés des entreprises et des travailleurs. M. PIGNON (P.S., Pas-de-Calais), qui regrette que le texte soit « sélectif », et Jacques BLANC (R.I., Lozère), qui exprime le soutien de la majorité.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée a examiné de nombreux amendements. Elle adopte les suivants :

— Un amendement de la commission fixe la durée du repos compensateur obligatoire dans les entreprises de plus de dix salariés à 20 % du temps de travail accompli en heures supplémentaires, au-delà de 44 heures, à partir du 1er juillet 1978. Cette durée sera abaissée à 15 % à partir du 1er juillet 1979 et à 10 % à partir du 1er juillet 1980.

— Des amendements de M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie) qui précise que le repos compensateur est pris d'un commun accord entre l'employeur et le salarié ;

— Un amendement de M. DELHALLE qui indique que ce repos pourra être pris par demi-journées dans certains secteurs d'activité déterminés par décret (par exemple pour le transport des voyageurs à longue distance) ;

— Des amendements de la commission stipulent que ce repos est assimilé à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés ;

— Un amendement de M. BROCARD, combattu par le gouvernement, laisse au décret le soin de fixer les modalités d'application du repos, non seulement en cas d'activités saisonnières, mais également dans tous les autres cas pour lesquels une adaptation paraît nécessaire du fait de leurs particularités.

Après-midi, l'Assemblée adopte, sous la présidence de M. LE DOUARIC (U.D.R.), les amendements suivants :

— En cas de réintégration du salarié, les droits acquis sont indemnisés, même en cas de faute lourde ;

— La situation des personnels des ports sera prise en compte ;

— A l'article 5 relatif au repos compensateur en agriculture, un amendement du gouvernement étend à ce secteur les dispositions prises le matin par l'Assemblée ;

— Les dispositions de la présente loi peuvent être étendues, par voie réglementaire, aux entreprises publiques qui n'ont pas dans le champ d'application des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail et aux régimes des heures supplémentaires.

L'ensemble du projet ainsi modifié est adopté par l'Assemblée. Ce texte devrait être examiné par le Sénat le 5 juillet, dans le cadre de la session extraordinaire.

Saint-Pierre-et-Miquelon

M. BAUDOUIN (R.I., Manche), rapporteur, présente le projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ce texte, tout en posant le principe de la départementalisation du territoire, organise une période transitoire de deux ans.

Pour M. STIRN, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, « il paraît anachronique que cet archipel ne bénéficie pas encore aujourd'hui des mêmes droits et des mêmes avantages accordés à toute collectivité française comme à tout citoyen ».

Après le rejet d'une question préalable socialiste dont l'objet était de décider qu'il y avait lieu à débiter des « partis politiques » dans les îles, M. BORDE (P.S.), rappelle l'avis défavorable émis par le conseil général du territoire intervenant dans la discussion générale.

M. ASSELINEAU (P.S., Saint-Pierre-et-Miquelon) pour qui la départementalisation est « la seule façon de réduire la contradiction entre l'intégration et

supprimer du même coup toutes les libertés. On ne s'aperçoit pas que les syndicats sont devenus de puissantes féodalités et qu'ils détournent en fait des droits acquis s'opposent ainsi à toute évolution. Les syndicats ouvriers ne sont pas les seuls à bénéficier de la départementalisation ; les régimes démocratiques sont menacés par les corporations ».

Pour M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, « la proposition du pouvoir de restreindre le champ des libertés justifie l'insécurité. L'histoire montre que la classe dominante ne veut les libertés que lorsqu'elle s'exerce à son profit ».

Dans le domaine des libertés publiques et de la tâche la plus urgente est, à son avis, de supprimer les réglementations d'exception, comme la loi « anti-casseurs », et les juridictions d'exception, comme la Cour de sûreté. Il faut aussi mettre fin à l'existence des milices patronales et de certaines pratiques illégales de la police.

Après avoir affirmé que « tout travailleur doit pouvoir se syndiquer, qu'il appartienne à l'armée, à la fonction publique ou à la magistrature », il précise que, « pour la FEN, la laïcité est un principe fondamental ».

Dans la discussion qui s'ensuit, M. NEWICK (U.D.R.) voit dans les propos du dernier orateur « l'annonce d'un nouveau cléricisme politique ».

M. Henry s'élève contre cette accusation et affirme que « le respect de la laïcité signifie la lutte contre tous les cléricismes, politiques ou religieux ».

En réponse à une question de M. Pierre Joux (P.S., Seine-et-Loire), M. Débatte indique que la F.N.S.E.A. n'a pas été créée par la loi anti-casseurs « parce qu'elle estime normal que l'Etat assure les moyens de se défendre contre les excès. Mais l'application que les tribunaux font de cette loi la détourne de son objet : permettre à la société de se défendre contre des casseurs et non empêcher les responsables syndicaux d'exercer leurs responsabilités ».

LE VII<sup>e</sup> PLAN AU SÉNAT

M. Chirac condamne sans appel le dirigisme économique

C'est le 1<sup>er</sup> juillet, un peu après 2 heures du matin, que M. Alain Poher, président du Sénat, a clos, au palais du Luxembourg, la session ordinaire. Les sénateurs avaient auparavant entamé l'examen du VII<sup>e</sup> Plan, dont la suite est inscrite à l'ordre du jour de la session.

Le débat est ouvert par M. DEVAUD, qui expose la position du Conseil économique et social. Celui-ci a émis un avis favorable par 123 voix sur 170 votants, 8 voix seulement se prononçant contre. Le Conseil, indique M. Devaud, a estimé positivement les principes philosophiques qui ont inspiré le Plan : un lien d'aller de l'économie vers l'homme, cette fois on part de l'homme pour aller à l'économie. « Courageux dans certaines de ses analyses, novateur dans sa méthodologie, obéissant dans ses objectifs, le VII<sup>e</sup> Plan, conclut-il, n'a malheureusement pas les moyens de ses ambitions ».

Pour M. MARCEL LUCOTTE (ind., Seine-et-Loire), rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan, la conjoncture est aujourd'hui plus favorable qu'au moment de l'examen du rapport sur l'orientation préliminaire. Néanmoins, les caractéristiques fondamentales de l'économie ne sont pas modifiées depuis un an, de sorte, estime-t-il, que les régions demeurent vides, que la maîtrise de l'inflation, conclut-il, qui sera la grande affaire du VII<sup>e</sup> Plan, ce qui postule l'existence d'un consensus social.

M. JACQUES CHIRAC succède au rapporteur. Pour le premier ministre, le centre du débat sur le VII<sup>e</sup> Plan ne concerne pas aujourd'hui le rythme de croissance ni la politique de l'emploi, mais la politique industrielle. Répondant à ceux qui estiment que les moyens proposés pour lutter contre l'inflation ne sont pas à la hauteur des objectifs, il déclare notamment :

« L'obscurité que, derrière cette objection, il n'y a pas seulement une lecture trop rapide du Plan, mais aussi une sorte de préjugé selon lequel la France serait un pays où l'inflation n'est pas une sorte de fatalité liée à l'industrialisation des Français. Partant de là, le seul moyen de lutter contre l'inflation consisterait, pour l'Etat, à tout faire pour empêcher, les prix, les salaires, les marges, les honoraires, en un mot tous les éléments internes des coûts et des revenus ».

« Ce préjugé est absurde et la thérapeutique qu'il inspire serait une remise en cause de la politique de l'emploi. M. Chirac entend démontrer ensuite que la hausse des prix « est fondée sur un malentendu ».

« C'est à ce long terme, dit-il, que l'inflation est favorisée par le plein emploi. Cette erreur commence heureusement à être combattue par des exemples étrangers. Je dois souligner à quel point ces exemples nous inspirent par l'occasion du Plan mettent en évidence la nécessité d'une modération de la hausse nominale des salaires. Cette modération n'est pas obtenue, il en résulte, en 1980, une diminution d'environ deux cent cinquante mille personnes de l'effectif employé. Vous voyez donc à quel point le plein emploi est lié à la maîtrise des revenus ».

« La seconde erreur, souligne le premier ministre, c'est l'erreur selon laquelle il serait absurde d'augmenter les salaires. Cette erreur commence heureusement à être combattue par des exemples étrangers. Je dois souligner à quel point ces exemples nous inspirent par l'occasion du Plan mettent en évidence la nécessité d'une modération de la hausse nominale des salaires. Cette modération n'est pas obtenue, il en résulte, en 1980, une diminution d'environ deux cent cinquante mille personnes de l'effectif employé. Vous voyez donc à quel point le plein emploi est lié à la maîtrise des revenus ».

« Notre inflation est donc une inflation de malentendus. Il y a eu longtemps un malentendu sur le rapport avec le plein emploi. Il y a eu longtemps un malentendu sur ses rapports avec le plein emploi. Il y a eu longtemps un malentendu sur ses rapports avec le plein emploi ».

« Mais ce que j'ai compris en entendant M. Mitterrand, c'est que cela ne lui suffit pas. Il voudrait que les prévisions sectorielles de nos techniciens puissent devenir des objectifs qui permettraient à l'administration de multiplier les subventions, les financements privilégiés, de diriger en un mot notre vie industrielle ».

« Si y a, derrière toutes ces critiques, une inspiration dirigiste que me fait penser à ce que j'appellerai le « complexe du centenaire ». (...) »

« L'efficacité, la compétitivité de notre industrie, suppose avant tout que l'Etat laisse aux chefs d'entreprise la pleine liberté de leur gestion et la pleine responsabilité de leurs résultats ».

« Jusqu'à présent, planifier c'était trop souvent contrôler, concentrer, uniformiser, massifier. Avec le VII<sup>e</sup> Plan, la tendance se renverse au point d'ériger en priorité nationale le développement des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat ».

M. MAURICE BLIN (Un. cent., Ardennes), exprime l'avis de la commission des finances. Le VII<sup>e</sup> Plan, souligne-t-il, doit corriger certains aspects particulièrement contestables du développement de notre pays. Il ne peut ignorer le coût pour la collectivité de la dégradation de l'environnement. Pour sauvegarder l'avenir, il doit assurer la reproduction du capital. Tout devra donc être mis en œuvre au cours des prochaines années pour stimuler l'investissement productif gravement affecté par les poids des charges sociales et par le blocage des prix, qui ont contrarié le jeu normal des mécanismes du marché, fondé sur la souplesse et l'efficacité. Mais le VII<sup>e</sup> Plan traduit selon lui une certaine hésitation face aux échéances que le pays aura à affronter. La principale de ces échéances est constituée par les incertitudes de financement.

extraordinaire et devait se poursuivre jeudi. La première journée, qui a permis d'achever la discussion générale du projet, a été marquée par l'intervention du premier ministre qui a condamné sans appel le « dirigisme » économique.

Compte tenu de l'évolution de ces dernières années, l'objectif n'apparaît pas réaliste, affirme M. Caillaud.

Le second objectif, exprimé d'une manière moins nette, est de réduire les disparités liées aux situations géographiques. Il s'agit essentiellement des inégalités qui affectent les zones rurales et les zones fortement urbanisées.

Le Plan fait de la réduction des effectifs par classe son troisième objectif. Il propose d'abaisser à trente-cinq élèves le nombre maximum d'élèves des classes maternelles ou enfantines. La commission avait proposé un chiffre plus faible (vingt-cinq à trente enfants). Il s'agit là peut-être d'un idéal difficile à atteindre, mais il ne faut pas se dissimuler, conclut le rapporteur, que l'enseignement préscolaire n'assure correctement sa mission que si cette condition d'effectifs est remplie.

M. ANDRÉ BOHL (Union centriste, Moselle), considère, au nom de la commission des affaires sociales, qu'il faut intensifier les actions qui réduisent les inégalités, accroissent les grands services collectifs et sociaux mettent en œuvre une nouvelle politique familiale et améliorent le cadre de vie. Vingt-cinq « programmes d'action prioritaire » sont proposés. Il s'agit là, estime-t-il, d'une innovation heureuse qui répond au souci de donner aux objectifs une réalité financière. Mais le secteur social n'est concerné que pour un montant de crédits de l'ordre de 25 milliards pour cinq ans.

On a entendu ensuite : MM. RAYMOND BRUN (rép. ind. d'act. soc., Gironde), PINTAT (ind., Gironde), RAYBAUD (Gauche dém., Alpes-Maritimes), Mme GOUTAMANT (P.C., Seine-Saint-Denis), MM. SCHMITT (U.D.R., Moselle), AMIC (P.S., Var), JUNG (Un. cent., Bas-Rhin), GARGAN (app. P.C., Gironde), SCHOUMANN (U.D.R., Nord), FERRANT (Un. centriste, Seine-Maritime), et MARIE-ANNE (app. U.D.R., Martinique).

A. G.

CORRESPONDANCE

A propos de la revue « Brèche »

M. Bernard Montaner, directeur de la revue Brèche, nous adresse la lettre suivante :

Dans un de ses récents numéros, le Monde a consacré un article à la revue Brèche, que Jean-François Six et moi dirigeons en corresponsabilité.

Dans sa rédaction, cet article pourrait porter à confusion et laisser croire que cette revue engage nos institutions respectives. C'est la raison pour laquelle, afin d'éviter tout malentendu, je me permets de vous préciser que Brèche est une initiative personnelle, qui ne saurait, en ce qui me concerne, engager le Grand-Orient de France. Brèche est l'œuvre de deux hommes, l'un raison, l'autre prére, qui ont créé cette structure de dialogue et de communication.

APRÈS MODIFICATION LA COMMISSION DES FINANCES DU SÉNAT ADOPTE LE PROJET SUR LES PLUS-VALUES

La commission des finances du Sénat, réunie mercredi soir 30 juin, a adopté par 21 voix, et 12 abstentions, l'ensemble du projet de loi portant imposition des plus-values « profondément modifié par d'importants amendements », précise le communiqué. Parmi les plus importantes modifications apportées par la commission sénatoriale, figurent le report au 1<sup>er</sup> janvier 1978 de l'application des dispositions concernant les valeurs mobilières, l'instauration d'une exonération de toute taxation au profit des personnes dont le patrimoine n'excède pas la valeur de 50 000 francs (ou 100 000 francs par enfant à charge à partir du troisième) ; une refonte du système des comptes spéciaux d'investissements qui seront notamment divisés en un certain nombre de parts pour permettre une application plus souple de la législation.

POIROT-DELPECH Les grands de ce monde

roman

le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques)

L'EAU

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Lafont, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

GALLIMARD

LE SEUL CLIMAT S'ELÈVE  
GAP



## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 30 juin sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Le communiqué suivant a été publié :

#### ● LA PROTECTION DES ÉPAR- GNIANTS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, à protéger les actionnaires et à défendre l'épargne. Ce projet a pour objet essentiel d'apporter au droit de ces sociétés des modifications qui répondent au souci de favoriser le dynamisme des entreprises tout en tenant compte de leur diversité, par une amélioration de la situation de l'actionnaire et de la protection de l'épargne ainsi que par une adaptation du statut des dirigeants aux réalités économiques actuelles.

Le projet comporte, d'une part, une série de dispositions concernant l'amélioration de l'information des actionnaires et de la publicité. La publication des comptes annuels des sociétés cotées sera accélérée et les projets de résolution présentés par les actionnaires à l'assemblée annuelle, ainsi que les comptes consolidés de ces sociétés seront rendus publics. Celles-ci devront adresser à toute personne qui en fera la demande certains des renseignements qui étaient réservés jusqu'alors aux seuls actionnaires. Le rôle des actionnaires à l'assemblée générale sera accru. Les conditions dans lesquelles s'exercent les fonctions des commissaires aux comptes ainsi que les modalités de leur rémunération sont précisées, et il est prévu qu'ils pourront s'organiser en sociétés civiles professionnelles. Enfin, le projet permet une mise en œuvre plus facile des procédures destinées à sanctionner les irrégularités et abus éventuels. Ces mesures sont rendues applicables, en les adaptant, aux sociétés à responsabilité limitée.

Le projet de loi prévoit, d'autre part, diverses dispositions relatives à la protection de l'épargne. Elles concernent l'interdiction des clauses d'agrément pour la négociation de titres des sociétés faisant publiquement appel à l'épargne, l'acquisition des actions de la société par les salariés, les modalités d'augmentation du capital, l'introduction et la mise en vente des titres étrangers sur le marché français, l'émission par les sociétés d'une nouvelle catégorie de valeurs mobilières : les obligations à boni de souscription qui permettent au porteur un droit de participation au capital social. Les mesures de la commission des opérations de Bourse sont élargies. D'autres mesures concernent l'assainissement des professions industrielles et commerciales.

Le projet de loi comporte enfin des règles applicables à la limite d'âge des dirigeants et des administrateurs ainsi qu'à la durée et au cumul des mandats. Les statuts des sociétés cotées en Bourse, la durée des fonctions des administrateurs sera de quatre ans au maximum ; enfin, la même personne ne pourra appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration de sociétés dont le siège social est situé en France métropolitaine. Ces nouvelles règles font l'objet de dispositions transitoires. Les dirigeants des sociétés importantes seront tenus d'affecter chaque année une partie de leur rémunération à l'achat d'actions de leur société.

#### ● ACCORD FRANCO-TUNISIEN

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et d'un accord complémentaire, datés du 12 septembre 1975, à la convention générale sur la sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne du 17 décembre 1965. Le premier de ces accords concerne le rattachement, par les institutions de sécurité sociale du pays d'emploi, des soins de santé aux ayants droit d'un salarié résidant habituellement avec celui-ci dans le pays d'emploi, l'autre concerne le rattachement temporaire dans le pays d'origine.

Le second projet institue une coordination entre les deux régimes nationaux d'assurance invalidité et de vieillesse. Il permet, en outre, aux Français travaillant en Tunisie, à partir du 1er janvier 1976, de bénéficier du régime légal de retraite dans ce pays, de demander à être affiliés à ce régime ou d'opter pour la maintien de leur affiliation à leur régime français de retraite. Cette possibilité s'accompagne de garanties en matière de transfert des cotisations correspondantes.

#### ● MALADIES DES ANIMAUX

Un projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux a été adopté. Il a pour objet d'autoriser les agents des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture à effectuer des opérations de prophylaxie dans le cas où des éleveurs, qui conservent l'intégrité de leurs prérogatives, ne seraient pas en mesure de les assurer dans les conditions, notamment de détail, qui seraient prescrites.

#### ● STATUT DES PRÉFETS

Un décret instituant un conseil spécial pour les préfets a été adopté. Jusqu'au 30 septembre 1976, les préfets comptant au moins quinze ans de service pourront, sur leur demande, bénéficier d'un congé avec traitement d'une durée maximale de

cinq ans. Le nombre des préfets pouvant être placés en congé spécial est limité à six.

#### ● RÉMUNÉRATION DES AGENTS DE L'ÉTAT

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte des résultats du conseil des ministres de l'Agriculture de la Communauté, qui s'est tenu les 21 et 22 juin 1976 à Luxembourg. Au cours de ce conseil, ont été notamment décidées la reprise de l'intervention en France sur les vaches de réforme, de façon à soutenir les cours sur ce marché qui les abaissements consentis à la sécheresse risquent de perturber, ainsi qu'une aide à la production de conserves d'huîtres des départements français d'outre-mer.

#### ● LA SÉCHERESSE

M. Bonnet a ensuite évoqué les problèmes de la sécheresse. A ce propos, le président de la République a déclaré : « La prolongation de la sécheresse est une épreuve nationale, et il faut lui faire face par la solidarité nationale. Je demande au premier ministre de continuer à assurer la coordination quotidienne des actions de protection. Le gouvernement a l'obligation de solidarité envers l'agriculture, les agriculteurs privés de ressources, comme elle s'est exercée vis-à-vis des travailleurs privés d'emploi. »

#### ● LE VOYAGE EN GRANDE- BRETAGNE

Le président de la République a informé le conseil du voyage officiel qu'il a effectué en Grande-Bretagne du 22 au 25 juin.

#### ● LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (relations avec le Parlement) a fait le point des travaux parlementaires. Parmi les projets de loi définitivement adoptés, il faut noter la ratification de l'article 7 de la Constitution sur les cas de décès ou d'empêchement d'un candidat à l'élection présidentielle, le nouveau statut de l'Etat de l'Etat, la programmation des équipements militaires, la protection sociale de la famille, les textes sur la qualité de l'air et un projet de loi sur la lutte contre le tabac. Certains textes ont été discutés mais ne sont pas encore définitivement adoptés parmi lesquels le VII<sup>e</sup> Plan, la taxation des plus-values, le régime de l'urbanisme, la prévention des accidents de travail, le repos compensateur. Les textes les plus importants et les plus urgents ont été inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

#### ● LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU MASSIF CENTRAL

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

#### ● ET CELUI DE L'ILE-DE-FRANCE

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

#### ● ET CELUI DE L'ILE-DE-FRANCE

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

et par la création d'espaces verts, au titre desquels figurent les projets de parcs au Bourget et à Falmesau. (Voir page 26.)

#### ● LA SÉCHERESSE

M. Bonnet a ensuite évoqué les problèmes de la sécheresse. A ce propos, le président de la République a déclaré : « La prolongation de la sécheresse est une épreuve nationale, et il faut lui faire face par la solidarité nationale. Je demande au premier ministre de continuer à assurer la coordination quotidienne des actions de protection. Le gouvernement a l'obligation de solidarité envers l'agriculture, les agriculteurs privés de ressources, comme elle s'est exercée vis-à-vis des travailleurs privés d'emploi. »

#### ● LE VOYAGE EN GRANDE- BRETAGNE

Le président de la République a informé le conseil du voyage officiel qu'il a effectué en Grande-Bretagne du 22 au 25 juin.

#### ● LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (relations avec le Parlement) a fait le point des travaux parlementaires. Parmi les projets de loi définitivement adoptés, il faut noter la ratification de l'article 7 de la Constitution sur les cas de décès ou d'empêchement d'un candidat à l'élection présidentielle, le nouveau statut de l'Etat de l'Etat, la programmation des équipements militaires, la protection sociale de la famille, les textes sur la qualité de l'air et un projet de loi sur la lutte contre le tabac. Certains textes ont été discutés mais ne sont pas encore définitivement adoptés parmi lesquels le VII<sup>e</sup> Plan, la taxation des plus-values, le régime de l'urbanisme, la prévention des accidents de travail, le repos compensateur. Les textes les plus importants et les plus urgents ont été inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

#### ● LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU MASSIF CENTRAL

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

#### ● ET CELUI DE L'ILE-DE-FRANCE

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

#### ● ET CELUI DE L'ILE-DE-FRANCE

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

#### ● ET CELUI DE L'ILE-DE-FRANCE

Le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie, a présenté au conseil des ministres un rapport sur les problèmes d'aménagement du Massif Central et de la région d'Alsace. Le programme pluriannuel de développement du Massif Central adopté le 22 septembre 1975 est mis en place d'une façon satisfaisante. Des chantiers routiers ont été ouverts, le tracé de l'autoroute A 71 Paris-Bourges-Clermont-Ferrand sera arrêté dans les prochains mois. Le nouveau régime d'octroi des primes de développement régional est bien adapté aux besoins du Massif Central. Des mesures prises en matière de politique agricole foncière, d'élevage et de production forestière seront complétées prochainement par un projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes. Les études nécessaires à l'élaboration d'un schéma d'aménagement touristique sont très avancées. Le nouveau régime des primes de développement hôtelier est en vigueur depuis le mois de mai. La modernisation des stations touristiques va être examinée station par station et donner lieu à des conventions de modernisation et de développement. Une série d'actions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de l'équipement rural sont engagées. Un système de financement de réaménagements de télévision a été mis au point avec les collectivités locales afin de réduire les « zones d'ombre » de télévision.

## SCIENCES

### M. Hubert Curien remplace M. Maurice Lévy à la présidence du Centre national d'études spatiales

Une nouvelle délégation à la recherche industrielle serait créée

Le conseil des ministres du mercredi 30 juin a nommé M. Hubert Curien, délégué général à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) depuis 1973, président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) en remplacement de M. Maurice Lévy. Ce dernier était à la tête du C.N.E.S. depuis décembre 1973 et avait été récemment reconfirmé dans ses fonctions pour une durée de trois ans. Il est aussi professeur à l'université Paris-VI.

M. Michel Bignier, le directeur du C.N.E.S.,

Envisagé le 29 juin, le remplacement de M. Lévy par M. Curien a été brusquement décidé, dès le lendemain, par le conseil des ministres. Le ministre de l'Industrie et de la recherche ne paraît pas avoir totalement approuvé les dernières actions de M. Lévy à la tête du C.N.E.S. Parti à un congrès aéronautique international aux Etats-Unis, après avoir annoncé cent licenciements au C.N.E.S. en 1976 et en 1977, ce qui déclencha une grave illégitimité au centre de Toulouse, M. Lévy dut revenir en hâte à l'annonce de la démission de M. Bignier. Les difficultés budgétaires du C.N.E.S. ont pu alors être en partie surmontées sans qu'il en résulte de trop graves inconvénients pour le personnel, surtout en 1977, et le centre de Toulouse rapit le travail.

L'acceptation par M. Curien du poste de M. Lévy paraît plus délicate à expliquer. M. Curien avait été nommé à la D.G.R.S.T. en juillet 1973. Au ministère de l'Industrie, on fait remarquer que les délégués restent en moyenne à leur poste trois ou quatre ans, et que M. Curien arrivait donc en phase finale de son mandat. Il importait, d'autre part, de montrer au C.N.E.S. que le gouvernement n'entendait pas l'abandonner et désirait au contraire lui assurer un avenir. La nomination de M. Curien ne peut que rassurer le personnel de Toulouse.

Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA), qui s'est réuni à Paris le mercredi 30 juin, le représentant du ministère de l'Industrie a officiellement demandé la poursuite de l'étude engagée par l'ESA sur la répartition et la coordination des charges de travail entre les agences nationales et l'agence européenne. La France a aussi demandé officiellement la réunion du conseil de l'ESA au niveau des ministres d'ici à la fin de l'année.

M. Curien aura donc la difficile tâche de trouver un avenir au C.N.E.S. sans pour cela rompre les engagements français à l'ESA. Cette mission pourrait sembler un peu ténue après la direction de la délégation générale. En fait, il semble que le ministre de l'Industrie et de la recherche prépare une réorganisation de la D.G.R.S.T. A la suite d'une étude qu'il avait demandée sur la politique dans le domaine de la technologie et de la recherche industrielle.

#### Une réorganisation de la D.G.R.S.T. ?

Cette étude a été confiée en avril dernier à M. Jacques Dondoux, ancien directeur du Centre national d'études des télécommunications et, aujourd'hui, chargé de mission à l'inspection générale des P.T.T. Dans son rapport remis récemment au ministre, M. Dondoux recommande une série de mesures financières pour relancer la recherche industrielle et l'innovation technologique, ce qui impliquerait une réorganisation des différents services du ministère ayant à connaître de ces problèmes. La D.G.R.S.T., qui a vocation interministérielle, mais qui est rattachée au ministère de l'Industrie, dispose depuis des années de crédits permettant de subventionner une partie de la recherche industrielle par le biais d'actions concertées techniques et de l'aide au développement : un

qui a récemment démissionné, sera probablement remplacé par M. Sillard, qui dirige actuellement la division lanceurs du C.N.E.S. et qui est tout spécialement responsable de la réalisation de la fusée européenne Ariane.

Le choix du successeur de M. Curien à la D.G.R.S.T. interviendra d'ici à quelques jours. Plusieurs noms ont été avancés, mais il semble que le ministre de l'Industrie et de la recherche souhaite poursuivre la tradition qui veut que ce soit un scientifique qui occupe ce poste.

Le colonel Bernard Grés a été nommé à la tête du conseil des ministres du mercredi 30 juin, directeur du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), qui dépend du ministère de la Défense. Il remplace le général de brigade Jean-Louis Lacaze, qui a quitté ses fonctions de directeur de la recherche au S.D.E.C.E. pour être adjoint au commandant de la 11<sup>e</sup> division parachutiste.

[Né le 24 décembre 1924, le colonel Bernard Grés est sorti de Saint-Cyr dans l'infanterie. Il a été officier de l'enseignement militaire supérieur, il a été promu colonel en décembre 1972.]

#### LA CÔTE SANS COUPS DE FUSIL

Même sur la Côte d'Azur, il y a encore des « fada » qui servent de bons repas à moins de 25 F (15 F à Gênes, Juan-les-Pins, Goulit et Millau) vous livrent leurs 200 meilleures adresses sur la Méditerranée entre Menton et Collioure. Plus le Guide complet de Nice, ou les ont découvert de merveilleux bistrotiers ignorés des touristes. Le Nouveau Guide Gault-Millau de juillet chez votre marchand de journaux.

budget qui, en 1976, se monte à plus de 600 millions de francs.

Le rapport de M. Dondoux propose qu'une mission technique, placée sous la responsabilité de la D.G.R.S.T., regroupe les services s'occupant de recherche technique, notamment ceux qui s'occupent des actions concertées de l'aide au développement, certains services de la direction des mines du ministère, le service des programmes des organismes de recherche (SEPR). Le cabinet de M. d'Ornano semble préférer, malgré toutes les réserves et les réticences que le projet a fait naître, la création d'une délégation technique indépendante de la D.G.R.S.T. La D.G.R.S.T. serait, en quelque sorte, scindée en deux et perdrait une partie de son rôle au profit de cette nouvelle délégation, qui pourrait être dirigée par M. Dondoux. Des responsables de la politique de recherche française font remarquer qu'on ne comprend pas bien l'avantage qu'il y aurait à séparer la recherche industrielle de la recherche scientifique alors que l'on tente depuis des années d'établir des liens entre les universités et les entreprises. La D.G.R.S.T. se verrait réduite au rôle de conseil en ce qui concerne l'élaboration d'un budget essentiellement scientifique.

#### DOMINIQUE VERGUESE

[M. Hubert Curien est né le 30 octobre 1924 à Combloux (Vosges). Il est diplômé de l'Ecole normale supérieure (Ulm), et agrégé de physique. Il est successivement maître de conférences, professeur à la faculté des sciences de Paris. Directeur général du C.N.E.S. en 1968, il devient, en 1973, délégué général à la Recherche scientifique et technique. Les travaux de recherche de M. Curien portent sur la cristallographie et la physique du solide.]

## AÉRONAUTIQUE

### La SNIAS devra réduire de 40 % son potentiel industriel en 1980

si aucun projet d'avion nouveau n'est décidé

« La clé de toute politique de la Société nationale industrielle aéronautique réside dans la décision de lancer un programme de nouveaux avions... »

« C'est le quatrième déficit consécutif et le plus élevé depuis 1972 », a-t-il précisé.

« C'est à dire que trois des divisions de la SNIAS, sans compter les filiales, c'est-à-dire la division des systèmes balistiques et spatiaux, la division des hélicoptères, avaient réalisé en 1975 un bénéfice de 185 millions de francs, le double de celui de l'année précédente. En revanche, la division des avions civils a enregistré en 1975 un déficit de 440 millions de francs contre 440 millions en 1974. »

A propos de la division des avions civils, le directeur général adjoint de la SNIAS a précisé que « le bilan de 1975 » était « en grande partie à l'opinion Corvete, c'est-à-dire à la construction et à la commercialisation d'un bi-réacteur léger d'affaires qui aura été un échec ».

M. Barbé a précisé à cette occasion que « l'entreprise Corvete » aura coûté à la SNIAS deux années de déficit de l'ensemble de la société puisque les dépenses se sont élevées sur ce programme à 1.100 millions de francs et les recettes à 200 millions. Le directeur général adjoint a encore affirmé que la division des avions civils était en sous-activité et que l'absence de charges payantes se conjuguait avec l'absence de la SNIAS de sous-traitances trop importantes venues de l'extérieur.

« La SNIAS », a ajouté M. Barbé, « n'est pas un atelier de fabrication subordonné à Dassault. »

« On s'est trompé lourdement sur le concept et la commercialisation de Corvete », a indiqué le directeur général adjoint de la SNIAS, et on a imaginé des dérivés extraordinairement optimistes pour la politique des programmes suivie par la SNIAS.

ou imposée à la société sont à l'origine du déficit actuel. » Et M. Barbé a cité parmi les erreurs commises précédemment l'abandon de certains projets qui avaient leur chance comme l'avion cargo militaire Transall ou l'avion bi-réacteur d'entraînement Fouga-Magister.

« Ce n'est pas avec la relance de programmes de complément qu'on parviendra à maintenir le plein emploi, a-t-il ajouté. Si la division des avions civils n'a pas de programmes nouveaux, la SNIAS devra réduire en 1980 de 40 % environ son potentiel d'études et de fabrication. »

« La société », a expliqué M. Barbé, « souhaite un accord avec l'industriel américain qui préserve l'avenir de l'Airbus et trouve des débouchés commerciaux maximum. Une solution fondée sur l'accord avec Douglas sur l'avion Mercure, a-t-il ajouté, condamnerait les bureaux d'études de la société nationale. »

M. Barbé a, d'autre part, confirmé (le Monde daté 25 et 26 avril et 25 juin) que les usines de la S.N.I.A.S. à Châteauroux, dans l'Indre, seraient définitivement fermées le vendredi 3 juillet, à l'exception du service après-vente et du centre des pièces détachées, qui resteront momentanément sur place.

Au retour des vacances, dans un mois, le personnel de Châteauroux qui aura refusé une offre de mutation ou d'embauche dans d'autres usines de la S.N.I.A.S. sera licencié. Sur les 570 travailleurs de la S.N.I.A.S. à Châteauroux, 250 environ, selon M. Barbé, sont dans une telle situation.

#### LA CÔTE SANS COUPS DE FUSIL

Même sur la Côte d'Azur, il y a encore des « fada » qui servent de bons repas à moins de 25 F (15 F à Gênes, Juan-les-Pins, Goulit et Millau) vous livrent leurs 200 meilleures adresses sur la Méditerranée entre Menton et Collioure. Plus le Guide complet de Nice, ou les ont découvert de merveilleux bistrotiers ignorés des touristes. Le Nouveau Guide Gault-Millau de juillet chez votre marchand de journaux.





## JUSTICE

LA MORT DE M. WUILLAUME

## M. Jean Chapron a été relaxé du chef d'homicide involontaire

Il a toutefois été condamné à des peines d'amendes pour infractions à la réglementation du travail

De notre correspondant

Lille. — Dans son jugement rendu mercredi 30 juin le tribunal de grande instance de Béthune a relaxé M. Jean Chapron, directeur de l'usine Huilais, goudrons et dérivés de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), qui avait été inculpé d'homicide involontaire après un accident mortel du travail survenu le 23 janvier 1975; la victime était un ouvrier âgé de quarante-neuf ans, M. Roland Guillaume. M. Georges Tredez, directeur de l'Agence lénovise de travail intérimaire Bie-Intérim, qui avait fait embaucher M. Guillaume, a été relaxé lui aussi, du même chef d'inculpation. Mais M. Chapron et Tredez ont été condamnés à des peines d'amendes pour infractions à la réglementation du travail : trois amendes de 600 francs pour M. Chapron, deux amendes de 400 francs et une de 600 francs pour M. Tredez. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui s'étaient portés partie civile ont obtenu 500 francs de dommages et intérêts, payables par chacun des prévenus.

Au cours de l'audience du 28 mai où cette affaire avait été examinée (le Monde du 30 mai), le procureur de la République avait déclaré : « Il n'y a pas lieu à sanction pénale... » Mais il avait néanmoins requis contre M. Chapron une peine de quatre à six mois de prison avec sursis et de un à deux mois avec sursis contre M. Tredez. Le tribunal s'est donc montré beaucoup plus modéré encore. M. Chapron, qui assistait à la lecture du jugement, était satisfait : « Cela prouve, a-t-il dit, qu'il y a encore des juges à Béthune et des juges pleins de bon sens et soucieux d'objectivité. Cela montre aussi l'énormité de l'action engagée par le juge Charette... »

On se souvient que cette affaire avait fait grand bruit après l'incarcération de M. Chapron, à la prison de Béthune le 23 septembre 1975, sur ordre du juge d'instruction chargé du dossier, M. Patrice Charette. M. Chapron devait être libéré quelques jours plus tard, sur décision de la chambre d'accusation de Douai.

Si les attendus du jugement soulignent nettement quelques infractions à la législation du travail, ils s'ordonnent surtout autour d'une démonstration qui aboutit à cette conclusion : « M. Chapron n'a aucune faute d'imprudence ou de négligence en relation certaine de cause à effet avec la mort d'un ouvrier, particulièrement imprudent... »

Faisant n'y a pas de lien de cause à effet entre les infractions à la réglementation du travail et l'accident, il convient alors de se demander si les conditions de travail à l'atelier de granulation de l'usine E.C.D. n'ont pas été elles-mêmes génératrices de fautes ou d'imprudences. Sur quatre

points mis en avant, surtout par les organisations syndicales, à savoir : la défectivité de la voie ferrée, l'absence de directives, l'absence de formation de l'ouvrier, l'insuffisance d'éclairage, le tribunal répond négativement et conclut en ces termes : « Ce lamentable accident n'est dû ni à la fatalité, ni aux conditions de travail, ni à certaines infractions à la réglementation du travail : le responsable en est le malheureux M. Guillaume qui, dans des circonstances ne présentant aucun caractère spécialement dangereux, était tenu de se tenir normalement à sa sécurité personnelle... »

Il serait abusif d'ériger en principe qu'à toute faute d'imprudence par commission imputable à un salarié, correspondant obligatoirement une faute d'imprudence par omission du chef d'entreprise, surtout, comme c'est le cas, et l'imprudence du salarié est tellement lourde qu'elle n'est plus normalement prévisible. Or, si apparaît que, le 23 janvier 1975, aucune mesure préventive, aucun règlement, aucune consigne, pouvait empêcher M. Guillaume, travaillant dans des conditions normales, d'aller au devant de la mort, en se plaçant inconsciemment au seul endroit réellement dangereux, c'est-à-dire en commettant un acte déraisonnable échappant à toute prévisibilité, et dont l'imprudence ne serait véritablement sur le directeur de l'usine, M. Chapron, sur le fondement d'une obligation légale de surveillance en l'espèce impossible à exercer... »

Dans ces conditions, la constitution de partie civile des proches de M. Roland Guillaume a été déclarée irrecevable.

GEORGES SUEUR.

## AUTOMOBILE

## La Lancia Gamma, ou le plaisir de conduire

Un nouveau modèle de voiture est lancé ce mois-ci par Lancia. Il s'agit d'une berline qui appartient à la catégorie supérieure - tant par sa cylindrée que par le luxe de ses équipements. On sait combien la firme italienne a de goût pour les voitures de hautes performances et de grande qualité. La Gamma ne déroge pas à la tradition. Si son prix n'a pas encore été fixé à l'exportation, il est douteux qu'il soit inférieur à 50 000 F. une fois la voiture mûre en France.

Cette nouvelle voiture, qui va constituer désormais le haut de gamme chez Lancia, est un véhicule à deux volumes - système très à la mode, décidément - doté de quatre portes et de six vitres latérales. Le coffre a une capacité de 500 dm<sup>3</sup>. Pour faciliter la visibilité arrière, notamment dans la circulation urbaine, un « regard », qui n'est autre qu'un miroir, a été découpé dans le couvercle du coffre, ce qui ne manque pas d'intriguer lorsque l'on regarde la voiture de l'arrière, mais dont l'utilisation se révèle rapidement nécessaire, lors des manœuvres de stationnement. La ligne générale est fine et racée en dépit de l'encombrement global du véhicule (longueur hors tout 4,58 mètres, largeur hors tout 1,73 mètre, empattement 2,67 mètres) et rappelle la silhouette des Delta, mais en plus coiffe.

Le moteur choisi pour le nouveau modèle, et qui agit sur les roues avant, est un quatre cylindres opposés à plat de 2 400 cm<sup>3</sup>. Un six cylindres étudié au départ a été écarté pour

des raisons d'encombrement et d'équilibre général. Avec ses 140 ch (DIN) à 5 400 t/m, et un couple de 21,2 mkg (DIN) à 3 000 tours, le groupe se présente, comme léger (135 kilos), avec une puissance tout à fait remarquable et une souplesse sans reproche. On comprend dès lors le choix fait par Lancia qui n'a pas cherché, par voie de conséquence, à gagner sur le poids de la caisse.

## Une conduite sur autoroute souple et silencieuse

La vitesse maximale donnée par l'usine, 195 km/h, est aisément atteinte avec quatre personnes à bord et les bagages ad hoc dans le coffre. Certes, l'on dira que voilà des performances bien peu utiles de nos jours. Mais la puissance développée par le moteur et l'homogénéité de la voiture permettent une conduite sur autoroute souple et silencieuse, comme peu de voitures peuvent y prétendre.

L'équipement de bord est très complet, le conditionnement de l'air efficace et bien entendu, en série, ces berlines sont dotées d'une direction assistée. Une boîte automatique à quatre rapports peut être installée, en outre, sur option.

On ne voit donc guère de critiques à faire à cette nouvelle Lancia qui redonne le plaisir de conduire, si ce n'est, bien entendu, son prix et des sièges un peu durs. Mais cela fait aussi partie de la tradition.

CLAUDE LAMOTTE.

## PRÉPARATION AUX

sur place (du 6 au 29-9)  
ou par correspondance  
(du 16-8 au 29-9)

- P.C.E.M. 1
- Pharmacie

IPEM

75, rue de la Pompe  
75016 PARIS - Tél. 304-19-73

## ÉTUDES MÉDICALES

A LA COUR DE CASSATION

## Le ministère des affaires étrangères sera-t-il consulté sur le cas de M. Paul Touvier ?

L'affaire Touvier sera soumise de nouveau à la chambre d'accusation de la cour de Paris, mais celle-ci sera composée de magistrats différents de ceux qui, sous la présidence de M. Alain Jagou, rendirent le 27 octobre dernier un arrêt par lequel ils se déclaraient compétents pour connaître des infractions portées contre l'ancien chef de la milice de Lyon pour crimes contre l'humanité, mais dénonçant l'irrecevabilité de ces actions civiles au motif que l'action publique était éteinte par la prescription depuis le 1<sup>er</sup> juin 1958.

Cet arrêt du 27 octobre a en effet été cassé, mercredi 30 juin, par la chambre criminelle de la Cour suprême, présidée par M. Raoul Combade, statuant sur le rapport du conseiller Pierre Mongin. Les observations de M. Lyon-Caen et les conclusions de M. Zyromski, avocat général, au terme d'un délibéré de trois semaines.

La chambre d'accusation de Paris avait déclaré que, si l'on admet que les faits dénoncés sont susceptibles, en raison des circonstances de leur perpétration et de leurs motivations spécifiques, de relever des éléments constitutifs de crimes contre l'humanité, il s'agit de « la domine d'application de la loi du 26 décembre 1964, constatant l'imprescriptibilité des infractions de cette nature qu'elle constate dans son article unique ne saurait englober des faits déjà atteints par la prescription de droit commun lors de la promulgation de ladite loi ».

À l'appui de leurs pourvois respectifs, le procureur général près la cour de Paris et M. Lyon-Caen, conseil des plaignants, avaient fait valoir que la loi de 1964 constatant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité par leur nature s'applique à ces sortes de crimes quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis. Selon M. Lyon-Caen, la

chambre d'accusation a restreint arbitrairement le champ d'application de la portée de la loi de 1964, en introduisant une distinction entre les infractions dont la prescription de l'action aurait été acquiescée lors de la promulgation de la loi et celles dont la prescription serait toujours en cours.

La chambre criminelle a estimé, comme M. Julien Zyromski, avocat général, que « l'interprétation des traités et conventions diplomatiques échappe à l'autorité judiciaire lorsque cette interprétation soulève des questions d'ordre public international ». « Dès lors, ajoute-t-elle, la chambre d'accusation a eu le devoir de s'abstenir de statuer sur la mise en œuvre de la loi du 26 décembre 1964, attendu que le statut du tribunal militaire international joint en annexe à l'accord international du 8 août 1945 et la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales portent respectivement sur divers points des ambiguïtés... »

Si la chambre d'accusation de la cour de Paris dans sa nouvelle composition ne se range pas à la solution préconisée par la Cour suprême, l'affaire reviendrait devant celle-ci réunie cette fois en assemblée plénière.

## SPORTS

## LA PARADE D'ERIC TABARLY

Eric Tabarly, dit-on, n'aima pas la foule. Aussi la parade organisée à son intention sur les Champs-Élysées, mercredi

après-midi 30 juin, ne pouvait-elle être pour lui, comme il l'a écrit dans ses mémoires, pour des larmes à l'huile ? Eric Tabarly qu'on attend le plus depuis vingt-quatre heures sur les antennes d'Europe 1, qui, par prudence, s'était assuré l'exclusivité des déclarations des deux hommes ? Est-ce Colas ou Tabarly qui citait nommément sur ces antennes le nom de la compagnie d'assurances qui, seule, avait accepté de garantir Pan-Duick-VI ? Est-ce de Colas ou de Tabarly dont on a appris par les publicités parues dès mercredi matin dans la presse qu'il portait telles bottes, utilisait tel matériel.

Entre Alain Colas et Eric Tabarly, entre l'homme qui, en course, a trop parlé et celui qui s'est tu à l'exception de quelques guères de différences. Tous deux sont de grands marins, des hommes dignes de respect. Mais tous deux aussi sont des hommes contraints pour une épreuve extrêmement coûteuse d'en passer par certains engagements, par divers arrangements. En cela aussi, avec leurs tempéraments différents, ils se ressemblent partiellement.

PIERRE GEORGES.

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

## PARECHINI SEUL SUR LA ROUTE

(De notre envoyé spécial.)

Nancy. — Aldo Parechini, un Lombard de vingt-six ans, a remporté mercredi 30 juin l'étape Bastogne-Nancy, sur une route de 130 kilomètres. Il a réalisé en la circonstance un exploit remarquable, non seulement parce qu'il a roulé seul pendant cinq heures à près de 39 kilomètres de moyenne horaire, en dépit d'une chaleur suffoquante, mais également parce que sa performance contrastait avec la physiologie du cyclisme moderne.

Les longues échappées solitaires qui caractérisaient autrefois au folklore du Tour de France se font de plus en plus rares, pour la simple raison que la course, bloquée par les principaux leaders, a totalement changé d'aspect. Ses calculateurs méthodiques ignorent pas que s'ils risquent de perdre chaque jour la maîtrise du terrain à la suite d'une fausse manœuvre, les plus forts et les mieux inspirés ont en revanche la possibilité de construire la victoire en quelques points précis du parcours. La meilleure tactique consiste donc pour eux à intervenir occasionnellement et à pratiquer le mariage entre les secteurs stratégiques.

Ne nous étonnons pas que les favoris aient observé une trêve

avant d'aborder les massifs montagneux Van Doye attend des circonstances plus propices pour passer à l'action. Thévenet estime que le temps travaille pour lui. Zastrow se cherche et Pouille s'accommode d'une course sans à-coups. Quant à Maertens, le porteur du maillot jaune, il doit se contenter de se défendre, ce qui lui pose des problèmes délicats compte tenu des faiblesses de son équipe. Aucun d'eux par conséquent n'avait intérêt à attaquer et pas davantage les sans-grade qui approuvent dans leur majorité le besoin de souffler.

JACQUES AUGENDRE.

Classement de l'étape (Bastogne-Nancy, 209 km). — 1. Parechini (Italie), 5 h. 22 min. 32 sec.; 2. Pouille (Italie), 4 h. 4 min. 20 sec.; 3. Kneemann (Pays-Bas), 4 h. 4 min. 31 sec.; 4. Maertens (Belgique), 4 h. 4 min. 31 sec.; 5. Dele (France), 4 h. 4 min. 31 sec.; 6. Dele (France), 4 h. 4 min. 31 sec.; 7. Maertens (Belg.). — 17. Pouille (Belg.).

Classement général. — 1. Maertens (Belg.), 2 h. 22 min. 32 sec.; 2. Pouille (Belg.), 2 h. 22 min. 32 sec.; 3. Kneemann (Pays-Bas), 2 h. 22 min. 32 sec.; 4. Maertens (Belg.), 2 h. 22 min. 32 sec.; 5. Dele (France), 2 h. 22 min. 32 sec.; 6. Dele (France), 2 h. 22 min. 32 sec.; 7. Maertens (Belg.).

## L'AMI DE LA CHANTEUSE DALIDA EST ÉCRUÉ APRÈS AVOIR BLESSÉ UN RESSORTISSANT PORTUGAIS

M. Richard Chanfray, trente-six ans, connu sous le pseudonyme de « comte de Saint-Germain », l'ami de la chanteuse Dalida — qui avait blessé pendant la nuit du 18 au 19 juin M. João Feliciano, d'un coup de carabine 22 long rifle, a été placé sous mandat de dépôt, mercredi 30 juin, par M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction à Paris; auparavant le magistrat avait inculpé M. Chanfray de coups et blessures volontaires.

Ayant aperçu de la lumière dans la chambre de bonne de l'hôtel particulier où habite le couple rue d'Orchamps (18<sup>e</sup>), alors que la domestique était absente, M. Chanfray s'y était rendu armé. Il avait, dit-il, appuyé son canon de sa main sur le ventre de cet inconnu pour le repousser.

Les trente-cinq détenus de la maison d'arrêt de Besançon qui observaient une grève de la faim depuis une semaine pour protester contre les conditions d'existence du régime de tutelle pénale auquel ils sont soumis (le Monde du 26 juin) ont cessé leur mouvement mercredi 30 juin, après avoir obtenu de l'administration pénitentiaire qu'elle réexamine leur situation.

Pourvoi en cassation contre deux peines de mort. — Joseph Keller et Marcelin Hornelch, condamnés à mort le 26 juin par les assises de la Haute-Garonne, pour avoir tué dans la nuit du 29 au 30 août 1973 un étudiant londonien et sa fiancée, viennent de se pourvoir en cassation. Les deux jeunes gens, âgés respectivement de vingt-quatre ans et de vingt-huit ans, avaient été jugés à huis clos à la demande de la défense (le Monde daté 27-28 juin).

Le corps — décapité et amputé des deux mains — d'une adolescente, a été découvert, mardi 29 juin, dans un bois entre Lurs et Ganagobie (Alpes-de-Haute-Provence). L'autopsie a permis d'établir que la jeune fille avait été tuée à coups de couteau.

## TENNIS

## CES DAMES DE WIMBLEDON

De notre envoyé spécial

Londres. — Le tournoi féminin de Wimbledon n'a pas cette année le prestige qu'il avait, en 1975, la participation des super-championnes Billie Jean King et Margaret Court. Les demi-finales, disputées mercredi 30 juin et jeudi 1<sup>er</sup> juillet, n'ont pas provoqué un intérêt palpable. Virginia Wade, chère aux cœurs anglais, s'est fait proprement écraser par l'obrigène Egonne Goolagong-Cawley, celle-ci un zéphyr rafraîchissant sur l'herbe pelée par le soleil, et Martina Navratilova, après avoir un moment fait trembler Chris Evert en la poussant aux trois sets, s'est finalement effondrée.

Sur ces dernières compétitrices, deux observations : Chris Evert, qui a gagné jusqu'à présent tous ses matchs, a eu la coïncidence de faire un nombre incalculable d'erreurs sans rappeler en rien la « miss Météorite » qui remporta deux fois les Internationaux de Roland-Garros et fut championne de Wimbledon en 1974. Elle a pris des formes, porte une coiffure plus attachante.

Pour Martina Navratilova, c'est autre chose. La jeune Tchéquie (dix-neuf ans), a choisi la liberté aux États-Unis en novembre 1975. Depuis cette date, un peu comme Novotny en son genre, elle a radicalement changé de style de vie : sa gourmandise ne connaît pas de loi, elle se couvre de bijoux même sur le terrain, conduit une voiture de sport, possède une maison à Beverly Hills avec l'assistance de l'indépendable « agent » des stars et son compte en banque s'agrandit en même temps que son tour de taille. Mais sa constitution enveloppée reste extrêmement musclée, d'où un jeu agressif à la

volée qui a pris sur le gazon une puissance impressionnante. Malheureusement, c'est la tête qui ne va pas : car notre athlète d'Europe centrale a un caractère épouvantable, comme s'il le colosse Drobny de la Belle Époque avait joué avec la caboches de Nastase. Si Navratilova ne s'était pas épuisée, avec gestes à l'appui, contre un arbitre de ligne, peut-être aurait-elle pu, mercredi 30 juin, « prendre » Evert. L'avant-veille, renouant avec le court numéro un Sue Barker, championne des Internationaux de France et autre idole de ces lieux, elle avait carrément injurié deux juges de ligne. Ceux-ci avaient aussitôt appliqué la formule « le fair-play est essentiellement anglais » : les balles de la Tchécoslovaquie faisant fumer les lignes étaient comptées dehors tandis que les points gagnés de la petite Anglaise les faisaient ostensiblement sourire de toutes leurs dents. Martina n'en avait pas moins enlevé le match et justice tardive mais immanente, les deux juges « partisans » avaient été depuis lors relégués sur le court numéro deux où ils méditent au soleil sur l'ingratitude de leurs fonctions.

Autre contestation féminine, cette fois autour d'un joueur, Jimmy Connors, le grand baïonnette du tournoi dont tout le monde commente encore la défaite devant Roscoe Tanner. L'ancien « coach » de Connors, Bill Riordan, l'a dit sans fards : « Quand un champion de tennis vient chaque jour à Wimbledon n'est-ce pas par sa mère, assis de son psychologue et flanqué de sa géri friend, il n'a plus aucune chance... » A quoi Mrs. Gloria Connors, la « mom » abusive, a répondu : « Mon Jimbo se moque éperdument d'avoir perdu. » La « petite amie », Marjory Wallace, ancienne miss monde, a paru moins philosophe : « Alléluia ! » a-t-elle lancé aux journalistes anglais venus l'interviewer. Mais la plus touchante déclaration a été faite par la mère du gagnant, Mrs. Ann Tanner : « Dire que nos enfants ont passé leur adolescence ensemble, habitant tantôt chez l'un tantôt chez l'autre, que Gloria, après la victoire de Roscoe, m'a tourné le dos sans même me féliciter... »

Un grain de folie sur le vénérable Central-Court, des histoires de femmes en coulisses : le tennis se dissipe. Tant mieux !

OLIVIER MERLIN.

SIMPLE DAMES

(demi-finales)  
Egonne Goolagong-Cawley (Austral.) b. Virginia Wade (G.-B.), 6-1, 6-1.  
Chris Evert (E.-U.) b. Martina Navratilova (Tch.), 6-3, 4-6, 6-4.

حکامان الأصل





### Naissances

**Décès**  
— On nous prie d'annoncer le décès de  
**Mme Robert BONNET,**  
née Marguerite Coste,  
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

# SO

NYS

survenu le 21 juin 1970, dans sa  
quatre-vingt-dixième année, à l'ab-  
baye de Vauhallan.  
Les obsèques ont eu lieu dans la  
stricte intimité familiale.  
98, rue de Longchamp,  
92200 Neuilly.

Uites de France, 27, avenue de Ségur  
Paris-7<sup>e</sup>, le dimanche 4 juillet, à  
11 h. 30, à la mémoire de  
Sigmund HAIT  
(Loup Gris),  
ancien commissaire général  
des E.I.F.,  
décédé à Tel-Aviv le 1<sup>er</sup> juin 1978.

etc etc

Ouvert de 9h30 à 19h  
sauf Lundi matin

Costumes non doublés 100% coton,  
polyester et coton,  
à partir de 490 F.  
Vestes ultra-légères à partir  
de 310 F.  
Ensembles sportswear  
100% coton 590 F.  
Pantalons coton, polyester,  
à partir de 160 F.  
Chemises coton, polyester et coton,  
à partir de 50 F.  
Cravates soie naturelle 39 F.

**ARNYS**  
èvres - 75007 Paris  
Tél. 548.76.99

## FEUILLETON

# Un train d'or pour la Crimée

## L'ORGANISATEUR

Au bout d'une ou deux minutes, le jeune homme remua. Il se souleva à grand-peine sur un coude et tenta de se mettre debout. Mais ses efforts furent vains ; il retomba instantanément sur le sol, inanimé, et, après un dernier spasme convulsif !! s'immobilisa complètement.

Une demi-heure plus tard, un élégant coupé noir aux roues chromées descendait la route bousue qui courait parallèle-

Les observateurs contemporains croyaient vraiment à ses origines aristocratiques. Les journalistes parlent souvent de Pierce comme d'un « rogue », en utilisant ce terme dans le sens de l'homme dévoré. L'idée qu'un gentilhomme de haute naissance ait choisi une vie criminelle était si surprenante et étonnante que personne ne désirait

Robert Agar, cambrioleur notoire, spécialiste en ciels et coffres-forts, déclara au tribunal que,

slow. Situé en bordure du quartier criminel de Seven Dials, ce repaire bien connu était, au dire d'un observateur, « un lieu de réunions où l'on trouvait toutes sortes de femmes vêtues comme des dames, et des membres de la haute société qui venaient surgir à tout bout de champ ».

Étant donné le caractère mal famé de l'endroit, il était presque certain qu'un agent en civil de la police métropolitaine se trouvait dans la salle, à l'heure où le Bull and Bear était fréquenté par des gentlemen de qualité prisant cette atmosphère louche, et la conversation entre deux jeunes dandys, élégamment vêtus, qui venaient de se lever, en regardant les femmes n'aurait pas particulièrement attiré l'attention.

Par **MICHAEL CRICHTON**

Agar était trempeur d'allumettes. Il avait les doigts si agiles qu'il finit par sen servir pour se débarrasser de son dur travail dans lequel il réussit immédiatement. Il travailla six ans comme percuteur de coffres-forts et fut payé à la tâche. Agar n'avait jamais eu auparavant de rapports directs avec Pierce, mais il savait que celui-ci était un homme qui avait travaillé dans d'autres villes, ce qui expliquait ses longues absences de Londres. Agar avait également entendu dire que le grand homme avait un moyen pour mesurer de temps en temps une affaire sur pied.

Agar déclara au tribunal que le jour où il rencontra Agar, il était à l'arrêt de bus et avait en lieu à l'auberge du Bull and Bear, sur la route de Houn-

Pierce commanda deux verres du meilleur whisky, preneuve, comprit Agar, qu'ils allaient discuter.

« On m'a dit, poursuivait Agar, que Jack allait faire un tour dans le Sud pour faire les poches de la foule en vacances. »

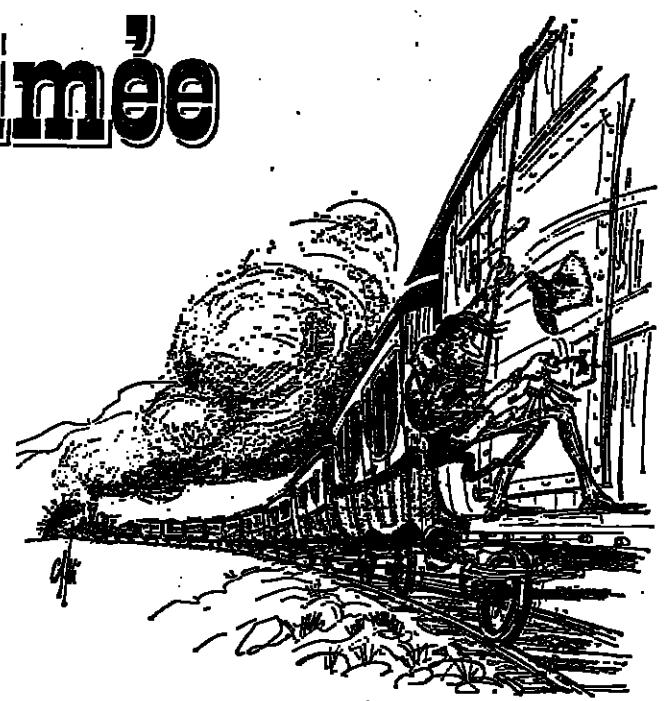
« Cette époque, les pickpockets de Londres, les pickpockets du train de printemps pour se rendre au Nord et au Sud vers d'autres cités. L'outil essentiel d'un pickpocket, c'est la main et il ne peut pas travailler longtemps sans un seul lieu sans être repéré par l'agent de police du secteur. »

« Je n'ai pas entendu parler de son retour. »

« J'ai aussi entendu, continua Agar, les yeux fixés sur Pierce, qu'il prenait le train. »

« On se pourrait. »

« On se pourrait aussi, reprit Agar, désagréablement, mais je n'ai rien à offrir. »



(Dessin de CALVI.)

dans ce train, il examinait les lieux pour une certaine personne qu'il préparait un casse.

— Ça se pourrait, répéta Pierce.

— J'ai aussi appris, dit Agar en hochant la tête, que récemment, c'est vous l'organisateur de ce casse.

— Ça se peut, dit Pierce.

Il siffla son whisky et regarda le verre.

— D'habitude, il est meilleur.

— Ça n'a rien de mieux, dit l'alt-oung avec de l'eau. Vous l'avez dit ce que je préparais ?

— Un hold-up, dit Agar. Un énorme paquet, s'il faut dire la vérité.

— S'il faut dire la vérité, répéta Pierce.

Il y eut un bref silence.

— Il y a deux ans que je ne vous ai vu, finit par dire Agar. Vous êtes occupé ?

— Ça va, dit Pierce.

— Sur le continent ?

Pierce haussa les épaules. Il regarda le verre de whisky que tenait Agar et le verre de vin à demi rempli qu'il avait devant lui, avant l'arrivée de Pierce.

— Comment vont les malins ?

— Au poil, répondit Agar.

Pour le prouver, il tendit les mains, paumes à plat, doigts tendus.

— Je ne tremblent pas.

— J'aurais peut-être une ou deux petites choses, reprit Agar.

— Ces petites choses, ça pourrait être des cottees ?

— Possible.

— Risqué, hein ?

— Très risqué, répondit Pierce. Dedans ou dehors ?

— Je ne sais pas. Vous aurez peut-être besoin d'un ou deux complices le moment venu. Et il faudra tenir votre langue. Si la première affaire marche, il y en aura d'autres.

Agar ingurgita le reste de son whisky et attendit. Pierce lui commanda un autre.

« Il s'agit de clefs, alors ? demanda Agar.

— C'est effet,

— C'est un escamotage ?

— C'est.

— En vitesse ou avec du temps ?

— Au vitesse.

— Bien, dit Agar. Je suis votre homme. Je peux faire une empreinte plus vite que vous ne pouvez allumer votre cigarette.

— Ça va, dit Pierce. Ça va, ça frota une allumette sur le comptoir et l'approcha du bout de son cigare.

Agar eut un léger frisson. L'atmosphère ne tournait pas. Cette fortune était revenue à la mode depuis peu de temps, et l'odeur du phosphore et de soufre d'une allumette provoquait chez lui un élancement, souvenir du temps passé dans la fabrique d'allumettes.

Il regarda Pierce tirer sur le cigare jusqu'à ce qu'il fut allumé.

« Alors c'est quoi au juste, ce coup ? »

Pierce lui jeta un regard froid.

« Vous le saurez en temps voulu.

(A suivre.)

(A. superiore)

(C) Copyright Harvard - la Mond

هكذا من الأصل



# Le Monde

## DES LIVRES

### LES INCERTITUDES DE PIERRE-JEAN RÉMY

★ LA FIGURE DANS LA PIERRE, Gallimard, 255 p., 25 F.

« J'en crée des histoires, des légendes, pour mon seul plaisir. Peut-être aussi pour le vôtre. » Ainsi se définit l'écrivain David Berger, l'un des protagonistes du nouveau roman de Pierre-Jean Rémy. D'histoires, de légendes, de périodes, de luttes sourdes ou violentes, de coups de théâtre, de retournements de situation, « la Figure dans la pierre » n'a rien de plus simple que de raconter des histoires. Mais, dans ces histoires, des portes dérobées, des fissures secrètes, des chantages de truands, des coups de feu, des cadavres enterrés dans des grottes, des tentatives de viol, des trahisons... Et puis tout autre chose, de beaucoup plus abstrait, de beaucoup plus intellectuel : une compensation entre l'art d'écrire et celui de bâtir, une interrogation sur le roman et un lieu inspiré qu'une érudition d'esthète se complait à meubler et à décrire.

On dirait qu'entre tous ces ingrédients romanesques, Pierre-Jean

Rémy n'a pas su ou voulu choisir. Il en résulte une œuvre déconcertante qui se lit facilement, en raison de toutes ses épices, en raison aussi de l'habileté du conteur à faire planer l'attente et le mystère, mais qui n'impose ni son projet — trop multiple — ni ses personnages, ni leurs drames.

Ce qu'il y a de mieux dans ce roman, c'est son décor : en plein cœur des Alpes, un manoir du XIX<sup>e</sup> siècle, fortement remanié en résidence de luxe, par un écrivain célèbre et colossalement riche, grâce au succès de ses livres. Les Baux sont tout près et on s'y promène, il y a de vastes vallées perdues, semées de gazon tendre, qu'on découvre entre deux parois de roche, des cités parcourent au lever du jour et d'où le regard s'étend sur la Crau ; bref, de beaux paysages de Provence où les oliviers se dessinent au fuscine sur le ciel.

Dans cette retraite qu'il a ornée de statues de style baroque, de mille objets d'art et où il cache les plus beaux tableaux du monde,

auxquels les musées ont perdu la trace, David Berger vit une période d'impuissance créatrice et d'affaiblissement séduisant, son jeune chauffeur et un écrivain algérien qui lui sert de secrétaire. Il appelle auprès de lui un architecte, d'une réputation égale à la sienne, en lui demandant de rénover son domaine pour que lui y retrouve une nouvelle inspiration. David Berger, en effet, a toujours écrit à partir des lieux qu'il hantait : bistrot enfumés de sa jeunesse, bungalows de la jungle surgis de ses voyages, château d'Irlande, etc. Augustus Doran, c'est le nom de l'architecte, aura à percer le génie particulier des Baux et de l'homme avec lequel l'écrivain voudrait désormais parvenir.

Autant dire tout de suite que sur ce point délicat nous resterons sur notre faim, en dépit des longs discours où les deux protagonistes se font face. La première piste frayée se perd dans les sables. Mais déjà une autre se dessine : une sorte de duel entre des géants, dont l'un va servir de pâture à l'autre. Quand il arrive aux Baux, l'architecte, maître des choses réelles, domine de toute sa vitalité l'homme de l'imagination. Et peu à peu, le rêve et la magie des mots vont agir sur lui pour le transformer en une loque impuissante, insomnieuse, angossée. On pense à la déchéance du professeur de « L'ange bleu ». Mais combien celle-ci, due à l'amour, était plus humaine et plus émouvante !

Pendant que David Berger reprend forces, couleurs, vertus viriles et pouvoir créateur, l'architecte, avec une parfaite symétrie, déclive. Ce pourrait être, c'est effectivement, l'affrontement de deux êtres, un cas de vampirisme intellectuel. Mais nous n'en restons pas là. Bientôt des histoires de femmes font tourner le drame psychologique au mélodrame, presque au vaudeville. Nous tombons alors, de l'œuvre même de l'auteur, qui paraît se moquer de lui-même, dans le roman à deux sous avec l'artificiel du « film fantastique onirique des années 50 ».

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire la suite page 14.)

### Un revenant des lettres soviétiques : ANDRÉ PLATONOV

★ LA MER DE JOUVENCE, d'André Platonov, roman traduit du russe et édité par Anna Spalbova, suivi d'André Platonov par Igor Brodski, Albin Michel, 120 p., 27 F.

MALGRÉ la guerre civile et la grande famine qui s'ensuivit, un grand espoir, substaté dans la Russie des années 20. Autocratie, censure et pogromes étaient oubliés. La NEP (1), bien qu'en faisant reculer le mirage de la société « idéale », permettait aux paysans de souffler. La pénurie s'atténuait, les populations vivaient mieux. Enfin, les arts et les lettres s'épanouissaient dans un bouillonnement créateur jamais égalé.

Les accents virils de Malakofski, fusilant la bureaucratie, ne couvraient pas la voie subliminale d'Alexandra, Essénine, Mandelstam, Bely, exprimant librement leurs idéologies nostalgiques. Mayakovsky réinventait le théâtre, Alexandra Kollontai traçait la voie de l'émancipation féminine. La veine satirique d'Ehrenbourg, de Zolotarev, paraissait intarissable. Personne ne soupçonnait que des écrivains comme Babel ou Platonov, fustigeant d'évanouir dans les brumes du Goulag pour être réhabilités seulement trente ans après, avaient été, pendant la guerre civile, et pendant la lumière rougeoyante de ces temps déclinés déjà dans le crépuscule blafard, annonciateurs d'une longue nuit glacée.

A l'époque de sa vie, l'œuvre grave et folle de Platonov est le reflet du grand espoir anéanti.

#### Inédit en U.R.S.S.

Il est né à Voronej en 1899. Fils d'ouvrier, il fait des études techniques et s'engage, comme Babel, dans l'armée rouge. Il s'installe à Moscou, après la guerre civile, et commence à publier récits, nouvelles, poèmes qui le font connaître. Critiqué par Staline, après 1930, Platonov doit interrompre sa carrière littéraire. Il recommence à publier, sous un pseudonyme, après 1945, et meurt ravagé par l'alcool et par la tuberculose en 1951.

(1) Nouvelle politique économique inaugurée par Lénine après la guerre civile, et qui laissait plus d'initiative à l'entreprise privée.  
(2) La ville de Vilnius, nouvelles traduites du russe par Lily Denis.

1951 à Moscou, après avoir miraculeusement échappé, lui mais pas son fils, aux procès et à la déportation.

Au début des années 60, quelques-uns de ses récits — certains déjà traduits en français (2) — commencent à paraître dans les revues soviétiques et suscitent une véritable vague d'enthousiasme. Cependant, ses textes les plus importants restent encore inédits en U.R.S.S. C'est en France que la Mer de Jouvence, écrit en 1935, sera publié en premier.

#### La descente au paradis

Il y avait une fois en Russie, peu après la Révolution, un fonctionnaire nommé Oumrichov, qui aimait les livres d'histoire et la philosophie. Le pouvoir des ouvriers, soldats et paysans lui assignait différents postes aux confins du pays. Lorsqu'il revint, Oumrichov constata qu'en son absence l'administration, en plein bouleversement, avait oublié qu'il était et à quoi il servait. A son tour, il ne le reconnut plus.

Un monde inconnu, complexe, l'at-tendant avec ses sectes et ses sous-sectes où l'on planifiait sur cent ans, univers de hiérarchies rigides et sophistiquées et d'interminables couloirs surchauffés où responsables et sous-responsables prenaient l'éternité pour réfléchir, pour « analyser ». Aussi pour se promener. Oumrichov se retrouvait en réserve, affecté au corps spécial des « cas-non-élucidés ». Après avoir passé des mois à boire, à lire et à balayer les bureaux, il sautait la chance de sortir du bouillonnement de la « non-élucidation ».

Nommé dans un sovkhos perdu dans la steppe, « les Fermes Natalies » (un peu de patience, docteur Freud !), le fonctionnaire accumule les bévues, transgresse les lois de la « morale prolétarienne », oublie les impératifs de la « lutte des classes », tombe dans le piège du « libéralisme pourri ». Inconduite qui lui vaut l'ingratitude féroce, mais combien amoureuse, d'une vieille gardienne de la tradition révolutionnaire pure et dure, la bolchevique Féderatova.

Heureusement, en cette situation de conflit — corsée par la campagne de liquidation des paysans aisés —



★ Dessin de JULIEN.

arrive Verno, l'ingénieur. Il persuade ses compagnons que le vrai bonheur se trouve au plus profond de la terre sous forme de grande étendue liquide, la mer de Jouvence, dépendante d'extase et de fraternité. Il convient donc de l'arracher en explorant sans relâche les entrailles de la steppe.

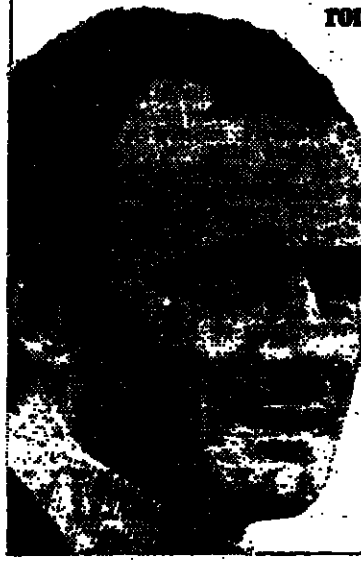
Tant au regard de l'histoire que de la psychanalyse, l'allégorie est transparente : comme dans l'ensemble de l'œuvre de Platonov, au lieu d'ascension, descente, au lieu de progression triomphante vers l'avenir « radieux » de la société sans classes, refuge vers la mère, au paradis douillet de la vie préstate. Avec son humour, avec sa tendresse, la Mer de Jouvence est l'épopée d'une régression où se lisent en filigrane l'angoisse de l'échec, l'angoisse et l'échec. Platonov ne remet pas en question le bonheur à atteindre, sa quête toutefois se fera autrement.

EDGAR REICHMAN.

(Lire la suite page 21.)

### Pierre Schoendoerffer Le crabe-tambour

ROMAN



PAR L'AUTEUR DE « LA 31<sup>e</sup> SECTION » ET DE « L'ADIEU AU ROI ».



### LE VENTRE EST ENCORE FÉCOND...

#### « Les Mémoires d'un fasciste », de Lucien Rebatet

À fausse bravoure avec laquelle Rebatet a incarné le fascisme français se retrouve, comme une malédiction, dans la gestion posthume de ses œuvres. Si l'auteur voulait vraiment donner à la réédition des *Découvertes* le sens, qu'il proclame bien haut, d'un rappel et d'une mise en garde, il fallait reprendre intégralement le texte dont beaucoup se sont régalingés sous l'occupation allemande, au lieu d'en retrancher, comme il le fait, les ignominieuses regrettes par l'auteur après la défaite de ses amis SS et la prison, notamment les cent cinquante pages où il révisait de lois raciales buchant la déportation des Juifs. Il y a des cas, surtout quand on invoque l'histoire et l'éducation de la postérité, où la reproduction des crimes commis est plus sacrée que les droits de l'écrivain au repentir.

Ce remords, l'éditorialiste de l'éphémère pro-nazi et antisémite *Je suis partout* ne pouvait imaginer qu'il réapparaîtrait jamais, en cet été glorieux de 1942 où les cent mille exemplaires de ses *Découvertes* se sont envolés en quelques semaines. La concurrence était certes jugulée par la censure, mais le manque de papier a limité le tirage. Deux cent cinquante mille commandes sont parvenues chez Denoël, ainsi que cinq mille lettres de lecteurs extasiés. On a fait la queue des heures au Bouff'Nicht dans l'espoir d'une livraison. Longtemps après la guerre, bien des nostalgiques de la « révolution nationale » se sont prêtés sous le manteau le précieux pamphlet à couverture bleue. Grâce à la réédition Pauvert, ils vont pouvoir garder l'original en reliure.

CAR telle est l'évidence, masquée par vingt-cinq ans d'un black-out où tous les camps trouvaient leur compte, et que la curiosité aliénée de la jeunesse pour des films de montage comme *Le Chagrin* et *Le Petit à l'ail* par imposer : une grande partie de ceux qui ont été vaincus aux élections du Front populaire se sont reconvertis dans l'itinéraire et les convictions de Rebatet, fils de notaire de province, élevé chez les pères, le critique musical et cinématographique de l'Action française est passé, très typiquement, de l'antiparlementarisme maurassien des années 30 au fascisme mussolinien, puis à l'hitlérisme génocidaire, dont le seul tort sera de perdre la patrie.

Ce genre de « pensée » brille rarement par ses constructions positives. Selon le flou habituel, la « virilité »

et la « santé » tiennent lieu de programme. Ce sont elles que l'auteur admire le plus chez Hitler et le Duce, et qu'il leur demande d'imposer sans retard à notre pays d'« empuiser ». « Qu'est-ce que les Allemands attendent pour fuir en fait toute cette sauterelle ? », s'écrit-il en 1938 avec le colonel Almer, ancien chef de cabinet de Clemenceau.

Par « sauterelle », il ne faut pas entendre seulement les politiciens incapables de vouloir dresser les démocraties contre la « santé » nazie, mais aussi les « garçons en cheveux » et les « voyous patibulaires » surgis en 1936 — on dira plus tard : la « pègre », — ou le « troupeau imbecile » de juin 40 — on dira : les « vauriens » dont le sort honteux moins l'esthétique Rebatet que celui de la France de Charette, Vercellin, Louis XIV, Stendhal et Renoir.

COMME toutes les œuvres fascistes, dont ce pourrait être le signe distinctif, les *Découvertes* ne trouvent leur ton naturel que dans la négativité, le dénigrement, le réquisitoire, la haine.

Si la guerre fait partie des détestations de l'auteur, par ailleurs militariste dans l'âme, c'est uniquement parce qu'elle retarde la nazification de l'Europe, et non à cause de ses horreurs. Les crimes prétextés du livre sont les responsables présumés du conflit, à savoir les socialistes à barbe, les anglophiles, les francs-maçons et, pardessus tout, l'émigration juive.

Rebatet a des velléités de fonder en raison son racisme en le faisant remonter aux perquisitions que Georges Mandel ordonna au printemps 1940 à son domicile, alors qu'il était au « front ». « J'ai vu des larmes, explique-t-il, comment on peut être à mort ! » Grosier prétexte que dément tout le reste du livre, même dans sa présente version expurgée. Dès l'adolescence, il s'avoue « dégoûté par les permes d'anarchie et de décadence des Juifs », et incrimine leur « pulvérisation ».

Dès 1933, il reproche à l'Action française de mettre son antisémitisme « en

veilleuse », et apprend « avec une certaine allégresse les bastonnades des sections d'assaut en Allemagne ». Avec Céline, il s'indigne que « se faire enlever par les Juifs » soit devenu « la nouvelle Alsace-Lorraine ». Si un Juif se trouve à ses côtés dans la zone du feu, c'est « par un extraordinaire hasard », et selon « un mimétisme propre à sa race, qui ne doit pas faire oublier ses millions de congénères ».

Par Bertrand Poirot-Delpech

Une de ses « jotes dans la défaite » est de voir « les têtes décomposées des Juifs, leur réjouissance épanouie ». « Tout glorieux, l'échine tendue, le teint rose, épaules juyantes, jambes en manches de veste... Même à Fresnes, le dénonciateur Lopatka, qui partage sa geôle après la guerre, lui inspire encore « autant de répulsion qu'un paquet de matière molle ! ».

TOUTE est la prose ignoble, à vomir, dont une certaine droite littéraire chuchote depuis trente ans que, en dépit d'exécration relevant du seul délit d'opinion, elle fait splendor honneur à notre langue.

Cette réputation vaut qu'on s'y accroche. Elle confirme que le jugement esthétique n'est souvent que l'alibi des adhésions idéologiques compromettantes. Comme l'issue de la guerre et la découverte d'Auschwitz empêchaient « d'écouter » d'approuver le racisme bavard de Rebatet, on l'a loué pour son style ; on est même allé jusqu'à insinuer que, s'il n'était pas réédité, c'était que la gauche, réputée tout-puissante et sans talent, le censurait par jalousie. Aujourd'hui encore, son

nouvel éditeur parle de « grand écrivain », « écumant », « torrentiel », « apocalyptique ».

Cette image de génie maudit est largement usurpée. A part quelques descriptions et tirades où s'avoue, sans jamais égaler celle de Céline dans *Nord ou d'un château l'autre*, une prédilection pour le désastre, caractéristique de cette littérature, le livre ne se distingue pas des dizaines de témoignages acérés sur le Tout-Paris d'avant guerre et l'effondrement de 1940.

Même l'invective, dont c'était l'« âge d'or » et à laquelle cette époque d'opportunisme et de trahison offrait amplement matière, ne dépasse pas les goulées de « l'homme de mer » où la droite, depuis Léon Daudet, veut voir un de ses brics exclusifs. Malraux et Maurras ont été bien bons, sur le seul plan du jugement littéraire, d'implorer la grâce, pour cause de talent, d'un monsieur qui les traitait respectivement de « sous-Bois bolchevistes » et de « sous-Grec à grande lèvre » macé dans « le jus de rance et l'eau bénite ». À qui « il serait temps de fermer la gueule : Exiger le silence d'un confrère, en pleine occupation ennemie, est-ce donc cela avoir de la classe et de la patie ?

À la suite des *Découvertes*, révélée aujourd'hui sous la forme d'un tome II s'étendant de 1941 à 1944, accentue les doutes sur la puissance de l'écrivain. La découverte du Reich l'inspire visiblement moins que celle de la démocratie « anglo-juive ». Sa fuite dans les fourgons de la Wehrmacht ne nous vaut que des caricatures de fulminations, mêlées de peurs et de sous-pensées. Ses gardiens une valeur de témoignage les textes déjà publiés sur la trucidante arrivée de Céline à Sigmaringen — Cahiers de l'Herne 1963 — et sur ses sept ans de prison — *Crapouillot* 1963. Il lui faudra attendre, sans aux pieds, la grâce de sa condamnation à mort pour retrouver figure humaine, et une certaine grandeur, dans le regret de ne pas avoir achevé le roman

de sa vie — les *Deux Etendards*, Gallimard, 1951 — ou dans son refus persistant de la religion.

Cette mécréance furibonde et la brouille d'adolescents analysés dans les *Deux Etendards* donnent les clefs du personnage de Rebatet. On ne sait quels complexes — sa petite taille ou sa perte de la foi liée à une déception amoureuse — l'ont à la fois pénétré d'orgueil et voué à se sentir perpétuellement déçu, trahi. Ses jugements sont autant de déjugements. De Maurras à Brasillach, aucun de ses amis n'échappe à ce trajet de l'admiration dépitée.

Tout se passe comme si ce penchant, propre à beaucoup de collaborateurs d'alors, servait de justification à son goût non moins tenace pour l'insulte, voire la dénigrement. Il reconnaît avoir demandé « sans scrupule » la mise à pied d'un reporter de Vichy qui lui déplaisait, et son procès a montré qu'il était capable de rapporter aux autorités les propos, jugés irritants, d'un ami reçu sous son toit. Belle mentalité, de la part d'une droite qui s'adonne au monopole de l'honneur et de la fraternité !

LA plus grande malchance de ce lettré fragile est sans doute d'avoir grandi dans une époque trop folle pour ses nerfs. En d'autres temps, il eût fait un spécialiste de Wagner très convenable. C'est l'actualité qui l'a jeté dans l'immonde, la haine aux lèvres et aux livres, des grenades pleines en robe de chambre.

Mais les mises en demeure de l'histoire n'ont rien. Rebatet a mis un comble à sa folie en ne se jugeant coupable, après coup, que de s'être trompé, lui qui, la veille de fuir en Allemagne, haranguait encore les petits miliciens casernés au lycée Saint-Louis. Le pouvoir de convaincre engagé. A distance, la parole continue de semer sa peste à tous les vents, et « le ventre est toujours fécond », comme dit Brecht, d'où est sortie la bête immonde.

Déjà, paraît-il, jeunes et vieux partisans de la manière forte reformulent devant les librairies, toutes banalières mêlées, la sinistre queue de 1942.

L'écrit ne se prescrit pas. Un texte dégueulasse reste un texte dégueulasse.

★ De Lucien Rebatet, chez Pauvert, édité : « Les Mémoires d'un fasciste », Tome I, 1933-1940 (« Les Découvertes », 618 pages, 59,50 F. Tome II, 1941-1947, 268 pages, 39,50 F.

# LITTÉRATURE ET CRITIQUE

## ECHOS ET NOUVELLES

### Edition

LES MÉMOIRES D'ADRIEN, premier livre de Michel Jobert, ainsi que « Les Paroliers de l'été », « Les Lys » vus par Maurice Clavel, sont désormais disponibles en librairie de poche. Un volume chez...

L'HISTOIRE DE FRANCE, du duc de Castries, fait l'objet d'une réédition par les éditions Laffont, où l'ouvrage avait été publié en 1971. Il se trouve de ce fait complété et mis à jour par l'auteur jusqu'à l'élection présidentielle de 1974. (635 p., 35 F.)

LES ÉDITIONS FAYARD viennent de rééditer le livre de Michel Danzel « Au Père-Lachaise ». L'ouvrage a été revu, augmenté, et notamment au chapitre intitulé « L'Étrémine française ». (312 p., 45 F.)

### Manifestation

LE DEUXIÈME FESTIVAL LITTÉRAIRE D'ORFÈVRE, que préside Armand Salacrou et Michel de Saint-Pierre, sera ouvert le 3 juillet, place Sainte-Catherine, à Honfleur.

### Pris

LE PRIX MAC-ORLAN, dont la remise correspondait cette année avec le dixième anniversaire de la mort de Pierre Mac Orlan (27 juin 1970) à un hommage à Henry Muller pour l'ensemble de son œuvre. Né en 1902, Henry Muller avait obtenu en 1960 le prix Interallié pour son roman « L'Éclat ». Il a publié plus récemment « L'Éclat » (Grasset). Il est aussi l'auteur d'ouvrages de souvenirs : « Trois pas en arrière » (1959), « Mes sans jours » (1972) et de plusieurs traductions de romans de langue anglaise.

LE PRIX PIERRE BRISSON, créé en 1975 pour célébrer l'œuvre de l'ancien directeur du « Figaro », a été attribué le 29 juin à Jacques de Launay pour son thème « Oscar Wilde et la France ». L'auteur, qui avait publié l'année dernière, chez Stock, « Oscar Wilde, écrivain français », est actuellement chargé de cours de littérature comparée à l'université de Lyon-II.

LE PRIX DE L'AFRIQUE MÉDITERRANÉENNE, décerné par l'Association des écrivains de langue française pour le meilleur roman de l'année, a été décerné à Claude Bessy pour « Marguerite de la cour » (éd. Périplex) et l'ensemble de son œuvre.

LE PRIX APOLLO 1976, destiné à couronner le meilleur roman de science-fiction de l'année, a été décerné à « Altes de la nuit » (éd. J'ai lu), de Robert Silverberg. (Voir « Le Monde des livres » du 25 juillet 1975.)

LE PRIX LITTÉRAIRE DE VIENNE (Péninsule méditerranéenne) a été attribué à Jean-Marie Tournier (poésie) et Odette Robillard (prose) pour l'ensemble de leur œuvre éditée.

LE GRAND PRIX DE LITTÉRATURE POLICIERE a été attribué à Jean-François Coqueron pour « Les Silences de la nuit » (Denon).

LE PRIX DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCRIVAINS D'ALSACE ET DE LORRAINE a été attribué, le 24 juin, à Sylvie Ruff, pour son roman « La Net des vivants » (Stock), par 6 voix contre 4 à Bédriche Kado, auteur du recueil de poèmes « Hauts-Fonds » (Chambelland) et 3 bulletins blancs.

CREER PAR LAURENCE FERNOD, un nouveau prix, le prix Georges-Fernod, sera attribué pour la pre-

mière fois en janvier 1977. Il se propose de récompenser trois des meilleurs auteurs de thèmes de pédagogie, psychologie, psychiatrie, pédiatrie, médecine, sociologie. Les thèmes devront avoir été soutenus devant une université de province ou de Paris. Candidatures et renseignements au secrétariat du prix, 14 rue de l'Anclenne-Comédie, 75006 Paris.

### Claude Roy prix Saint-Simon

Fondé en 1975 à l'occasion du tricentenaire de la naissance de l'auteur des « Mémoires », le prix Saint-Simon a été attribué le 29 juin 1976 à Claude Roy pour son livre de souvenirs « Souvenirs de l'été » (Gallimard). Somme toute, dont Bertrand Poirot-Delpech a fait le sujet de son feuilleton dans « Le Monde des livres » du 23 avril 1976, constitue la suite des Mémoires de Claude Roy qui avait déjà publié « Moi je (1969) » et « Nous (1972) ».

### Sociétés

LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES vient d'élire son nouveau comité : MM. Yves Cazaux, président, et Jean Rousselot, secrétaire général, sont renouvelés dans leurs fonctions pour un an. Les quatre postes de vice-présidents ont été confiés dans l'ordre à Mme Magali, M. Pierre-François Calle, Mme Hélène Tournier et M. Jean de Bœi. MM. Pierre Bérès et Didier Decoin sont élus respectivement rapporteur général et rapporteur général adjoint.

LA SOCIÉTÉ DES POÈTES FRANÇAIS vient de renouveler son bureau qui est ainsi composé pour l'année 1976-1977 : président : Marcelle Frenay, vice-présidents : André Bény, Philippe Chabanel, Pierre Menanteau; secrétaire général : Roland Le Cordier; trésorier : Jean Bédery; secrétaire général adjoint : Brigitte Levet; membres : Louis Amade, Victor Benard, Louis Forestier, Gaston Leclère, André Le Celso, Jean-Luc Moreau, Olivier Moreau-Néret, Pierre Omet.

L'ACADEMIE MALLARME, qui a élu Max-Pol Fouchet au siège laissé vacant par la mort de Pierre de La Tour du Pin, a établi sa première sélection trimestrielle de livres de poésie. Ont été distingués : « Un printemps d'été », de Gérard Buge, préface de Jean Marilou (Guy Chambelland); « Tirelire », de Daniel Boulanger (Gallimard); et « Le Loge de mer », de Jean-Louis Depierre (éd. Saint-Germain-des-Près).

### Vente

UN MANUSCRIT AUTOGRAPHE de lord Byron a été acquis pour 50.000 livres (420.000 F) chez Sotheby's à Londres. Il s'agit d'un record mondial pour un manuscrit postérieur à l'an 1500. Le poème, publié pour la première fois en 1818 sous le titre « Byron-Bellenden vénédict », a été acheté par la maison Quaritch de Londres. Le poète l'a daté, de sa main, du 10 octobre 1817 au 19 janvier 1818.

## JACQUES PERRY

### Un roman frais et limpide

LE RAVENALA OU L'ARBRE DU VOYAGEUR, de Jacques Perry. Albin Michel, 256 p., 33 F.

RIEN qui pèse ou qui pose dans ce roman frais et limpide qui est à la fois une autobiographie mythique, une célébration des sens et des forces et une sorte de fable sur le bonheur. Tout part d'un rond-point de routes en étoile au cœur d'une forêt de Touraine. Là, une maison où vit une famille « unie et saine », seule dans un immense espace. Le père est Guillaume, sorte de Frigoli, taudé, garde dans son costume de velours tache, tantôt forestier vété de toile vert mousse. Sandrine, la mère, a un tablier blanc pour le jardin et une blouse douce et parfumée pour s'occuper de ces trois enfants, Antoine, Julie et Vivien.

Seuls parmi des millions d'arbres et des milliards de brins d'herbe, seuls pour entendre le tirage des cerfs ou les passages de sangliers. Ils redoutent d'être envahis par la pesanteur et la vulgarité que des visiteurs pourraient apporter sous leurs futures. L'absence des corps et l'amour de la forêt leur donnent une légèreté passionnée. Des gérôles du printemps aux cèpes de l'automne, ils explorent inlassablement leur territoire. Sauf un récent oubli, une hétéroclite tour noyée que Guillaume laisse volontairement à l'abandon : c'est comme un « ancrage d'angoisse », nécessaire pour supporter ce trop plein de bonheur.

Chacun pourtant garde une part de mystère, un désir secret qui l'éloigne de la forêt. Guillaume c'est une bibliothèque, où, sans jamais l'avouer, il passe tous les lundis de sa vie. Pour Sandrine ce sont les tentations du luxe, qui parfois se trahissent par des soupçons. Julie, surtout, échappe à trop de vie, trop de gaieté dans son corps, l'alourdissement et l'obscurité. Très vite elle voudra faire son nid ailleurs. Enfin, enfant, elle transforme sa grogne en banale maison de poupée, tandis que le

refuge d'Antoine, un grand chêne, le rapproche du ciel, et que celui de Vivien, une cabane près d'un étang, lui découvre l'univers féminin des eaux : roselières et nymphéas, pontes d'eau et coulures, anguilles et grenouilles. Antoine, chasseur de feuilles, parcourt les environs pour compléter sa collection. Un arbre aperçu dans une serre, le ravenala, semblable à un éventail géant, lui donne le sens de l'insaisissable. Sans doute est-ce le désir au moins symbolique de retrouver cet arbre exotique et rare qui donne plus tard à Antoine la force de disparaître loin de la maison forestière. Quand à Julie, elle a des hommes, puis des enfants, puis un mari qui tient dans la ville voisine un commerce de graines. Et Vivien, le narrateur ? C'est un dormeur, un rêveur. Depuis toujours il aime les mots comme Antoine les feuilles. Chargé d'obscurités recherchées pour le compte d'un historien, il ne fait rien dans la vie, il se contente de sentir qu'il existe. Ses rêves sont intacts lorsque, à quarante ans, il mène souvenirs proches et souvenirs d'enfance dans sa « tapisserie au petit point de mémoire ».

Puis le temps rattrape le livre qui recrée, dans une sorte de journal lacrimé et tendre, la façon singulière dont le cercle initial se reconstruit. Antoine revient. Étais-il près, était-il loin pendant ces vingt ans qui lui ont donné l'air d'être un homme ? Julie est redevenue fraîche et rapide. Vivien, à force de n'être jamais vraiment parti, est comme « invisible ». Sur eux tous le « plume vert » se referme. Ici est la sève profonde mais aussi le renoncement à tous les ailleurs que suggèrent les huit routes en étoile. Ensemble ils vont germer, prendre racine, devenir des hommes-arbres. « Un poète, dit Jacques Perry citant Hugo, est un monde enjambé dans un homme. Je vous prie d'être poète aussi et n'être qu'un homme enveloppé du monde. »

MARION RENARD.

## POÉSIE

### Un plaidoyer de William Cliff

\* ÉCRASÉE-LE, de William Cliff. Gallimard, 166 pages, 35 F.

QU'ON imagine une sorte de hippy atterri un de ses poèmes nous apprend qu'il a été conçu au début de l'offensive allemande en mai 1940 — qui va de train en train dans Bruxelles, qui crie à la ronde son honneur, son angoisse, sa haine de la société, et qui finit par décrire quelque victime insupportable de la guerre de son temps. Du moins est-ce le portrait que William Cliff trace de son étonnante personne, dans un recueil de poèmes iréniques et plein de sève, *Écrasée-le*. Ce plaidoyer *pro domo*, avec son défi sans cesse renouvelé, se double d'une défense de la langue telle qu'elle se parle et non telle qu'on voudrait la redéfinir ou la déformer.

L'ensemble rappelle — comme sous l'effigie Claude Roy — François Coppee, le bleu-jean béat et l'humaine en plus. Au Québec, des confidences aussi saluées comme les siennes. Chez nous, un Daniel Buge, dans le même ordre d'idées, a des visions plus vagues. Mais que la Belgique se mette ainsi à cracher à tort et à travers, voilà qui nous émeut. Nous allons, avec William Cliff, de choc en choc, mais aussi de franchise en franchise :

Te veux savoir mes coordonnées  
Le nombre exact de mes années  
Ce que mon père a fait pour vivre  
Et ce que j'ai fait de ma vie  
Il faut pourtant que l'on se parle  
Parler de quoi avons les lèvres  
De l'herbe verte sur nos corps  
Pour finir l'apprentissage d'un  
se profession d'homme à l'air  
Le vété de son poids d'homme

Un peu Prévert, un peu Queneau, un peu Raoul Ponchon, un peu Georges Fournier, William Cliff s'élève ni la facilité ni le laisser-aller. « Je t'avais dit de te laver / je t'avais dit n'est-ce pas / et maintenant tu es à la gale » : voilà qui surprend. Est-ce de la poésie ?

ALAIN BOSQUET.

### « Des soleils rouergats »

\* DES SOLEILS ROUERGATS, poèmes de Jean-Pierre Gauthier, dessin de Gaston-Louis Marchal, 42 F. En vente dans toutes les librairies de la région et à Toulouse. Édité par Jacques Mas, imprimeur, 21, rue Emile-Zola, 31100 Castres.

LA rencontre d'un journaliste de province, chef d'agence de la Dépêche du Midi, à Rodéz puis à Castres, d'un peintre, sculpteur et écrivain, fixé à Castres après avoir été le disciple de Zadkine et de Cocteau et d'un jeune imprimeur de la même ville, amoureux de son métier et déshabillé, a produit ce très charmant recueil de poèmes de Jean-Pierre Gauthier, illustré par Gaston-Louis Marchal et imprimé par Jacques Mas.

Des soleils rouergats — c'est son titre — promène le lecteur de Rodéz à Espalion et de Villefranche-de-Rouergue à Millau, à travers la vallée du Lot et les gorges du Tarn, dans rien qu'un recueil de poèmes de Jean-Pierre Gauthier, illustré par Gaston-Louis Marchal et imprimé par Jacques Mas.

Un poète exceptionnel pour la poésie, le recueil a bénéficié, en dépit de son prix élevé, d'un tirage initial de trois mille exemplaires, chiffre déjà dépassé. — F. V.-P.

## LES INCERTITUDES DE PIERRE-JEAN RÉMY

(Suite de la page 13.)

Enfin, nouvelle polémique : tous les trésors accumulés aux Brandaes, les statures, les tableaux, l'histoire du manuscrit, les lettres de Louise Colet sur lesquelles travaillait le secrétaire — bref, tout ce qui parvenait à faire vivre les habitants du domaine ou cacher leur perte, se révélaient être des faux sortis de l'imagination du maître. Le « roman à deux sous » devient fable, allégorie de la création littéraire, qui est à la fois glorifiée comme supérieure à toute action sur le réel et dénoncée comme une gigantesque supercherie. À ce terme, l'architecte peut quitter le domaine les menottes aux mains et l'écrivain son nouveau livre sous le bras, on s'en moque.

Il faut de tout pour faire un monde. Il faut de tout pour faire un roman qui prétend à construire un monde, le monde. Mais si les ingrédients, au lieu de se fondre, se nuisent, que reste-t-il dans l'esprit du lecteur quand les mots se sont tus ? Un site, une demeure un peu folle qui n'a pas livré son secret.

Pierre-Jean Rémy ne cesse ici de revendiquer la souveraineté littéraire pour le « créateur véritable », contre une critique qui a mal accueilli son précédent roman. Ce constant règlement de comptes est encore une des directions où s'en-ferme « la Figure dans la pierre ». Mais la liberté si hautement revendiquée, pour quoi en faire ? Des feuilletons distingués qui tournent aux histoires de gendarmes et de

voleurs ? Des romans d'allure structurale, plaqués d'échecs, de symétries et de reflets, qui se golvant en mauvais policiers ?

C'est pourtant pour sa réflexion critique qu'on retiendra « la Figure dans la pierre ». Nul doute que l'auteur, sous le masque de David Berger, ne cherche à se définir, en avançant qu'il ne s'est pas encore trouvé. Et il laisse entrevoir une nouvelle orientation à venir, plus politique et moins esthétique, de sa création. « Je veux », déclare Berger, retrouver le fil interrompu du roman historique et du roman populaire qui parlent directement aux masses qui les lisent. » Et le livre qu'il emporte avec lui semble être l'histoire de socialistes utopiques qui auraient cité dans les

Alpilles, vers 1830, une communauté sous doute imaginatoire. « Moi l'éthiste, lit-on encore, le dilettante cultivé de l'écriture culturelle, moi qui disais réconciliation... moi qui ne crois finalement qu'aux hommes, aux foules en marche qui travaillent... je veux faire déboucher toute cette culture noyée, complaisamment accumulée sur une vaste fresque qui dirait tout... Je veux, avec l'histoire derrière moi, m'attaquer au monde réel et recréer ce monde. » Ce programme, « la Figure dans la pierre » ne le remplit pas. Mais, selon la suite que Pierre-Jean Rémy va donner à son œuvre, on reviendra peut-être sur cette déclaration-là.

JACQUELINE PIATIER.

## VIENT DE PARAÎTRE

### Romans

EMMANUELLE ARSAN : *Lumière*. — La nouvelle biographie d'Emmanuelle et ses aventures dans une île de la mer du Golfe. (Belfond, 309 p., 36 F.)

ERIC OLIVIER : *Passez s'il vous plaît*. — Une lettre à soi-même. Interdit au moins de quarante-cinq ans qui ne souffrent pas encore de « méfiance ». (Denon, 155 p., 28 F.)

GEORGES BORDONOVE : *Le Dernier Chien*. — Une enquête. Les Chénouas de 1793 à 1815. (Pygmalion, 318 p., 35 F.)

GASTON MARCHEOU : *Visite à Compe*. — Un avertissement fort dans une ville mystérieuse, dont un récit tend à éclaircir le mystère. Premier roman d'un historien. (Flou, 126 p., 28 F.)

Epigrammes  
HERVE BAZIN : *Traité*. — Un genre peu habituel, des maximes en forme d'essai, auquel s'ajoute depuis trente ans l'œuvre de *Madame de La Fayette*. (Le Seuil, 150 p., 25 F.)

Souvenirs  
MARTIN FABIANI : *Quand j'étais*. — La vie d'une galerie, des peintures et des collections, l'art, le commerce et leurs vedettes. (Julliard, 247 p., 35 F.)

JACQUES MANGUSO : *Pointe Perdue*. — Une enfance de « pied noir ». (Mercure de France, 184 p., 30 F.)

Critique littéraire  
MARC HANREZ : *Sous les signes d'Abel*. — Une analyse de l'œuvre romanesque, philosophique, érotique et politique d'Abel, par l'auteur d'un essai sur Céline. (Ed. L'Age d'homme, Lausanne, 238 p., 30 F.)

Histoire  
YANN FITT, ANDRÉ FARH, JEAN-PIERRE VIGIER : *La Crise de l'impérialisme et la troisième guerre*

mondiale. — L'histoire la plus immédiate, Amérique et deux-monde, les stratégies des de la crise. (Maspero, « Les cahiers libres », 278 p., 40 F.)

JEAN-JACQUES ANTHIER : *Histoire d'un homme des provinces de France*. — L'abbé de Saint-Honoré mais aussi Maspéran, Fingemid, Chancel, Picasso. (Presses de la Cité, 288 p., 38 F.)

Sciences humaines  
DOCTOR BERNARD MULWORE : *Sigmund Freud*. — Une nouvelle biographie, qui tente de répondre à la question : « Qu'est-ce que la psychanalyse ? », rédigée par un analyste marxiste. (Les Éditions français réunies, coll. « Présence », 364 p., 32 F.)

TERI MAC LUHAN : *Pieds nus sur la terre sacrée*. — Une sélection de documents réunis par E.S. Carré, qui parcourent dans plus de trente ans la vie des tribus indiennes d'Amérique du Nord. (Denon-Gauthier, coll. « Méditerranée », 224 p., 13 F.)

Littérature étrangère  
JORGÉ AMADO : *Le Bonheur aux mirabelles*. — Beha, de tous les saints et de tous les enchantements. Par le meilleur écrivain brésilien vivant, âgé de soixante-trois ans, auteur notamment des *Filices de la nuit*. Traduit par Alice Reillard. (Stock, « Le cabinet cosmopolite », 392 p., 49 F.)

MORRIS WEST : *Kaloni le sorcier*. — Aventures en Polynésie. Par l'auteur, Australien, de *L'Ange du diable* et les *Souffrances de Saint-Pierre*. Traduit de l'anglais par Paul Alexandre. (Fayard, 430 p., 45 F.)

IVAN VAZOV : *Sous le joug*. — Le grand classique des lettres bulgares du dix-neuvième siècle. Soixante et onze fois traduit en quarante-quatre langues. Ici, en français, par Roger Bernard et Nadia Christopchova. (P.O.E., coll. « d'Étranges Pays », 4, rue de Lille, 75007 Paris, 503 p., 50 F.)

Le Livre des ruses : la stratégie politique arabe en paraboles colorées et anecdotes dignes des *Mille et Une Nuits*, écrites cent ans avant Machiavel. Pour la première fois publié en traduction intégrale sur les manuscrits originaux par René R. Khawam. (Éditions Phébus, 17, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, 448 p., 38 F.)

Documents  
PETER MAAS : *La Rose des géomètres*. — Enquête et chronique sur l'histoire de Steve Teus et de la tribu Bimbo : des traditions millénaires dans la société cosmopolite de Chicago. Trad. de l'anglais par Maurice Manly. (Seuil, 222 p., 32 F.)

Voyages  
CLAUDE SCHMITT : *Sardaigne en hiver*. — Un voyage et une enquête, des choses vues et une passion. (Alfred Bédé, 260 p., 45 F.)

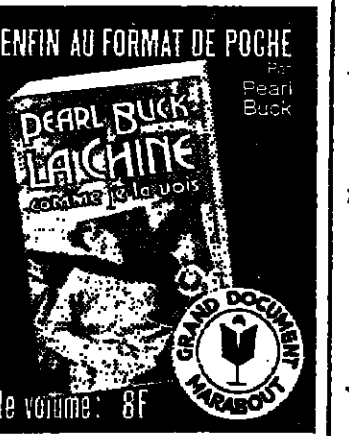
## SHÉRIFF JOHN RATÉ alan



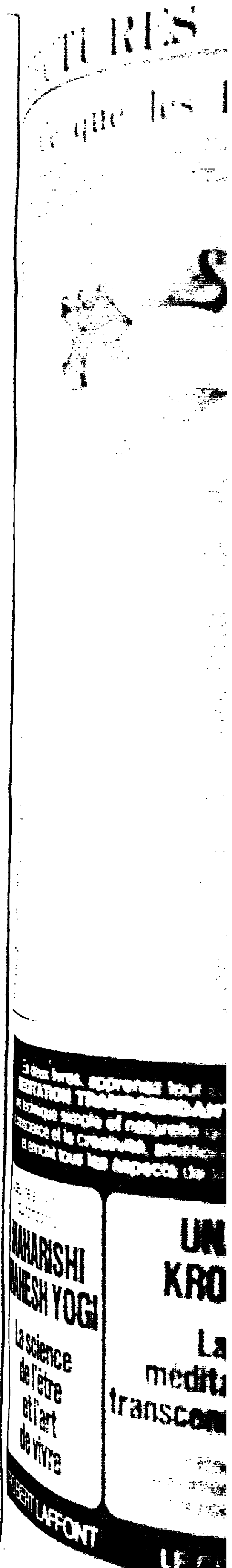
Un roman nouveau  
ni satire ni comédie  
C'EST EN RÉALITÉ UN DESSIN ANIMÉ  
A TRAVERS DES MOTS

Édition Limonaire

Traduit de l'américain, 192 pages, 16 F.  
En vente à la FNAC, chez Gérard Jeune  
et dans toutes les librairies parisiennes ou chez l'éditeur :  
LIMONAIRE, Impression-Limonaire-Édition,  
Chemin du Marais, 92450 TRECHES - Tél. : (23) 98-78-38



كتاب الأصيل





ldoyer de William Clift

de William Clift

de William Clift

de William Clift

de William Clift

de William Clift

# LECTURES POUR LES VACANCES

## Ce que les Français ont lu cette année

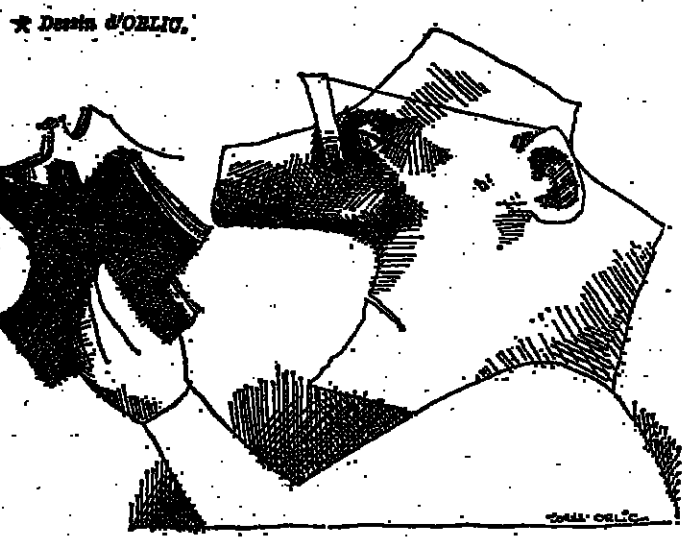
Il paraît que 70 % des Français ne lisent pas plus d'un livre par an. Mais, si l'on considère le nombre de livres publiés, on voit que la lecture est encore très vivante.

cent, quand on leur demande d'évaluer leurs lectures : en effet, longtemps après le sort d'un livre, ils sont à la recherche de « réserves » et des « réserves » ; certains libraires reviennent leurs exemplaires invendus, tandis que d'autres en réclament —

ce qui crée un double mouvement où il est difficile de faire le point. D'autre part, les éditeurs se soucient de moins en moins de « gonfler » leurs chiffres de vente dans un but publicitaire, puisque, c'est bien connu, le succès attire le succès. Pour ces raisons,

les données numériques qu'on peut obtenir doivent être regardées avec prudence : elles ne peuvent être d'une haute précision, mais les ordres de grandeur qu'elles suggèrent permettent d'intéressantes comparaisons.

**P**ARLE-ON encore d'une « crise du roman » ? Le Mercure de France, éditeur du dernier Goncourt, le *Vie devant soi*, d'Emile Ajar, n'a pas à se plaindre : 500 000 exemplaires vendus en librairie, à quoi il faut ajouter 500 000 en club, jusqu'à présent, et la demande continue. Et c'est à juste raison pour cet excellent roman. Chez le même éditeur, le prix Claude Fagot (le Maître d'œuvre, de Claude Fagot) vient loin derrière, avec un tirage de 70 000. Autres grands prix littéraires de l'automne : l'Honneur de la langue, de Jean Joubert (Renardot), atteint 105 000 exemplaires en librairie et 20 000 en club, tandis que l'intermittent, l'Amant de poche, de Wladimir Leskine, s'est vendu à 50 000 en librairie et 50 000 en club. Ces deux titres chez Grasset.



Mais aussi, tournant le dos à la fiction, nombreux sont toujours ceux qui recherchent, à travers souvenirs, études, documents, cette réalité où la littérature prend sa source.

**La cote du réel**  
Après des amateurs d'histoire policière, le *Play-Boy*, de Borniche, s'est vendu depuis avril, chez Grasset, à 100 000 exemplaires en librairie et 82 000 en club.

On a retrouvé avec plaisir les vedettes de la scène et de l'écran : aux Presses de la Cité, Pierre Bernier est monté à 95 000 exemplaires avec *Bourvil, du rire aux larmes* ; Philippe Bouvard, chez Stock, à 100 000 exemplaires pour son livre *Du vin d'Alsace sur les bords de la Garonne*, chez Calmann-Lévy, à 100 000 exemplaires, avec *Le crâne* ; Armand Isnard, évoquant le souvenir de Fernand Raynaud, apporte aux Editions Buchet-Chastel un de leurs succès avec *Fals-nous rite, Fernand* ; et Roger Peyrefitte traite comme une vedette (d'un genre il est vrai très particulier) Fernand Lagras, avec les 150 000 exemplaires de son *Traité de la conscience*.

Plus graves, les témoignages politiques portant sur le théâtre du monde trouvent aussi d'abondants lecteurs. Aux Editions du Seuil, une des meilleures ventes est celle de *l'Archipel du Goulag*, tome 3, de Soljenitsyne, paru au printemps, qui dépasse les 100 000 exemplaires, ainsi que, chez le même éditeur, *Un Suisse au-dessus de tout soupçon*, par Jean Ziegler, et, aux Editions Albin Michel, la *Lettre ouverte aux hommes politiques*, de Pierre Vian. Le pamphlet de Michel Droit, *La coupe est pleine* (France Empire), n'en est pas loin. Aux Editions Stock, *l'Ardeur*, de Chaban-Delmas, est à 150 000, comme le *Défi*, de Hassan II, chez Albin Michel. Pierre Mendès France, chez Gallimard, est au alentours de 50 000 exemplaires pour *La vérité guidait leurs pas*, comme Michel Jobert, chez Grasset, pour les *Idees simples de la vie* (le Petit Livre bleu), à quoi s'ajoutent, du même auteur chez le même éditeur, les 60 000 exemplaires de *l'Autre Regard*.

**Interrogations sur l'homme**  
La médecine moderne ouvre-t-elle une connaissance nouvelle de l'homme et une réflexion sur son destin ? Chez Buchet-Chastel, le professeur Jean Bernard obtient un grand succès avec *L'homme changé par l'homme* ; le professeur Jean Hamburger dépasse 50 000 exemplaires chez Flammarion avec

de Pierre Jakez Hélias, le *Cheval d'orgueil*, paru chez Plon, dans la collection Terre humaine, qui ne passe pas pour viser un public populaire. On peut aussi s'étonner que le livre du boxeur Mohammed Ali, *le Plus Grand*, qui avait bénéficié d'un lancement exceptionnel des Editions Gallimard, et dont on espérait un « phénomène Papillon », ait rencontré si peu d'audience. On peut admirer le Roy Ladurie — qui n'a rien d'un ouvrage de vulgarisation. Ce sont trois bonnes surprises. Par ailleurs, si certains succès de cette année nous paraissent quelque peu outrés, faisons confiance au temps pour tout remettre en ordre. André Malraux écrivait récemment : « Fanny, de Feytaud, rivalise, dans la vie littéraire de 1857, avec Madame Bovary. Fanny n'est pas mauvaise, il est mort. »

**Trois bonnes surprises**  
Si l'on compare aux prévisions des éditeurs ce que les Français ont vraiment lu cette année, y découvre-t-on de l'inattendu ? Peut-être : on peut, en effet, s'émerveiller des 466 000 exemplaires vendus du livre

JOSANE DURANTEAU.

**LES TITRES LES PLUS... VOLES**  
Depuis que « piquer » n'est plus volé, le regard de certains lecteurs et que la culture perçut un dé, la « fauche » atteint couramment de 2 à 7 % des chiffres d'affaires des librairies. Mais pour lui doit en partie ses difficultés.  
Si on excipit les livres d'art recherchés pour la rentrée d'occasion, et les ouvrages universitaires construits pour les besoins des étudiants, les dix des titres les plus volés, révisés de tous les auteurs en marge ou non, donne une idée des plus irrésistibles en viles de lire.  
Voici, à titre d'exemple, les palmiers pour une librairie, à clientèle plutôt intellectuelle comme le *Dixen* (places Saint-Germain-des-Près, à Paris) :  
André-Gilles de Deleuze et Guattari : *Ecrits de Michel Foucault* ; *Victor de la famille de Sartre* ; *Ecrits de Lacan* ; les œuvres de Herman Hesse.

que, chez le même éditeur, René Victor Pilhes (ancien Femina), avec la *Bête*, et Robert Merle (ancien Goncourt), avec *Madrapour*, parus tous deux au printemps, s'en approchent déjà.  
Chez Gallimard, pas un chiffre. On cite seulement les romans « les mieux vendus » : *Villa triste*, de Patrick Modiano, Blumach l'admirable, de Louis Pauwels, les *Otages*, de Jean Cau, *Grande crise dans la nuit du couple*, de Madeleine Chapeau, les *Passagers*, de Jean Fougère. Chez le même éditeur, on signale comme « bien partis » *Tous nés d'une femme*, de Jean-Louis Bory, et les *Grands de ce monde*, de Bertrand Poirot-Delpech.

Chez Laffont, Bernard Clavel (ancien Goncourt) atteint 140 000 exemplaires pour la *Saison des loups*. Paul Guimard, avec le *Mauvais temps* (Denoël), dépasse les 100 000 exemplaires, et chez le même éditeur, René Faillat atteint 80 000, avec *Le beaujolais nouveau est arrivé*.

**L'heure du « star system »**

Pas de nouveaux venus, on le voit, parmi les romanciers comblés, sauf les lauréats des prix : le roman français vivrait-il à l'heure du « star system » ? Les grands tirages de Maurice Genevoix (plus de 100 000) au Seuil, avec *Un jour*, chez Flammarion, dans le même ordre de grandeur, de Henri Troyat, avec *Grimbois*, et de Françoise Sagan, pour ses nouvelles les *Yours de zèle*, sembleraient confirmer cette hypothèse, ainsi que le tirage de Françoise Mallet-Joris, chez Grasset : *Allegre* (100 000). Ce dernier livre vient d'être distingué par un jury

Les Français, dit-on, se montrent peu attirés par les littératures étrangères. Chez Gallimard, *Mémoires du Mince*, paru l'été dernier, de Yachar Kemal, le *Recours de la méthode* et *Concert baroque*, tous deux d'Alejo Carpentier, ainsi que la *Valise aux adieux*, de Milan Kundera, sont pourtant parmi les meilleures ventes. Aux Editions Stock, Han Suyin va à 130 000 exemplaires avec le *Premier Jour du monde* et *L'Essai*, *Etoile-Fleur*, reportage sur le Tibet, paru en mai, dépasse déjà les 35 000 exemplaires.

En deux livres, apprenez tout sur la

### MEDITATION TRANSCENDANTE

une technique simple et naturelle qui élargit la conscience et la créativité, améliore la santé et enrichit tous les aspects de la vie

L'œuvre essentielle du fondateur

## MAHARISHI MAHESH YOGI

La science de l'être et l'art de vivre

ROBERT LAFFONT

## UNA KROLL

La méditation transcendante

une méthode de relaxation et de prière pour tous

LE CERF

## GENEVIEVE SERREAU

dix-huit mètres cubes de silence

"Entre Tchekov et Michaux..."  
H. Bianciotti / Nouvel-Observateur

"Eblouissant"  
A. Rinaldi / L'Express

"Ce battement sourd comme la pulsation du sang"  
M. Renard / Le Monde

"Les Lettres Nouvelles"  
dirigées par Maurice Nadeau

## denoël

## CHANTAL CHAWAF

Blé de Semences

## Mercure de France

# LES LIVRES DE VOS VACANCES



## romans

**ALEJO CARPENTIER**  
CONCERT BAROQUE

Vivaldi, Haendel, Scarlatti et un joyeux Mexicain déguisé en empereur aztèque se mêlent au carnaval de Venise. L'hymne le plus gai et le plus fou à la gloire de la musique, par le grand écrivain cubain.

**CHARLES MCCARRY**  
LES LARMES DE L'AUTOMNE

Un agent secret découvre la vérité sur l'assassinat de Kennedy. Mais la vérité ne plaît à personne. Seul contre tous devra-t-il, pour l'imposer, sacrifier son amour ?

**JEAN CAU**  
LES OTAGES

Imaginez une prise d'otages qui dure des jours, des mois, des années, toute la vie. Cette fable féroce, contée avec réalisme, n'est-elle pas une image de la société d'aujourd'hui ?

**MADELEINE CHAPSAL**  
GRANDS CRÎS DANS LA NUIT DU COUPLE

Marise a tout pour être heureuse. Et pourtant... Que faire pour accepter sa vie : créer, prendre un amant, tomber malade ? Au terme d'un itinéraire raconté avec gaieté, une seule solution s'impose.

**RÉJEAN DUCHARME**  
LES ENFANTÔMES

Ce vagabondage, à travers les femmes et les pays d'un hippie canadien au langage savoureux, garde le goût et l'esprit de l'enfance. Par l'auteur de "L'Avant des Avalés".

**JEAN FÉRIOT**  
LES HONNÊTES GENS

Forcé que Lulu le "loubard" et Annette la bourgeoise de Neuilly s'aiment, la société se met à trembler sur ses bases. Sociétés, banques, avocats, journaux : tout change. Un roman pamphlet à l'acte.

**YACHAR KEMAL MEMED (LE FAUCON)**

De nouveaux exploits du héros turc Memmed le Mince, grand protecteur des opprimés. Avec Memmed, pour la première fois depuis longtemps, on rencontre à sa création un héros vraiment populaire.

**STEPHEN KING**  
CARRIE

Un don étrange permet à Carrie, souffre-douleur, de se venger de ses proches, de son collège, de la ville entière. Carrie, qui déplace les objets à distance, est un personnage terrifiant et émouvant.

**MILAN KUNDERA**  
LA VALSE AUX ADIEUX

Dans une ville d'eau, au charme suranné, sept personnages en quête de bonheur s'étreignent et puis s'éloignent au gré d'une valse diabolique. Chef d'orchestre : Milan Kundera.

**HERMAN MELVILLE**  
REDBURN

Un roman d'action et d'aventures par l'auteur de "Moby Dick", mais aussi un féroce tableau de la marine marchande au XIX<sup>e</sup> siècle, et une peinture effrayante de la misère à Londres et Liverpool.

**IRIS MURDOCH**  
LE PRINCE NOIR

Une tragédie peu classique où la jalousie, la peur, la haine et les malentendus entraînent les personnages dans un de ces imbroglios dont la grande romancière anglaise a le secret.

**BERTRAND POIROT-DELPECH**  
LES GRANDS DE CE MONDE

Le général de Gaulle, quand il disparut le 29 mai 1968, n'était pas chez Massu à Baden-Baden. Il piqueniquait au métro Balard avec un garde républicain. Si vous ne le croyez pas, lisez ce roman candide et malicieux.

**GALLIMARD**

## Une sélection

## Lectures pour

### ROMANS

**MAURICE GENEVOIX** : « Un jour ». Le vieil homme et la forêt. Une leçon d'amour de la vie. (Le Seuil, 224 pages, 39 F.)

**ROBERT MERLE** : « Madra-pour ». Huit clos dans un avion qui n'arrive jamais. (Le Seuil, 320 pages, 39 F.)

**FRANÇOIS-REGIS BASTIDE** : « La Fantaisie du voyageur ». Un jeune méditerranéen romantique dans l'Allemagne catholique de 1945. (Le Seuil, 320 pages, 39 F.)

**CLAIRE ET ROGER QUILLIOT** : « L'Homme sur le pavlov ». D'après l'affaire Salengro, la tragédie d'un socialiste au pouvoir. (Gallimard, 256 pages, 35 F.)

**JULES ROY** : « Danse du ventre au-dessus d'un volcan ». Risques de mort et ruissellement de sang. (Flammarion, 176 pages, 26 F.)

**JEAN CAYROL** : « Histoire d'une maison ». Le rêve d'un homme — sa maison — sa vie — sa mort — ruiné par les vicissitudes de l'histoire. (Le Seuil, 288 pages, 35 F.)

**INES CAGNIAT** : « Génie-la-Folle ». L'infinité pitoyable des enfants pour les misères des grandes personnes. (Denoël, 240 pages, 30 F.)

**AGUSTIN GOMEZ-ARCO** : « Maria Republica ». Le second roman du dramaturge espagnol en exil, écrit directement — et magnifiquement — en français, dans la même veine ardente et violente que l'Agneau carnivore paru à l'automne. Deux allégories politiques de l'Espagne. (Stock, 336 pages, 38 F.)

**GUY SITBON** : « Yves et Véronique ». Un roman sur la mutation du couple. (Grasset, 320 pages, 35 F.)

**JACQUES PERRY** : « Le Ravennat ou l'arbre du voyageur ». Une famille seule au cœur d'une forêt. Une fable heureuse. (Albin Michel, 256 pages, 33 F.)

**YVES BERGER** : « Le Fou d'Amérique ». Un duo amoureux où débute toute l'histoire de la découverte de l'Amérique. Le charme d'une saga. (Grasset, 328 pages, 39 F.)

**MICHEL CHAILLOU** : « Le Sentiment géographique ». Une rêverie métaphorique sur l'Astère contrée du langage. (Gallimard, coll. « Le Chemin », 200 pages, 25 F.)

**GASTON BONHEUR** : « La Croix de maie ». Autour des Corbières, un superbe roman occitan d'aventures et de passion. (Julliard, 314 p., 38 F.)

**CHRISTIAN COFFINET** : « La Danse du cobaye ». Un librettin sur les chemins de la liberté. (J.C. Laffont, 288 p., 40 F.)

**DENISE ROCHE** : « Louve basse ». Pour les amateurs de littérature d'avant-garde, un beau cri déchaîné contre la mort. (Le Seuil, 240 pages, 35 F.)

**ANTOINETTE MAILLET** : « La Sagouine ». Dans le vigoureux français d'outre-Atlantique, l'oppression du petit peuple acadien. (Grasset, 192 p., 24 F.)

### AUTOBIOGRAPHIES

**MICHEL LEIRIS** : « Frère bruit ». Un homme, un écrivain, un poète, à construire à travers les fragments infimement dispersés de son expérience vécue. (Gallimard, 408 pages, 52 F.)

**CLAUDE ROY** : « Somme toute ». La déstabilisation tardive du P.C., justifiée par ses dirigeants, dont Thore et Aragon. (Gallimard, 464 pages, 54 F.)

**JACQUES LAURENT** : « Histoire égoïste ». Des années 30 à nos jours, l'itinéraire d'un anticommuniste « de droite ». (La Table ronde, 274 pages, 45 F.)

**JOSE CABANIS** : « Les Profondes années ». Le début de la guerre, l'Allemagne du S.T.O. vécus par l'adolescent et communiste par l'homme mûr : une éducation sentimentale, sensuelle et religieuse. (Gallimard, 290 pages, 39 F.)

**JEAN-LOUIS BORY** : « Tous nés d'une femme ». Un intellectuel homosexuel des années 60 s'insère au plaisir, sans complexe. (Gallimard, 394 p., 45 F.)

**MANES SPERBER** : « Porteurs d'eau ». De la Galilée à la Viennese de 1918, la formation d'un esprit rigoureux. (Calmann-Lévy, 233 p., 36 F.)

**CLAUDE MAURIAU** : « Et comme l'espérance est violente ». Les temps immobiles, tome III. Du gauchisme au gauchisme, du gauchisme au gauchisme, du gauchisme au gauchisme, le gauchisme haut la main, qu'un gauchiste homme de ce siècle s'est lancé à l'assaut. (Grasset, 640 p., 65 F.)

**GABRIEL MATZNEFF** : « Cette camisole de flammes ». De 1943 à 1982, le journal d'un librettin sentimental, d'un passionné sceptique. (La Table ronde, 262 p., 39 F.)

### NOUVELLES

**PIERRETTE FLEUTIAUX** : « Histoire du gouffre et de la lune ». Un fantastique abstrait, très original, encore mieux perceptible dans le roman qui précède : « Histoire de la chauve-souris ». (Julliard, 208 p., 35 F.)

**GENEVIEVE SERREAU** : « Dix-huit mètres cubes de silence ». Presque rien, l'odeur de l'herbe, la drume impalpable, la tendresse d'un geste. (Denoël, coll. « Lettres nouvelles », 208 p., 39 F.)

**G.-O. CHATEAUREYNAUD** : « La Belle Charbonnière ». Un monde nerveux qui relève moins du fantastique que du réel et de la folie (très violent). (Grasset, 192 p., 24 F.)

**YVES REGNIER** : « Paysages d'immobilité ». Un voyage sentimentel, autour de la Méditerranée, paysages, gens et fables. (Gallimard, coll. « Le chemin », 238 p., 32 F.)



BANDES DESSINÉES : Jean-Claude Forest et Paul Gilon, « Labyrintes », (Rachette, 64 p., 24 F.)

### POÉSIE

**CLAUDE BONNEFOY** : « La poésie française des origines à nos jours ». Une anthologie désordonnée mais indispensable, et un bel instrument de travail. Seul le choix des jeunes poètes peut être discuté. (Le Seuil, 638 pages, 85 F.)

**JACQUES-PIERRE AMÉE** : « Hébuternes ». Un poète de vingt-deux ans, tout paré d'images et d'images. Un protestataire haut en couleur. (Editions Saint-Germain-des-Prés, 96 pages, 25 F.)

**JEAN-LUC MAXENCE** : « Croix sur table ». Un poète de vingt-neuf ans, qui mélange le gauchisme rayeur, la foi chrétienne et le somnambulisme. (Editions Saint-Germain-des-Prés, 80 p., 24 F.)

**DANIEL BOULANGER** : « Trelire ». Des instantanés graves et malicieux. (Gallimard, 136 pages, 24 F.)

**JACQUES PREVERT** : « Grand bal du printemps, suivi de Chances de Londres ». La réédition de ces poèmes-filigranes, de ces poèmes-voyages permet de retrouver la tendresse narquoise d'un complice de la vie. (Gallimard, 158 pages, 29 F.)

### CHRONIQUES

**LOUIS NUCERA** : « Le Roi René ». A travers l'évocation du champion cycliste René Vietto, et les souvenirs nostalgiques d'une « lanterne rouge », des réflexions de moraliste sur l'art du vélo et l'art du stylo. (Le Sagittaire, 128 p., 21 F.)

**JACQUES LACARRIERE** : « L'été grec ». Une Grèce des profondeurs décapée des images trompeuses. Un titre bon comme le vin et le pain. (Flon, 416 pages, 50 F.)

### BIOGRAPHIES

**JEAN ORIEUX** : « La Fontaine ou la vie est un conte ». La nonchalance, l'indulgence, l'âme tendre du joubertiste porté par son plaisir, ses émotions et ses amitiés. (Flammarion, 694 p., 85 F.)

**JEAN CHALON** : « Portrait d'une éducatrice ». La résurrection de Nathalie Barney, qui fut « l'Amazone » de Remy de Gourmont. (Stock, 360 p., 42 F.)

### FANTASTIQUE

### SCIENCE-FICTION

**FRANÇOISE MARTENON** et **ROLAND STRAGLIATI** (éd.) : « De l'autre côté de la porte ». Deux auteurs choisis par votre intention par les deux meilleurs spécialistes du genre. (Casterman, 348 p., 35 F.)

**GERARD KLEIN** (éd.) : « En un autre pays ». Une anthologie de nouvelles françaises : du noir avec Topor, du chatoignant avec Demuth, du cérébral avec Drode, du sensuel avec Curjel, etc. (Seghers, 320 p., 39 F.)

**JEAN PIERRE ANDREVON** (éd.) : « Retour à la Terre 2 ». Encore une anthologie française. La science-fiction revient sur Terre pour annoncer la fin du monde. Le grand frisson. (Denoël, 256 p., 14,50 F.)

**RICHARD GEIS** : « Défense de coucher ». De la pornographie humoristique. Pour rire sur la plage. (Champ libre, 206 p., 28 F.)

**PHILIP WYLLIE** : « La fin du rêve ». Par le doyen des auteurs américains, la fin du rêve américain et du rêve humain. Un goût de cendres. (Opta, 260 p., 39 F.)

**NICOLAS RUAUT**  
**GAZETTE**  
d'un  
Parisien  
sous la  
Révolution

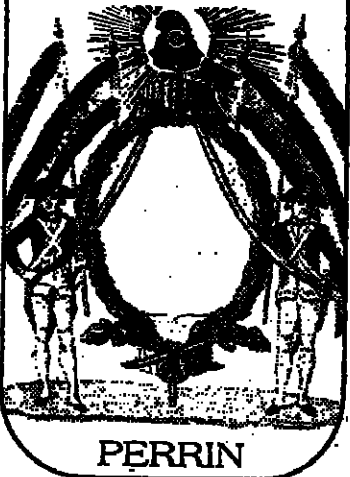
Lettres à  
son Frère  
1783-1796

«Un témoignage  
exceptionnel...  
un ton de libéré rare  
aux plus dangereux  
moments.»

GINETTE  
GUITARD-AUVISTE  
"LE MONDE"

«...Un document  
étonnant.»

JEAN MISTLER  
de l'Académie française  
"L'AURORA"



PERRIN

هكمان الأصل

LA  
SOLITUDE  
ET LA  
PUSSANCE

Bénie  
sois-tu  
prison!



37.1.11.11.11

# les vacances

Une sélection

**GENE WOLFE** : « La Cinquième Tête du Caribou ». Précieux et raffiné. A déguster à petites gorgées. (Gallimard, 200 p., 24 F.)  
**J.-G. BALLARD** : « L'Éléphant ». Une guerre civile dans un grand ensemble. Déroulé de petit-père prophétique. (Calmann - Lévy, 232 p., 33 F.)  
**PHILIPPE CORREIA** : « Cette chère humanité ». Pince-sans-rire et sensibilité, une imagination échevelée. (Laffont, 206 p., 35 F.)

**Romans destinés : Cabu** : « Mon beau ». Monsieur Prudhomme (version 1976) va par noter nouveau Daurier. (Édit. du Square, 88 p., 29 F.)



## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

**ALFRED CARPENTIER** : « Concorde baroque ». La rencontre dans la Vieillesse de XVIII<sup>e</sup> siècle d'un grand seigneur mexicain et de l'Inde. (Gallimard, 120 pages, 22 F.)  
**NARAIYA BARANSETHA** : « Une semaine comme une autre ». Huit jours de la vie d'une femme soviétique. (Édition des Femmes, 225 pages, 32 F.)  
**JULIO CORTÁZAR** : « Océano ». Huit nouvelles dans la manière de l'écrivain argentin : la fantastique quotidienne. (Gallimard, 174 p., 24 F.)  
**KNUD HAMSUN** : « Le Dernier Chapitre ». Un roman, le rêve et la mort, par un écrivain norvégien né en 1859 et mort en 1952, prix Nobel de littérature en 1920, et qu'on redécouvre ici. (Calmann - Lévy, 326 pages, 43 F.)  
**PETER HANDEKE** : « La Courte Lettre pour un long adieu ». Handke en Amérique. (Gallimard, 192 pages, 30 F.)  
**HERMANN HESSE** : « Les Prêtres du soleil ». Nouvelles inédites par l'auteur de « Le Loup des steppes », redécouvert par l'Amérique. (Calmann - Lévy, 226 pages, 35 F.)  
**GYORGY KONRAD** : « Les Fondations ». Récit - poème - pamphlet. Un Hongrois de quarante-trois ans considère le monde. Une très forte personnalité. (Le Seuil, 221 pages, 32 F.)  
**YACHAR KEMAL** : « Mémento le facon ». La suite de « Mémento le monde ». Épigues, ironiques, turs. (Gallimard, 522 pages, 49 F.)  
**AMOR KENAN** : « Holocauste II ». Le destin d'Israël traité dans un conte fantastique et baroque. (Flammarion, 181 pages, 10 F.)  
**WYCLIFF GOMBROWICZ** : « Transatlantique ». Une satire bouffonne de l'émigration polonaise en Argentine. Du cynisme intelligent. (Denoël, « Lettres nouvelles », 219 pages, 48 F.) À séparer par le second tome du journal (1957-1960) pour

savoir Gombrowicz dans sa grande dimension. (Denoël, 260 pages, 69 F.)  
**D. H. LAWRENCE** : « Le Serpent à plumes et autres œuvres méconnues ». La parole la moins connue de Lawrence. (Stock, 755 p., 54 F.)  
**LEONARDO SCIASCIA** : « Todo Modo ». Le roman policier et la politique à l'italienne (« Lettres nouvelles »), Denoël, 188 p., 36 F.)

## ESSAIS

**RAYMOND ARON** : « Penser la guerre : Clausewitz ». Au-delà de l'œuvre du célèbre théoricien militaire, les répercussions qu'elle eut du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle soumises à la clarté aronienne. Admirable, mais difficile. (Gallimard, tome I « l'âge européen », 470 p., 58 F.; tome II « l'âge planétaire », 365 p., 56 F.)  
**JEAN HERMARD** : « L'Homme changé par l'homme ». Un traité de bon sens et de connaissances en faveur de l'espèce humaine. Des questions et des mises en garde. (Buchet-Chastel, 230 p., 39,80 F.)  
**GEORGES HOUARDIN** : « Le Malheur innocent ». L'expérience et les réflexions d'un

père dont la fille est une « trisomique ». Pour l'esprit autant que pour le cœur. (Stock, 226 p., 35 F.)  
**JEAN-FRANÇOIS REVEL** : « La Tentation totalitaire ». Les obsessions, les amertumes et les paradoxes de l'auteur de « Ni Marx ni Jésus devant la gauche ». (Laffont, 376 p., 39 F.)  
**JEAN ZIEGLER** : « Une Suisse au-dessus de tout soupçon ». Derrière la Croix-Rouge et le chocolat, une classe dirigeante colonisée par les « multinationales ». (Seuil, coll. « Combats », 177 p., 25 F.)  
**CENSOR** : « Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie ». Un grand texte politique dans la lignée de France, par le situationniste Gianfranco Sanguinetti, qui a pris un masque de bonaparte cynique et le pseudonyme de Censor. (Champ libre, 187 p., 29 F.)  
**MAURICE CLAVEL** : « Dieu est Dieu, nom de Dieu ». Un pamphlet très discuté contre l'Église d'aujourd'hui. (Grasset, 308 p., 36 F.)  
**BERTRAND DE JOUVENEL** : « Des vagues pénitentes sur la société inflationniste ». (Payard, 206 p., 39 F.)  
**AURELIO PECCI** : « La Qualité humaine ». La foi du fondateur du Club de Rome contre les dogmes et les différences. (Stock, 256 p., 55 F.)

## HISTOIRE

**GUY CHAUSSINAND-NOGARÉ** : « La Noblesse au XVIII<sup>e</sup> siècle ». L'historiographie classique de la noblesse française pourfendue allégrement par un chercheur armé de chiffres et de documents. (Hachette, 239 p., 37 F.)  
**RICHARD COBB** : « La Protestation populaire en France ». Un historien d'Oxford conteste avec verve les vues d'Albert Soboul sur les sans-culottes. (Calmann - Lévy, 321 p., 49 F.)  
**PANIA FENELON** : « Sauts pour l'orchestre ». Trouvés deux ans après, les souvenirs surmoulés et lucides, tendres et cruels, d'une déportation pas comme les autres dans l'univers d'Auschwitz - Birkenau. (Stock, 397 p., 45 F.)  
**JACQUES MARTIN** : « Le Rends-vous américain ». Correspondance et journal inédits, 1883-1893. Un écrivain français dans la République américaine. (Plon, préface de F.-G. Slaughter, 308 p., 49 F.)  
**CLAUDE NICOLET** : « Le Métier de citoyen dans la Rome républicaine ». Pourquoi, en parcourant la formule d'aujourd'hui, nous sommes tous des citoyens romains. (Gallimard, « Bibliothèque de l'histoire », 544 p., 75 F.)  
**NICOLAS RUAUULT** : « Gazette d'un Parisien sous la Révolution ». Un « honnête homme » voltairien vit et consigne, dans une correspondance aujourd'hui retrouvée, la grande Révolution. Du jugement et du style. (Librairie académique Perrin, 544 p., 62 F.)  
**JACQUES SOLÉ** : « L'Amour en Occident à l'époque moderne ». Éloquence, souriante et retenue, une histoire de l'amour au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Albin Michel, 320 p., 39 F.)

Richard Martin Stern

## LA SOLITUDE ET LA PUISSANCE

Un livre saisissant et fort dans la tradition des grands romans littéraires américains.  
en vente chez votre libraire **Trévise**

NICOLE VALERY

## Bénie sois-tu prison!

«Une ancienne détenue politique en Roumanie évoque l'ascèse morale que lui a procuré sa loi à travers l'épreuve» **LE MONDE**

PLON

Collection LES ABYSSES  
Bela Granberger  
J. Chasseguet-Smirgel  
**Freud ou Reich ?**  
«Les deux grands éveilleurs de notre siècle»  
TCHOU

# LES LIVRES DE VOS VACANCES



## documents récits

**MUHAMMAD ALI LE PLUS GRAND**  
L'autobiographie passionnante et passionnée du plus grand boxeur de ce temps. Une histoire pleine de rires et de larmes, de terreur et de courage, de drames et d'espoir. Le lecteur en sort KO.

**JOSÉ CABANIS LES PROFONDES ANNÉES**  
Un garçon de 17 ans en 1940 : la guerre est là, l'amour, et l'échec au bac. Il note au jour le jour. Trente ans après, l'homme reprend ses cahiers et se confronte à sa jeunesse.

**JEAN GIONO LES TERRASSES DE L'ILE D'ELBE**  
Giono chroniqueur, c'est un défi, un festin. Le bonheur d'écrire, la joie de conter lui possèdent l'auteur du « Hussard sur la loi », lui inspirent mille histoires, de vrais petits romans.

**EMMANUEL LE ROY LADURIE MONTAIGLOU, VILLAGE OCCITAN**  
Un succès sans précédent. Retrouvée par un grand historien, la chronique intime d'un petit village de l'Ariège, au temps de l'inquisition. Tous les secrets de ces gens qui vivaient six siècles avant nous.

**ALFRED MAX SIBIRIE, RUÉE VERS L'EST**  
Un document de première main sur la partie méconnue et la plus riche, de la Sibirie. Par moins 70°, Alfred Max a vu naître une planète où l'homme invente une nouvelle façon de vivre.

**PIERRE MENDES FRANCE LA VÉRITÉ GUIDAIT LEURS PAS**  
Pierre Mendès France rend hommage aux hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui qu'il estime, et qu'il admire. Une leçon de rigueur et une source d'espoir pour la République de demain.

**JEAN D'ORMESSON AU REVOIR ET MERCI**  
Le cadavre d'un « Au plaisir de Dieu » était un recueil de souvenirs imaginaires. Voici le portrait d'un homme malade qui un auteur passionné et digne de sa famille, de son temps.

**LOUIS PAUNFELS BEAUMIROCH L'ADAMANT**  
Dans un snack-bar des Champs-Élysées, l'auteur et son ami le mathématicien Beaumiroch discutent librement du présent et de notre futur. Humour et profondeur alternent dans ce dialogue moderne. Neige de l'histoire.

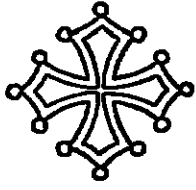
**CLAUDE ROY SOMME TOUTE**  
Les Mémoires d'un grand témoin de l'histoire de France. Certains repères, l'histoire, Claude Roy a vécu. À travers les moments les plus importants de sa vie, il a changé de visage. Des rencontres, des portraits, inoubliables.

**ARMAND SALACROU DANS LA SALLE DES PAS PERDUS**  
TOME II. AMOUREUX  
1927-1940. L'après-guerre et la guerre. Le théâtre dans une grande époque. Des portraits inoubliables. Mais le premier rôle, dans ce nouveau volume du grand romancier, est évidemment réservé à l'Amour.

**GASTON VEDEL LE PILOTE OUBLIÉ**  
Gaston Vedel, c'est comme Saint-Ex et Mérimé, un pionnier de l'aviation. Il a formé l'aviation du Régime, participé à la guerre d'Espagne, à la Résistance, à la libération des médecins SS. Une vie marquée par l'aventure, le courage et la chance.

# GALLIMARD

## GASTON BONHEUR la croix de ma mère



... "Cet amour profond du pays, des horizons, du passé, de la terre, qui est le vrai bonheur de Gaston, et de son livre."

MATTHIEU GALEY "L'EXPRESS"

"La Croix de ma mère" est un des rares romans de notre époque entièrement fondé sur l'amour."

KLEBER HAEDENS "LE JOURNAL DU DIMANCHE"

"La Croix de ma mère" est né d'un album inépuisable de nostalgies, de tendresses, d'espérances et de fidélités."

"PARIS-MATCH"

"Une fois le livre refermé, il me semble encore tout bruisant du chant des cigales, des murmures des ruisseaux, des angelus du soir."

JEAN MISTLER, de l'Académie française "L'AURORA"

"La Croix de ma mère" est, autant qu'un roman, un rêve traduit et peint dans les couleurs les plus vives. L'auteur y a mis à la fois toute sa passion et toutes ses passions."

JEAN BOURDIER "MINUTE"

JULLIARD

### Une sélection

#### SCIENCES HUMAINES

DAVID COOPER : « Grammaire à l'usage des vivants ». — L'itinéraire d'une révolution psychique pour atteindre par l'un des chemins anti-psychiatriques : l'irrité ou séduite, sans demi-mesure. (Seuil, 160 p., 25 F.)

SIGMUND FREUD ET CARL GUSTAV JUNG : Correspondance 1906-1913. — Des origines à la rupture, les lettres échangées par le fondateur de la psychanalyse et son premier disciple schismatique. Un document exceptionnel sur l'histoire du mouvement analytique. (Gallimard, « Connaissance de l'inconscient », 2 vol., 268 p. et 416 p., 149 F les 2 volumes.)

TEOMAS SZASZ : « Fabrique la folie ». — L'œuvre maîtresse du psychiatre américain contestataire et contesté. (Payot, 348 p., 62,50 F.)

GERARD GENET : « Mimologie ». — D'où viennent les mots ? Une question primordiale, une réponse de premier ordre. (Le Seuil, collection « Portiques », 433 p., 55 F.)

#### PHILOSOPHIE

JEAN-TOUSSAINT DESANTI : « Le philosophe et les pouvoirs ». — Des entretiens du grand épistémologue avec Pascal Lainé et Blanche Barret-Kriegel sur le rapport de la philosophie et des sciences au jour d'hui. (Gallimard-Lévy, coll. « L'ordre des choses », 226 pages, 34 F.)

JEAN GUITTON : « Journal de ma vie ». — L'œuvre maîtresse d'une vie de philosophe à la recherche de son unité (Desclée de Brouwer, 2 vol., 48 F chacun.)

MICHEL KENNY : « Marx ». — Une lecture minutieuse de toute l'œuvre de Marx, qui aboutit à des conclusions philosophiques paradoxales. (Gallimard, « Bibliothèque des idées », 2 vol., 488 pages chacun, 150 F les deux.)

GUY LARDREAU ET CHRISTIAN JAMBERT : « L'ange ». — A quelles conditions la révolution ne sera-t-elle pas du semblant ? La réponse de deux

## LECTURES POUR LES VACANCES

anciens dirigeants maoïstes constitue l'un des essais les plus controversés de cette année. (Grasset, coll. « Figures », 240 pages, 35 F.)

#### DOCUMENTS

HEDRICK SMITH : « Les Russes ». — La vie de tous les jours en Union soviétique par l'ancien chef de bureau du New York Times à Moscou. (Belfond, 508 p., 49 F.)

JOHN BERGER et JEAN MOHR : « Le Septième Homme ». — Sur la misère des travailleurs immigrés, un reportage-poème plus convaincant que toutes les sociologies. (Maspero, coll. « Voix », 256 p., 40 F.)

CATHERINE GIPOLON : « Qui Jin ». — L'œuvre traduite et commentée d'une jeune chinoise de Louis Michel, décédée en 1967 pour sa lutte pour l'émancipation féminine. (Editions des femmes, 303 p., 35 F.)

PATRICK WALDBERG : « Les Demeures d'Hyphos ». — Un recueil multiple du surréalisme total : peinture et poésie. (Edition de la Différence, 6, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-4, relié, 528 p., 514 illustr., 270 F.)



Bande dessinée. — Götlibec — « Khââ Lovely », — le prince de la décision, l'annonce des domaines imprévus : la pornographie, la scatologie, le surréalisme et quelques autres. (Ed. Audio, 1, rue Claude-Matrat, 92130 Issy-les-Moulineaux, 48 p., 17 F.)

## Nos collaborateurs ont publié en 1976

#### Romans

JOSANE DURANTEAU : « Les Petits Carnets de M. Billon ». — La mort d'une mère dans un jeu d'ombre et de lumière. (Gallimard-Lévy, 224 pages, 26 F.)

JEAN-PIERRE QUELIN : « A Paris ». (Hachette, 216 p., 32 F.)

politiques » (Albin-Michel, 180 pages, 22 F.)

#### Géographie

PAUL CLAVAT : « Éléments de géographie économique » (Éditions Génin, 350 pages, 78 F.)

#### Guides

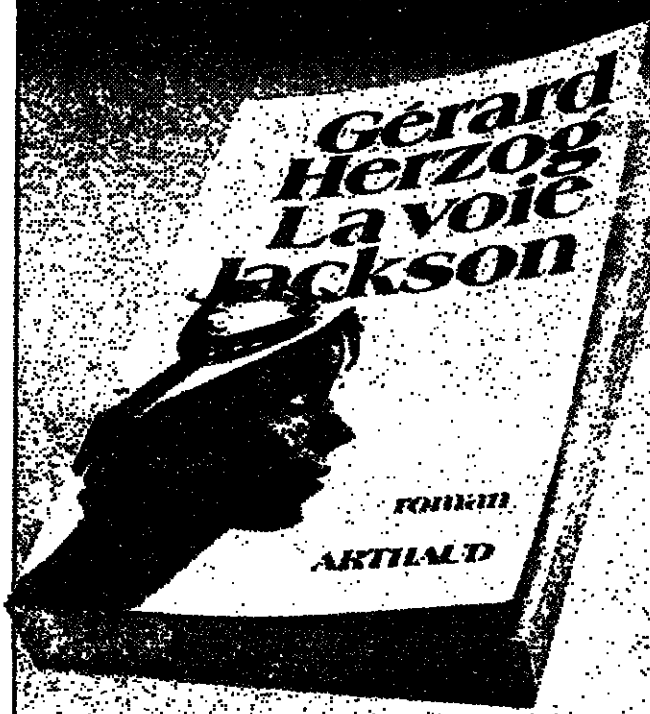
JEAN-PIERRE QUELIN : « A Paris » (Hachette, 216 p., 32 F.)

#### Histoire

DOMINIQUE DESANTI : « L'année où le monde a tremblé » (1947) (Albin-Michel, 390 pages, 39 F.)

CLAUDE JULIEN : « le Rêve et l'Histoire — Deux siècles d'Amérique » (Grasset, 368 pages, 52 F.)

## Le livre de l'été



### UN GRAND ROMAN POUR TOUS

Des personnages brutaux, tendres et héroïques. Un suspense constant en pleine nature. La glace, la neige, le rocher, cinq hommes et Jackson.

312 pages 42 F

ARTHAUD

TAHAR BEN JELLOUN : « Les amandiers sont morts de leurs blessures ». (Maspero, 263 pages, 35 F.)

DU MÊME AUTEUR : « La Mémoire future ». Anthologie de poésie du Maroc. (Maspero, « Voix », 215 pages, 38 F.)

RUBERT JUIN : « le Cheval bleu ». (Éditions Rougerie, 11, rue des Sapeurs, 87000 Limoges.)

RUBERT JUIN : « Lectures du dix-neuvième » (320 pages, 12 F, U.G.E.).

Documentaire PHILIPPE DECHAELE : « Lettres de l'Afrique atlantique ». (Nouvelles Éditions africaines, B.P. 260, Dakar.)

PIERRE-MARIE DOUTRELANT : « les Bons Vins et les autres ». (Le Seuil, 256 pages, 35 F.)

CLAUDE DURIEUX : « la Télécratie ». L'univers de la T.V. (Éditions Téma, 192 pages, 30 F.)

J.-C. GUILLEBAUD : « les Confessions de l'Empire ». Les dernières possessions françaises. (Le Seuil, « Histoire immédiate », 320 pages, 39 F.)

DOMINIQUE POUCHIN : « Portugal : quelle révolution ? ». Entretiens avec Mario Soares. (Gallimard-Lévy, 256 pages, 57 F.)

Essais JEAN-JACQUES BARLOY : « le Bon, la Bête et le Chasseur ». (Stock, 400 pages, 45 F.)

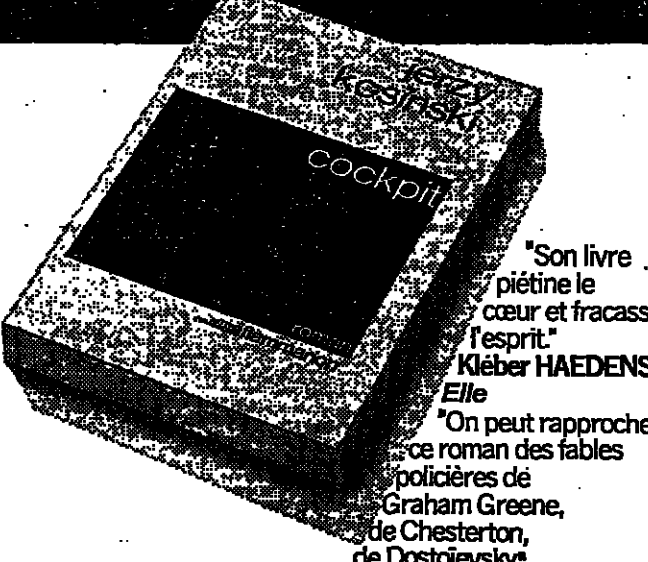
JEAN-MICHEL PALMIER : « Berliner Requiem ». Le Berlin de l'expressionnisme à travers le Berlin d'aujourd'hui. (Éditions Gallée, 288 pages, 44 F.)

ALFRED SAUVY : « l'Économie du diable ». Une entreprise de dévastation à propos du chimisme et de l'inflation. (Gallimard-Lévy, 248 pages, 33 F.)

PIERRE VIANSSON-PONTE : « Lettre ouverte aux hommes

### "UN ROMAN D'ESPIONNAGE A LA DOSTOIEVSKI"

Flammarion.



"Son livre piétine le cœur et fracasse l'esprit." Kleber HAEDENS. Elle

"On peut rapprocher ce roman des tables policières de Graham Greene, de Chesterton, de Dostoïevski."

Robert KANTERS. Le Figaro

"Un superbe rituel de barbarie esthétique où Kosinsky renouvelle le vieux thème de l'agent secret." Jacques CABAU. L'Express

Cockpit de Jerzy Kosinski chez Flammarion. Broché, 272 pages, 35 F

CERTAINES QUALITÉS DE VACANCES

denoël

DES 4 JURYS  
Jean Fougère  
LES messagers  
GALLIMARD

مكتبة الأصيل





nt publié en 1976

ROMAN DE SPIONNAGE

STOKHOLM

de l'ère

de l'ère

JUDITH

denoël

# DEUX ANTONCONFOR MISTES

## MAIGRET REPORTER

\* A LA RECHERCHE DE L'HOMME NU ET A LA DÉCOUVERTE DE LA VÉRITÉ, de Georges Simenon, deux tomes 10/18, 446 pages, 15 F. chaque volume.

« L'Épave de l'Atlantique », dit Simenon, l'explique. Alors, pourquoi tous ces voyages ? Pourquoi ce septuagénnaire, qui vit aujourd'hui calé dans son trois-pièces-cuisine, a-t-il sillonné le monde, durant dix ans ? Pour une raison exactement inverse à celle qui fait courir le touriste, par désir de retrouver, aux antipodes son semblable, son frère, « l'homme nu ». Indifférent aux paysages, aux curiosités, Simenon préfère l'envers du décor au devant de la scène et les machinistes, les figurants aux vedettes. Il ne visite pas, il s'intègre, ne découvre pas mais reconnaît, vérifie, recense la réalité. Il est partout chez lui, de plein-pied avec tous ceux qu'il approche et qu'il juge à l'aune de la condition humaine. On dirait que, pour ne pas effaroucher autrui, il met son génie en veilleuse, comme si ce génie n'avait justifié pour singularité de brûler à feu doux, sans détonner ni crépiter, de s'insérer au cœur de la vérité pour l'écarter de l'intérieur. Et le style aussi chemine, à ras de terre, épouse la banalité des êtres et des choses. Aucun aveu, n'étonne Simenon, aucun silence ne réveille au sien, ce charge, qui s'imbibe des secrets les plus gardés.

Une telle simplicité déroute les uns, scandalise les autres. Dans sa galerie de portraits, « Du vinaigre sur les huiles » (1), Philippe Bouvard affiche de « la pitié pour le père de Maigret qui, malgré une fortune qui se compte en milliards, n'a pas réussi à être heureux et même une existence de petit retraité entre un magnétophone où il écoute ses confidences et un gouvernement aussi primaire que barbare ». Gageons que s'il y a, pour Bouvard, un mystère Simenon, il n'y a pas, pour Simenon, de mystère Bouvard. Ni l'argent, ni la gloire, ni même la solitude, n'ont jamais volé la clairvoyance du premier.

Son détachement, sa méfiance à l'égard des séductions du monde et des valeurs consacrées, ont imposé à l'apollinien Simenon une forme d'engagement. Des romans aux mémoires en passant par les reportages, toute l'œuvre, en dépit de son pessimisme, rapporte de solidarité. Renversant l'échelle sociale, elle donne aux « petites gens » retraités compris, l'avantage sur les gros. Pas un avantage moral, seulement une sincérité, une authenticité supérieures. C'est la revanche de ceux qui n'ont pas, ou qui n'ont plus, les moyens de tricher. Et qui trouve-on, au comble du dénuement ? Le nègre. Simenon ne pouvait donc être que farouchement anticolonialiste.

### L'Afrique vous dit merde !

Parti pour l'Afrique en 1952, sans idée préconçue, il tombe sur une situation sans rapport avec l'image d'épave qu'il a eue en métropole. Avant même d'avoir débarqué, le sort de la cargaison noire qui voyage à fond de cale lui en apprend long sur la mission civilisatrice des Blancs. A terre, il étudie trois systèmes d'exploitation, anglais, belge et français. Le système du premier, le paternalisme du second, l'impérialisme du troisième, lui semblent pareillement voués à l'échec. Et il estime que c'est bien fait. Ainsi doivent finir ceux qui privent l'homme de sa dignité. Lassé des administrateurs, Simenon s'enfonce dans la forêt, en quête de sauvages « pervers et candides ». D'une plume sèche, il tire de ses rencontres, de ses déceptions, une série d'articles pour les lecteurs de l'hebdomadaire *Voltaire*. Il met en garde l'amateur d'aventures, impatient de se lancer, « avec sa valise ornée de ses initiales et son casque de l'âge, à l'assaut de

ce continent créé pour des mammoth et autres animaux géants ». Il lui signale que, « depuis des générations, les indigènes ont tenu médullosément compte de chaque coup de fusil ou de chicotte », et il conclut : « L'Afrique vous dit merde ! »

Ce franc parler déplaît en haut lieu. Simenon prétend qu'en 1956 le gouvernement du Front populaire lui refuse les visas nécessaires à une seconde expédition dans les colonies.

A l'Afrique succède le Grand Nord, au Spésart, Tahiti, et les vagues se terminent par une confortable traversée des Etats-Unis, en voiture, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Nulle part Simenon ne découvre cet « homme nu » sous le patronage duquel il place un de ses recueils de reportages, mais il trompe sa faim en croquant ses compagnons de route. Et, lorsqu'il a la dent dure, c'est un régal, un massacre de lieux communs et d'idées reçues. Non, les voyages n'apprennent pas aux gens à mieux se connaître, ni ne développent l'esprit de tolérance. Comme certains petits vins de pays, l'homme de la rue supporte mal le transport. Le chauvinisme s'aggrave, le bon sans s'évapore et « chacun en vient à brandir le flambeau de sa propre civilisation ». En collectionnant les perles que émettent les carnaves de touristes, Simenon soupire : « Il y a des moments où je voudrais être guide pour avoir le droit de mépriser mes semblables ! »

### Le retour au carré de choux

Mais il sait qu'il fait partie du lot, que sa prudence, sa modestie, masquent une ignorance égale à celle de ses compatriotes cocardiers. Maigret seul a le génie : son créateur s'applique à l'imiter. En 1954, il mène l'enquête en France, pour le compte de Paris-Soleil, qui l'a chargé d'étudier l'affaire Stavisky avec l'aide d'un Sherlock Holmes britannique et du fils de Gaston Leroux. Tandis que ses collègues mobilisent tout l'arsenal scientifique, Simenon court les bars de la place de l'Étoile. Sa méthode : « S'implanter dans un milieu suspect, renifler l'atmosphère, enregistrer les moindres détails », et dresser sur une feuille de papier un minutuel calendrier des événements. Le résultat ? Soyons indulgents, le célèbre commissaire aurait échoué, lui aussi, si ce n'était que par hasard, pour ne pas se brûler les doigts dans un scandale qui compromettrait trop de gros bonnets.

« Les gens vraiment dangereux portent en général le smoking », vous dira Simenon qui, pour sa part, préfère le cuir de marin. Ses meilleures pages, il les écrit sur le bateau qui les promène d'un canal à l'autre, lui, en femme, sa cuisinière et son chien. Le vol vraiment dans son élément, approchant, en douce, les pêcheurs à la ligne, discutant avec les écoliers, trinquant dans les cafés des ports. Il s'enchaîne de toucher du doigt une sagesse aussi simple, aussi humble. Et lorsque, au plus noir de la crise, un journal lui demandera d'évaluer le fléau, c'est vers la France paysanne qu'il se tournera pour mesurer les dégâts et entrevoir la sortie du tunnel. Pouladière ? Oui, sans doute, il le devient parfois, pour dénoncer « ces étrangers qui n'ont rien à faire chez nous », ou pour entonner le refrain : « C'est la faute à l'impérialisme ». Mais lorsqu'il s'entretient avec les viticulteurs en colère, les ouvriers en chômage ou les étudiants en révolte, son témoignage nous atteint en direct, par-delà plus de trente années.

Lui reprocherait-on de n'offrir à « ce monde malade » que des remèdes de bonne femme ? Le retour à l'artisanat, à la terre, voire au carré de choux ? De s'enfermer dans la méditation qu'il prétend « synonyme de civilisation » ? De ne pas croire au bonheur ? « Je ne suis qu'une éponge », répondra-t-il ; j'absorbe les souffrances des petites gens, mes semblables. »

GABRIELLE ROLIN.

(1) Editions Stock, 280 pages, 38 F.

## SOUS LES PLIS DU DRAPEAU NOIR

### Libertad, ce signe de contradiction

\* LIBERTAD, « LE CULTES DE LA CHAROGNE », et autres textes choisis et présentés par Roger Lantier. Biographie, Bibliographie. Editions Gallimard, 355 p., 25 F.

LES enfants trouvés n'ont pas de nom. A eux de s'en faire un. Albert Joseph, né voici cent ans (le 24 novembre 1875 à Bordeaux), de père et de mère inconnus, fils naturel, a-t-on dit, d'un prêtre (ce qui ne manquerait pas de se), s'évade successivement du lycée où l'a placé l'Assistance publique, de l'hospice. A vingt-deux ans, déboulant vigoureusement (c'est une sorte de colosse infirme), il débarque à Paris.

Déjà anarchiste, et déjà surveillé par la police (il le sera toute sa vie), il s'est choisi un nom : Libertad. Ce nom, ses luttas, sa mort sont inséparables de cette haute époque de l'anarchie française qui va de 1880 à 1910.

Le meilleur et le pire ont été écrits de lui : l'anarchiste par excellence ; un étrange cynisme ; un obsédé sexuel ; un agent provocateur au service de la police ; un « Diogenes ardent et volontaire ». C'est plutôt bon signe que d'être un signe de contradiction !

Même reprise complotaire par Aragon dans *Les Cloches de Bâle*, la thèse d'un Libertad policier résiste mal à un examen sérieux. Il a fasciné les femmes ; vécu avec Anna et Armandine Mahé, toutes quatre ardentes militantes anarchistes ; dédaigné d'inscrire ses enfants à l'école. En somme, il a mis des l'adolescence sa vie en accord avec sa pensée, son cœur avec sa tête. Ce n'est pas si commun.

### « J'aime la vie »

Homme complet ? C'est peut-être beaucoup dire. Homme multiple en tout cas, il est typographe et correcteur, mais aussi apôtre et tribun ; autodidacte et animateur des Cauterises populaires de la rue du Chevalier-de-la-Barre, ce « nid rouge » haï et redouté des bien-pensants ; écrivain et imprimeur ; jouisseur déclaré et rationaliste irréductible.

Il y a en lui beaucoup d'un Diderot jeune ; et beaucoup du Nèveu de Rameau. C'est un sensuel, qui écrit : « J'aime la vie. Je veux vivre... largement en satisfaisant les muscles faciaux tout aussi bien que ceux des mollets, la masse de mes reins comme celle de mon cerveau... Je veux aimer les femmes, ou la femme selon qu'il conviendra à nos désirs communs. »

Ce sensuel est aussi un intellectuel, qui revendique pour lui d'abord, et pour tous, le droit « d'admirer Rodin ou Manet... de feuilleter le bagage littéraire, artistique, qu'ont légué les hommes passés aux hommes présents ». Et surtout ce nouveau Diderot est, comme le premier, un implacable logicien : « La raison seule pousse jusqu'au bout. »

Suicidaire ? Certainement pas. Libertad n'est résigné à rien. « Je hais les résignés... » Et à la mort moins que les autres choses. Mais, en matière de suicide, coïncidant avec lui-même, il ne voit dans la mort, comme Lucrèce, comme Diderot, et comme Sade, qu'une dissolution de la matière, qu'une redistribution d'atomes réunis par le hasard. Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas de mourir, c'est de n'avoir pas vécu.

### L'homme à abattre

Et vivre, pour Libertad, aussi longtemps que la vie est refusée aux hommes qui l'entourent, c'est se révolter, c'est prêcher la révolte. Dès 1896, à vingt-trois ans, il collabore au *Libertaire*, puis au *Journal du peuple*. Sans doute s'y sent-il brimé dans sa verve de polémiste et sa logique d'éducateur : en 1905, il crée un hebdomadaire, *Anarchie*, organe de philosophie et d'action anarchistes.

C'est de l'*Anarchie* que sont tirés la quarantaine de longs articles (juillet 1905-juillet 1908) réunis par Roger Lantier, et qui méritent tous d'être relus. Le journal « marche » : il a cinq mille ou six mille abonnés à 10 centimes ; pour l'époque, et compte tenu de la floraison des feuilles anarchistes, c'est un succès.

Libertad est alors, partout : aux Cauterises populaires, dans les bars, dans les congrès, à l'atelier, écrivant, composant, corrigeant, tirant, vendant. On n'est que plus étonné de la vigueur intellectuelle et de la lucidité politique dont il fait preuve dans ces trois ans.

Intelligible, courageux, intelligent, l'homme est dangereux à l'heure où les présidents et les rois sont assassinés, où le 78<sup>e</sup> de ligne tire sur des grévistes à Limoges (1905), mais aussi

où le 17<sup>e</sup> met la croix en l'air à Béziers (1897). Légèrement, la République ne peut pas grand-chose contre lui. La liberté d'expression n'est pas un vain mot, que diable ! Mais la police a pris l'habitude de tabasser l'infirme chaque fois qu'elle le rencontre ; et, à l'occasion, de le traîner sur les marches des escaliers du vieux Montmartre.

A bout de forces, Libertad meurt à l'hôpital Lariboisière, le 12 novembre 1908, après une « rencontre » particulièrement rude. Il n'avait pas trente-trois ans.

### La machine à décerveler

Il est étonnant, et peu réconfortant, de constater à quel point sa pensée politique est restée actuelle. On croirait écrits d'aujourd'hui des propos sur le militarisme, l'électoratisme, le « productivisme », le syndicalisme, qui ont en fait soixante-dix ans, et sur lesquels sont passées deux guerres mondiales, le Front populaire et la Libération. Comme si, vraiment, l'histoire ne devait que répéter le même bégaiement.

Amoureux de la vie, l'anarchiste selon Libertad n'est pas un non-violent. Que les nantis commencent ! « Pas d'illusions. Si vous voulez que la force compose avec vous, il faut aussi que vous soyez forts et qu'on le sache... Sans quoi Clemenceau vous fera démonter par ses sbires que la politique du poing sur la gueule est la seule, à son avis, qui prévaille. »

Antimilitariste, il l'est évidemment. Mais il ne s'arrête pas aux raisons, aujourd'hui banales, d'un antimilitarisme de surface. « Non (écrit-il en 1905), l'armée ce n'est pas l'école de la débauche, ou si elle est tout cela, c'est bien le moindre de ses défauts... La vérité est plus grave : l'armée... n'est pas dressée en face de l'ennemi de l'extérieur ; l'armée n'est pas dressée en face de l'ennemi de l'intérieur ; l'armée est dressée en face de nous-mêmes, en face de notre volonté, de notre « moi ». Dans tous les pays soumis à la loi d'airain du profit, l'armée est d'abord une machine à décerveler. « Ce n'est pas de la chair à canon, à conscrire, qu'on veut faire de vous, c'est de la chair à obéissance. Ce ne sont pas surtout des soldats qu'on veut fabriquer, ce sont des électeurs, des ouvriers, des employés, des flics... »

Ouvrier (et si l'on veut, ouvrier intellectuel), Libertad ne cède pas au rêve avilissant d'une paresse irresponsable. « Je veux être utile, que vous nous soyez utiles... Oui, oui, je veux produire, mais je veux jouir ; je veux pétrir la pâte, mais



Dessin de Jossot in *Vendredi de bourgeois*. « Frolo est meublé domestique qui obéit aux bergers et aux chiens ».

manger du meilleur pain ; faire la vendange, mais boire du meilleur vin ; construire la maison, mais habiter de meilleurs appartements... »

C'est le « productivisme » avoué qui, pour Libertad, constitue, avec l'électoratisme, l'allié le plus sûr de la bourgeoisie au pouvoir. Les bergers syndicalistes et les bergers politiques de la classe ouvrière sont objectivement au service des possédants, quelles que soient la pureté de leurs intentions et les illusions qu'ils nourrissent.

Pour défendre « son » droit au travail, l'ouvrier acceptera, demandera, que ce travail soit détourné au profit des possesseurs du capital. « Qu'importe les gestes mauvais, les gestes infimes, les gestes empoisonneurs ? Il faut vivre. Et pour vivre, il faut travailler. Or travailler, c'est empoisonner, piller, voler, mentir aux autres hommes... Si tout à coup, la démonstration que l'abstinence, que le tabac sont des poisons, devenait évidente pour tous, on peut se demander si des milliers d'hommes qu'emploie l'industrie ne demanderaient pas aux autres hommes de continuer à s'empoisonner afin de les faire vivre. »

Que nous puissions, trois quarts de siècle plus tard, souscrire amèrement à tout ce qu'a écrit Libertad ; qu'il faille la voix de ce mort pour nous faire sentir la profondeur du tombeau que nous nous creusons, cela n'est pas à l'honneur de l'Occident.

JACQUES CELLARD.

## CORRESPONDANCE

### A propos de George Sand

A la suite de notre double page consacrée à George Sand le 4 juin, dans le *Monde des livres*, d'études sommitales de l'université de Grenoble, sous l'impulsion de deux sandistes éminents, M. J. Mullier et le regretté Léon Cellier : Hommage à G. Sand.

Presse universitaire de Grenoble, 1969 (recueil d'articles critiques et publication d'un inédit), et la *Presse universitaire de Grenoble*, P.U.G., 1976, actes d'un colloque tenu à l'université de Grenoble en octobre 1974, et entièrement consacré à G. Sand.

Mme Vienne ajoute ce qui suit à propos de Consuelo et du féminisme de George Sand : « Le personnage de Consuelo est une tentative unique, dans le roman, pour créer un nouveau mythe de la femme libre et accomplie, toutes les possibilités de son être. On y trouve aussi cette phrase, à propos des paysans de Bohême (mais ce sont en fait les paysans du Berry que Sand connaît bien) : « Elle ne vit plus dans tous ces bons cultivateurs que des sujets de la faim et de la nécessité ; les mâles enchaînés à la terre, oisifs de charmes et de beauté : les femmes enchaînées au maître, c'est-à-dire à l'homme, ôblés de la maison, servantes à perpétuité, et condamnées à un travail sans relâche au milieu des souffrances et des embarras de la maternité ».

Sand ne paraît avoir plutôt prêché d'exemple, si elle n'a pas vraiment « milité ». Et je m'étonne qu'on puisse la juger en cela inférieure à Marie d'Agoult (où prend-on d'ailleurs que Sand ait été la maîtresse de Liszt ? Marie le fut sans doute soupçonnée, mais elle soupçonnait toutes les femmes, et autant qu'on sache, ce ne fut qu'une amitié amoureuse. Et ce n'est pas la belle comtesse Arabella, elle, était furieuse que sa situation irrégulière lui eût fermé la porte des bons bourgeois parisiens de Genève, lors du voyage en Suisse de 1858. Ce dont Sand s'est toujours moquée éperdument. C'est à mon avis, le livre de Claudine Chonoz, chez Seghers, G. Sand, qui donne le point de vue le plus juste sur la situation de Sand comme femme et face aux problèmes des femmes.

## PRIX DES 4 JURYS

### Jean Fougère Les passagers

"Sous la forme romanesque, l'étude la plus fouillée, la plus précise, la plus complète que la littérature nous ait donnée du phénomène de la croisière."

Paul Guth

GALLIMARD

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

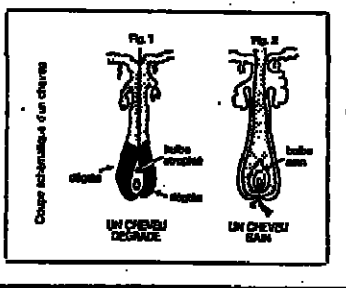
### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'atteintes du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvaise état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale, elle a mis au point des produits hypodermiques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFERENCE



### L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Etien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les



possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

### PARIS

4, rue de Castiglione (1<sup>er</sup>)  
Tél. : 260-38-84  
LILLE : 15, rue Faidherbe.  
Tél. : 51-24-13.  
BORDEAUX : 34, place Gambetta.  
Tél. : 45-06-34.  
TOULOUSE : 62, n. de la Pomme.  
Tél. : 23-29-84.





# ÉTRANGÈRES

... LE MONDE — 2 juillet 1976 — Page 21

UN REVENANT :

## PLATONOV

(Suite de la page 13.)

Le fragile Oumitchov épouse Fédorovna la farouche, tandis que Vermo, l'ingénieur, s'en ira en Amérique pour s'initier aux techniques nécessaires à la découverte du... bonheur.

### Sisyphes dans la steppe

L'œuvre de Platonov inquiète les ardeurs du talent, en service commandé, et l'élite des écrivains, déjà en 1929 donc, tout en reconnaissant le génie de son confrère, s'oppose à la publication de Tchénovour, son ouvrage essentiel : déferlement de fantasmes disparates, baroques, qui expriment l'itinéraire circulaire des personnages doréochobasques de l'idée abstraite, mal digérée de la Révolution jusqu'à l'antéchristisme et à la mort (3).

Egalement refusée, la *Fouille*, tout comme Tchénovour, a pour toile de fond la collectivisation forcée qui, après la NEP, plonge encore une fois le pays dans la désolation. C'est l'odyssée des gus et des illuminés creusant une énorme fosse pour y poser les fondements d'un édifice inutile et somptueux (4). Les héros de *Djann* et de *Makar pris de doute*, textes parus, aussi, à l'Age d'homme de Lausanne, poursuivent la même quête dont le but semble s'éloigner chaque fois un peu plus. C'est le mythe de Sisyphes repris par un Kafka de la steppe, c'est la saga du rêve messianique avorté.

Selon le poète Iossif Brodski, auteur de l'étude sur Platonov qui suit la *Mer de Jouvence*, l'écrivain se serait efforcé de répondre aux exigences du « réalisme socialiste », seule école littéraire licite en Union soviétique après 1930. De surcroît, il y aurait pleinement réussi.

Sa production ne satisfait-elle pas le critère national de la forme et le critère socialiste du contenu ? Même dans la perspective d'une esthétique aussi sommaire, il est clair que rien n'attache cette œuvre à la tradition classique russe. Platonov n'a pas de précurseur, il réinvente tout, le mythe, l'allégorie et même le langage. Quant à son contenu socialiste, ses écrits sont plutôt une réflexion tragique, nullement dédaignée, sur la censure qui existe partout entre le projet et la réalité.

EDGAR REICHMAN.

(3) Les Herbes folles, de Tchénovour, traduit du russe par Océla Leob, poète de Nikita Kravtchouk, Stock, 1972.

(4) La Fouille, traduit du russe par Jacqueline de Prévost, Éditions l'Age d'homme, Lausanne, 1974.

## Daniel Harms, une voix sauvée du silence

\* SONNER ET VOLER, par Daniel Harms. Textes traduits du russe et postface par Gelb Orman. Collection « Littératures soviétiques », Éditions Gallimard, 267 p., 42 F.

DANIEL HARMS était un personnage singulier, et qui avait du goût pour le spectacle. Il souhaitait bouleverser le théâtre et ses lois, mais il vivait sur des tréteaux imaginaires. Il n'avait pas la Kafka, auquel il fait songer. Il tient à Gogol pour le grincement ; à Bouilgakov pour la farfouille bédéc. Grand et mince, il se donnait l'allure d'un dandy à la fois pittoresque et solennel. Il arborait généralement une casquette, un pantalon de golf et une pipe.

Dans les premiers temps de la révolution, avant que ne soit réprimée la prodigieuse diversité de la littérature soviétique naissante, Daniel Harms ressemblait à un Russer Keston de l'avant-garde : il avait l'humour froid. Il était le chef de file d'un mouvement baptisé Oberion (association pour un art réel) où se retrouvaient des poètes comme Zabolotski ou des peintres comme Malévitch. Oberion veut innover en littérature, dans les arts plastiques, au cinéma et au théâtre. Au théâtre, Daniel Harms est à son affaire, et présente une pièce de son cru (ici reproduite) : *Elizabeth Bam*. La théorie de Harms, à laquelle, dans le cas présent, il veut être fidèle en tout, c'est que « le sujet d'une représentation théâtrale est théâtral » : de la même façon qu'un morceau de musique doit être essentiellement musical, c'est-à-dire appartenir à un discours particulier sur lequel il se fonde et qui est, strictement, le sien.

Autrement dit, ce que Daniel Harms, professeur du théâtre de l'abstrus, veut illustrer en écrivant *Elizabeth Bam*, c'est que le sujet scénique doit prendre dramatiquement le pas sur le sujet réel : « Nous pouvons dire seulement », écrit-il, « que notre but est de projeter sur la scène un monde d'objets concrets dans leurs relations réciproques et dans leurs collisions. » Les textes brefs, dans la rédaction Gesquèle, il exerce, prétendant obéir à cette même théorie — mais il y a, chez Daniel Harms, une étonnante compréhension du quotidien. Derrière ce qu'il écrit, il y a la mort, la solitude, l'indifférence de l'homme pour son semblable. Il désigne une sorte de vide que la

Révolution elle-même, qui se montre incapable de modifier les caractères, échoue à combler : « Un jour, un homme qui allait à son travail remonte en chemin un autre homme qui, ayant acheté un pain blanc, regardait ses pénalités. C'est toute l'histoire, à proprement parler... »

Lorsque, dans l'Union soviétique de 1925, différentes tentatives s'affrontèrent, et qu'il parut important au pouvoir politique de régenter le désordre (un désordre, à vrai dire, fécond — et souhaitable) qui régnait dans le monde des lettres, une partie importante d'entre les novateurs et les indépendants, d'entre les « modernes » et les représentants des diverses avant-gardes, fut vouée au silence, et mise en réserve pour les purges futures. Le triomphe de l'Association

russe des écrivains prolétaires (RAPE) dont devait, en 1932, naître la toujours souveraine Union des écrivains, sonna le glas non seulement du nouveau LEP (Front gauche de l'art) de Vladimir Maïakovski, mais de divers mouvements dont Oberion, qui cessa d'exister en 1930.

Finies les expériences, et finies les publications. Et la veuve de Daniel Harms n'avait pas veillé à la conservation de ses manuscrits, cette voix n'aurait jamais été sauvée de l'oubli. De 1930 jusqu'au jour de la mort de Harms, à la prison de Leningrad, le 2 février 1944, l'écrivain vécut dans le silence comme s'il avait été jeté, tout vivant, sous une pierre tombale. On lui fit la grâce, chichement, d'écrire de loin en loin pour les journaux d'enfants.

### « Saisir l'époque »

Il s'est défini dans une suite d'aphorismes datés de 1930, en écrivant : « Un seul homme pense de façon logique, plusieurs personnes pensent de façon folle. J'ai beau être seul, je pense de façon... folle. » Et encore : « J'écris des vers de haute gamme. » Beaucoup de ses poèmes se terminent par ces mots : « C'est tout », qui exorcisent le lyrisme et le mensonge. Les images se succèdent, tissant une poésie qui à sa propre réalité : les mots y deviennent des objets concrets, qui se rencontrent et rebondissent les uns sur les autres. Mais l'humour qui ressort de ce jeu des mots, de cette convocation de l'absurdité, crée une sensation étonnante d'authenticité. Daniel Harms dénonce les abus du discours rhétorique. Dans un texte où il met en scène deux de ses amis, les poètes Zabolotski et Schwarz, il médite sur l'expression contrainte : « saisir l'époque ». Il a tenté, avoue-t-il, de « saisir le moment », mais n'a réussi, ce faisant, qu'à casser sa montre.

« Saisir l'époque » est une entreprise tout aussi idiote. « Par contre, poursuit-il, il est différent

de dire : « Fixez ce qui se passe à ce moment donné. » C'est tout autre chose. Prenez par exemple : un, deux, trois ! Il ne s'est rien passé ! Et j'ai fixé un moment durant lequel il ne s'est rien passé ! J'ai parlé de cela à Zabolotski. Cela lui a beaucoup plu et il est resté toute une journée assis sur sa chaise à compter : un, deux, trois ! Et il constatait que rien ne s'était passé. Schwarz a surpris Zabolotski à cette occupation. Et Schwarz s'est lui aussi pris d'intérêt pour cette manière originale de fixer ce qui se passe à notre époque, étant bien évident qu'une époque est une accumulation de moments. » Il y avait là, en effet, de quoi faire s'étonner de rage les tenants de certains « réalisme-socialiste » avec ses « types positifs » en papier maché et carton-pâte ! Il fallait empêcher Daniel Harms de parler, et avec lui et ses pairs, réduire la littérature à la servilité. Ce qui fut fait ; et, pour Daniel Harms, se termina par un jour gris et sinistre dans une geôle à Leningrad assésée.

HUBERT JUIN.

### Romancier afrikaner

## André Brink, de la révolte au désespoir

\* AU PLUS NOIR DE LA NUIT, d'André Brink. Préface de Jean-Pierre Fauriol. Traduit de l'anglais par R. Fournier-Dupont. Stock, 267 p., 35 F.

Si la plupart des écrivains d'Afrique du Sud connaissent depuis longtemps les rigueurs de la censure et sont parfois même contraints à l'exil, il a fallu attendre 1973 pour que le livre d'un romancier afrikaner soit interdit par le gouvernement de M. Vorster. Cette discrimination s'explique fort bien quand on sait que les Afrikaners, descendants d'immigrants hollandais et de huguenots français chassés par la révolte de l'État de Nieuwe, se définissent en premier lieu par leur langue, l'afrikaans (1) et qu'ils ont pour accord à l'écriture un rôle prépondérant dans la défense et l'illustration de leur communauté calviniste longtemps minoritaire.

Avec le triomphe des nationalistes en 1948, l'émigration progressive de la politique d'« apartheid », une complicité entre l'intelligence et le pouvoir s'est peu à peu transformée en une sourde opposition dont la révolte des « Setlagers » (2) en 1960 et la condamnation du roman d'André Brink, *« Au plus noir de la nuit »*, quelques années plus tard, constituent deux étapes décisives. Le procès qui a été intenté à son auteur au nom de la moralité — le héros du livre entretient des relations sexuelles avec une Blanche et contrevenait ainsi à la loi de 1927 prescrivant le mariage des races — vise en fait le contenu politique de l'ouvrage et il reflète bien le malaise de l'État sud-africain.

Après avoir été membre de la « Ruiterswag », un mouvement d'extrême-droite opposé à la prédominance hollandaise, André Brink a progressivement évolué vers le libéralisme et il mène aujourd'hui de front une triple carrière d'universitaire, de romancier et d'homme de théâtre militant. Joseph Malan, son héros, est un comédien, et la couleur de la peau mise à part — c'est un métis, ce personnage de jeune indigène aux prises avec l'hydre de « l'apartheid » ressemble par plus d'un trait à son créateur. Ses études secondaires

échouées grâce à la générosité condescendante d'un riche fermier, Joseph Malan vient au Cap pour y poursuivre sa formation à l'université et, après un séjour à Londres, il décide de consacrer son théâtre à l'écriture. L'émancipation picturale de la troupe de comédiens qu'il entraîne à sa suite, dans une Afrique australe parfois inquiétante, permet à André Brink de nous brosser un tableau saisissant de l'oppression raciale, tandis que son héros franchit les ans après les autres les étapes d'un itinéraire intérieur qui va le conduire au désespoir absolu.

Dans ce pays totalitaire, l'homme de couleur n'a en effet pas d'autre alternative que l'exil, la soumission la plus abjecte ou la révolte de tous les instants. Dans le premier cas, il accepte passivement sa condition et, comme le Sigmund de Calderon, se condamne à vivre au pays des songes ; dans le second cas, il doit s'enrôler à tous les combats d'une société répressive qui ne ménage ni les brimades quotidiennes, ni les déportations arbitraires, ni même la torture pour réduire à sa merci tous ceux qui refusent le jeu de la ségrégation raciale.

Joseph Malan est de ceux-là. Parce qu'il préfère le combat révolutionnaire à l'impasse qu'enlèvent ex prêtrend vivre en homme libre, l'amour qu'il éprouve pour une jeune Anglaise libérale, le héros d'André Brink refuse ce pacte infâme et se condamne par là même au sacrifice. Il ne lui reste plus alors qu'à accomplir le long voyage au bout de la nuit, qui, de District Six aux « townships » (3) de Soweto, l'entraîne de misère et de violence, le conduira vers une quête existentielle de la vérité, au terme de laquelle il lui sera donné de renouer avec le destin tragique de ses ancêtres.

JACQUES CHEVRIER.

ALBERT MEMMI

## LA TERRE INTERIEURE

roman de l'homme blanc

GALLIMARD

## JEAN DEMÉLIER

## LA CONSTELLATION DES CHIENS

« Le livre s'impose par un certain ton, qui n'est qu'à l'auteur. »

Bertrand Poirot-Delpech  
Le Monde

GALLIMARD

### OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

#### OFFRE DE SITUATION

#### RESERVEE A DES ETUDIANTS

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE est responsable de la présence active de grandes publications et maisons d'édition dans le monde universitaire et scolaire.

Il assure ainsi une action permanente de publicité, de promotion et de vente d'ouvrages ou d'abonnements dans les universités et les lycées.

Il recherche pour renouveler en partie sa force de vente :

#### SON CHEF D'AGENCE A LYON ET A LILLE

(à plein temps)

- Il a 25 ans environ et une solide formation supérieure.
- Il est capable d'organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de l'agence, de recruter, diriger et animer une équipe de délégués étudiants salariés.
- Fixe + pourcentage : 50 000 F + annuels.
- Formation complète assurée.

#### SES CHEFS DE CENTRE A

GRENOBLE, MONTPELLIER, NANCY ET RENNES.

Qui pour une fonction similaire à celle d'un chef d'agence, pourront éventuellement poursuivre leurs études de troisième cycle en occupant leur poste.

- Fixe + pourcentage : 30 000 F + annuels.

#### SES CHEFS DE CENTRE A

AIX-EN-PROVENCE, AMIENS, BESANCON, BREST, CAEN, CLERMONT-FERRAND, CRETEIL, DIJON, LIMOGES, MARSEILLE, NANTES, NANTERRE, NICE, ORLEANS, ORSAY, POITIERS, ROUEN, REIMS, TOURS, VILLETANEUSE, VINCENNES.

Postes également accessibles à des étudiants poursuivant des études de second cycle.

- Fixe + pourcentage : 20 000 F + annuels.

Il sera répondu à toutes les candidatures - Prise de contact rapide - Stage, deuxième quinzaine d'août - Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> septembre 1976.

Adressez votre candidature (CV + photo) à :

Jeanne JAEGER - Réf. 101 - Service du Recrutement

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

15, rue Tiphaine - 75015 PARIS

## Le Monde de l'éducation

Numéro de juillet-août

### LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

Quelles sont les académies où les taux de réussite ou CAPES et à l'agrégation sont les plus élevés ? Quelle est l'importance des activités de recherche menées par les universités dans chaque discipline ? Quel établissement conseiller à un étudiant désireux faire des études de troisième cycle en sciences sociales ou en sciences humaines ? ...

La domination de Paris dans l'enseignement supérieur n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le croire.

#### Egalement au sommaire :

Une interview de Raymond Devos ; l'enseignement à Cuba ; les écoles de cirque ; la réforme de l'enseignement de l'économie ; les librairies pour enfants ; vacances pour les jeunes.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) :

50 F - Etranger : 68 F - Par avion : tarif sur demande.

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09. C.C.P. 4207-23.

« Cette collection s'est imposée comme l'une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE. »

### COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

## ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

## LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH  
Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Egypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe ancienne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des Lumières — La Civilisation de l'Amérique et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation hellénistique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle — Les Civilisations préhistoriques — CHAQUE VOLUME 700 à 900 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ 300 HEURES/COULEURS, CARTES ET PLANS

Souscrire à l'ensemble de la collection, s'est acquies sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION — 7, rue Pappe-Carpentier, 75006 PARIS

M. ....

Rue .....

Commune .....

Déclarer être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».









	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### BNP banque nationale de Paris

recherche  
POUR SON CENTRE  
DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION  
DE PARIS (18<sup>e</sup>)

#### DE JEUNES HOMMES

dégradés de leurs obligations militaires.  
Titulaires du D.U.T. d'informatique ou d'un  
Bac C, D, E ou H en vue d'une formation de  
TECHNICIENS DE L'EXPLOITATION.

- travail par roulement, 3 x 8 ;
- intérêt pécuniaire et technique certains ;
- formation au V.S. assurée.

Adresser curriculum vitae détaillé à :  
B.N.P. - D.P.O. EXPLOITATION,  
Annexe Barbès, 75450 PARIS CEDEX 09.

### UN JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

pour LABO TRAITEMENT DU SIGNAL

- Connaissances en analyse et en programmation FORTRAN.
- Connaissances de mécanique indispensables.

DISPONIBLE DE SUITE.  
Adresser C.V. détaillé à O.N.R.E.A.,  
29, av. de la Division-Lecteur, 92220 CHATILLON.

### emplois régionaux

### PROMOTION IMMOBILIÈRE

IMPOTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour  
BORDEAUX

### 1 CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Profil du candidat :  
— formation supérieure ;  
— expérience dans la montage et la gestion  
d'opérations en accession à la propriété ;  
— esprit de synthèse ;  
— goût du travail en équipe.

Description du poste :  
— gestion simultanée de plusieurs opéra-  
tions immobilières ;  
— nombreux contacts clients et admi-  
nistrations ;  
— suivi commercial.

Envoyer C.V. n° 393.394 M. RECH-PRÉSSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

### joubert

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION  
IMPLANTÉE EN NORMANDIE

recherche  
DIRECTEURS  
DE  
SUPERMARCHÉS

(500 - 1.000 m<sup>2</sup>)

- NOUS SOUHAITONS :  
Une expérience de plusieurs années dans  
la distribution, pour assurer le dévelop-  
pement commercial du magasin, le contrôle  
de la gestion et la direction des effectifs.

- NOUS OFFRONS :  
Une rémunération assortie d'un important  
intéressement aux résultats.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions, à :  
JOUBERT - DIRECTION COMMERCIALE,  
R.P. 7 - 14000 CARPIQUET.

### UNICOPA

Recherche pour son département Alimentation  
Animale, production annuelle 450.000 tonnes.

### RESPONSABLE SERVICE ACHAT MATIÈRES PREMIÈRES

Expérience exigée dans ce domaine.  
Connaissance de la langue anglaise souhaitée.  
Lieu de travail : MORLAIX.

Envoyer avec C.V. et prétentions à :  
UNICOPA  
B.P. 238, 29235 MORLAIX CEDEX.

L'Entreprise FOUGEROLLE  
Constructions, réch. ingénieurs  
et Techniciens Études de Prix  
et Travaux  
pour son Agence de Toulouse.  
Tél. : 05-50-00 ou envoyer C.V.,  
réf. et photo à FOUGEROLLE,  
21, de Montaudran, Env.  
au Didier-Dourat  
31400 Toulouse

Recherches  
JEUNE INGÉNIEUR  
OU TECHNICIEN  
pour diriger fabrication et livrai-  
son d'une usine d'aliment du  
détail, à côté de Cambrai. Env.  
CV manuscrit à NORC GUYO  
MARCH, G.P. 235, 34006 VANDES

### IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche  
pour ses services ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

### LE RESPONSABLE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Lui seront notamment confiées :  
— des études de structure et de conjoncture à partir d'enquêtes périodiques ;  
— des prévisions à moyen terme en liaison avec les organismes spécialisés,  
publiques ou privés ;  
— des actions de formation économique à destination des cadres des  
entreprises.

Le candidat devra présenter les caractéristiques suivantes :  
— formation supérieure, et possible à dominante scientifique ;  
— qualités de rédaction et d'exposition ;  
— sens du contact.

### UN DOCUMENTALISTE

Chargé :  
— de la recherche, de la mise en forme et du classement de l'information  
économique ;  
— de la diffusion aux services intérieurs et aux entreprises adhérentes ;  
— de la rédaction de certaines études ou pré-études.  
Le poste nécessite une bonne connaissance économique et financière,  
le goût des chiffres, un esprit méthodique et une rédaction aisée.

### UN ASSISTANT ÉCONOMISTE

Chargé :  
— du recouvrement de documents financiers ;  
— du traitement et de la mise en forme de statistiques ;  
— d'études diverses à partir des documents statistiques disponibles.  
Le poste nécessite une bonne compréhension des mécanismes économiques  
et financiers, une grande précision et le goût du calcul.  
Adresser C.V. avec lettre manuscrite précisant le poste visé, et prétentions,  
sous n° 7.172, « LE MONDE » Publiée,  
5, rue des Italiens, 75007 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

### MOTOROLA recherche

### INGÉNIEUR OU CADRE TECHNIQUE

Libre rapidement  
ayant expérience  
laboratoire.

Aimerait contact clientèle  
et déplacements  
pour conception,  
mise au point et mise  
en service de systèmes  
électroniques.

Bonnes connaissances  
techniques digitales.  
Anglais lu et parlé.  
Écriture avec C.V. détaillée  
et prétentions :  
DIVISION M.A.E.  
15, av. de Ségur, 75007 PARIS

### F.I.T. CENTRE INTERNATIONAL D'ACCUEIL À PARIS

cherche un  
ÉCONOME-  
GESTIONNAIRE  
EXPERIMENTÉ

Envoyer C.V., photo, prêtent,  
n° 44.02, CONTEXTE PUBL.,  
30, avenue de l'Opéra,  
PARIS (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

### TELEDIFFUSION DE FRANCE

recrute pour ses services  
parisiens et régionaux  
un technicien  
75014 PARIS

### DES CADRES TECHNIQUES

Unités de D.U.T. en électro-  
tronique, du B.T.S. électronicien  
ou d'un diplôme équivalent.  
Les épreuves de sélection auront  
lieu dans le courant du mois  
de septembre 1976.

Les personnes intéressées par  
ces recrutements doivent adre-  
sser un curriculum vitae à :  
TELEDIFFUSION DE FRANCE,  
Division du personnel,  
21-27, rue Barbès,  
75210 MONTROUGE.

### FILIALE (238 MP) D'UN PUISSANT GROUPE EUROPÉEN DE L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

crée les deux postes :

### 1<sup>er</sup> INGÉN. LIAISONS TECHNIQUES AVEC CONSTRUCTEURS FRANÇAIS

au moment de la mise  
en place des nouveaux produits  
sur chaînes et pendant  
toute la durée  
de production.

Basé à KOBLENZ (R.F.A.)  
et 30 % de son temps  
chez constructeurs en France.

### JEUNE INGÉNIEUR MECANICIEN ET/OU ÉLECTRICIEN

ANALYSE INDUSTRIELLE  
32 ans  
mini EXPÉR. INDISPENSABLE  
en fabrication grande  
série type électromoteur,  
et prêt, poste de coordination  
des études-fabrication.

C.V. manuscrit, photo, prêtent,  
(préciser poste), n° réf. 1.540, à  
S.C. Selection conseil  
Industrie Alimentaire

### INGÉN. ANALYSTE

E.C.P. - X - N.E.C. 1<sup>er</sup> en expér.  
1.200 F/mois prêtent basé de con-  
struction. Téléphone : 33-77-7777.

Recherches pour toutes les  
langues. Professeurs diplômés  
et expérimentés dans l'enseignement  
de leur langue maternelle,  
possédant carte de travail,  
excellent conditions de travail.  
Envoyer C.V. : REGIE-PRESSE  
n° 7.172 M. RECH-PRÉSSE  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

### IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS

recherche

### JEUNE CADRE RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Il se verra confier après adaptation et dans une  
première période la conduite et la coordination  
d'opérations de promotion au stade de la réali-  
sation :

- Études financières, contrôle de l'évolution  
commerciale, gestion administrative et  
juridique, relations avec les architectes,  
les entreprises, etc.

formation souhaitée :  
• Sc. Po (Sec. FI) Sup. de Co-DES Droit.

Adresser C.V. sous référence CIRAT  
(mentionnée sur l'enveloppe) à

### EMPLOIS ET CARRIÈRES

30 rue Vernet 75008 PARIS

### DataGeneral

recherche pour sa filiale française  
située en région parisienne

### UN PROFESSIONNEL EN MARKETING COMMUNICATIONS

Nous sommes une Société ayant un taux de croi-  
ssance de plus de 50 % par an.  
Nous sommes un leader de l'industrie informatique  
avec plus de 24.000 ordinateurs Nova et Eclipse  
installés dans le monde entier.

Vous avez :

- Une bonne connaissance des techniques publi-  
citaires, promotion des ventes, publicité directe.
- L'expérience des relations publiques, expositions,  
séminaires.
- Un tempérament accrocheur et travailleur.

Vous venez de l'industrie informatique ou d'une  
industrie parallèle. Vous parlez couramment l'anglais  
et peut-être l'espagnol.

Adresser votre cur. vitae et contact téléphonique à :  
ERIC GISKES, Directeur du Personnel-Europe,  
Data General Europe, 15, rue Le Sueur, 75116 Paris.

### SOCIÉTÉ LAPEYRE & Cie (Métro CONVENTION)

Recherche un

### ADJOINT au CHEF COMPTABLE

(Homme ou Femme)

ayant environ 10 années  
d'expérience.

Formation DECS ou similaire.

Adresser C.V. photo  
et salaire au Cabinet  
Claude Viter - 2, rue  
Marengo 75001 Paris

### CHEF COMPTABLE

- Pour assister DIRECTEUR FINANCIER d'une  
SOCIÉTÉ AMÉRICAINE À PARIS.
- Préparation des États Financiers Américains.
- Animation du SERVICE COMPTABLE.

Convieront : J.B. études supérieures, D.E.C.S.,  
2 ans expérience comptabilité ou audit, connais-  
sances anglaises nécessaires. SITUATION D'AVENIR.  
Écrire avec curriculum vitae et prétentions.

Envoyer n° 393.178 M. RECH-PRÉSSE,  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

### SOCIÉTÉ D'INVESTISSE- MENT IMMOBILIER

d'importance nationale  
recherchant pour renforcer  
son équipe actuelle

### UN JEUNE CADRE

- Diplômé d'études supérieures  
(licence en droit,  
Sciences Po).
- possédant si possible  
une courte expérience  
de gestion immobilière.

Adresser lettre manuscrite avec  
C.V. photo et prétentions à :  
M. J. B. PUBLIÉE ROGER  
B.L.E., rue Réaumur,  
75001 PARIS, qui transmettra.

### Société banlieue Sud Constructeur de matériel d'instrumentation recherche

### UNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Formation supérieure  
ayant 2 à 3 ans d'expérience  
en tant qu'assistant  
de gestion acquise en milieu  
industriel, capable  
de la direction générale :

- de participer au fon-  
ctionnement des moyens  
de gestion ;  
— des circuits d'information  
ainsi qu'à l'élaboration  
des budgets et du plan ;  
— de jouer un rôle  
d'audit interne ;  
— de remplir des missions  
études et d'analyse,  
dans des domaines variés.

Env. n° 2.116 Publiée Réunion  
112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

### IMPORTANT GROUPE recherche

### INGÉNIEURS INFORMATIQUES

- Diplôme supérieur  
1 an expér. min. matériel  
IBM 370 ou SIEMENS 4004
- Langage COBOL ou PROTEE
- Vacances JUILLET assurées

Tél. pr. rend-vous : 878-28-34  
ou envoyer C.V. et photo, à  
A.G.I. 24, rue de Cligny,  
75009 PARIS

### ORGANISME PUBLIC recrute un JEUNE CADRE ADMINIS- TRATIF

niveau Licence Adm. ou Sup., à  
ORLÈVES, 23, av. de Maine,  
75735 PARIS CEDEX 15.

### INTERPRÈTE TECHNIQUE - RUSSO

75735 PARIS - 779-41-33

Pour création d'un  
service de traduction de  
NOTRE DIRECT. GÉNÉRALE,  
service multilingue, Paris-  
Région, responsable des  
SERVICES COMPTABLES  
FINANCE ET GESTION

Convieront : Hm 30 ans min.,  
min. 5 ans exp. poste similaire.  
Libre sc. Éc. V. et prêtent.  
Env. n° 7.172 M. RECH-PRÉSSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ proche BANQUE NORD recherche

### Jeune H.E.C.

attiré par commerce internati-  
onal, dans le domaine des télé-  
communications. Angl. courant.

Env. avec C.V., photo, prêtent,  
à C.I. IMPACT, 5, rue Arsène-  
Houssaye, 75008 PARIS, qui tr.

### Vous êtes ETUDIANT

Vous envisagez de vous  
perfectionner dans le  
commerce, dans le domaine des télé-  
communications. Angl. courant.

Nous vous offrons pendant  
un stage rémunéré de 4 sem.

de découvrir la négociation à  
l'étranger.

— vous initier à des méthodes  
modernes.

— devenir un  
DÉLEGUE CONSEIL  
en management sup. P.M.E.

Si vous pensez être un de ces  
hommes, prenez rendez-vous au  
M. Klein : 885-11-24, poste 230.

I.D.E. Management  
177, bd de Clichy, 94100 St-Maur.

### CENTRE CHIRURGICAL MARIE-ANNE LONGUE

spécialité chirurgie thoracique  
et cardio-vasculaire  
129, rue de Tolbiac, Paris (13<sup>e</sup>)

### INFIRMIÈRES D.E.

pour serv Endoscopie et  
consultation - Libre rapidement  
8 h. 30/17 h. 15 ou 9 h.17 h. 45

Repos samedi dimanche  
Garde assurée toutes 2 semaines

Possib. logt pr cabinetaire  
Tél. pr. rend-vous :

Recherche pour septembre  
4 INGÉNIEURS GÉOMÈTRES  
D.P.L.G. pr établissements  
Ecole nationale des sciences  
photographiques ARZEW (Algérie).  
n° 7, rue de la Citronne, PARIS-19<sup>e</sup>.

Envoyer C.V. : COPEY  
Importante Société rech.

2 ANAL. PROGRAMME, PDP 11  
2 ANAL. PROGRAMMEURS  
MUTRA 15 ou 125

Tél. : 742-99-26 H.B.

SA ORSAY CO. Juillet-août  
INGÉNIEUR GÉN. TECHNI-  
CIEN SUP. travaux de réch.  
av. possib. d'embauche définitive  
Tél. : 902-21-00

### CENTRE CHIRURGICAL MARIE-ANNE LONGUE

spécialité chirurgie thoracique  
et cardio-vasculaire  
129, rue de Tolbiac, Paris (13<sup>e</sup>)

### MANIPULATEUR (TRICE)

pour service électroradiologie  
Tél. pr. rend-vous :

Se prés. de 11 h.15 h. ou tél. pr.  
récus-vous : 707-47-39, poste 314.

### Cherche PROFESSEUR, INGÉNIEUR pour enseigner mathématiques.

Adresser à :  
L'Ecole secondaire Notre-Dame,  
B.P. 9 - 2223 GUNGAMP.

### SOCIÉTÉ INGÉNIEURIE ET ENTREPRISE GÉNÉ- RALE GROS ÉQUIPEMENTS POUR INDUSTRIES SIDÉRGURGIQUES ET MINIÈRES FILIALE PUIS- SANT GROUPE INTERNATIONAL PARIS

OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES  
ET AVENIR A

### • INGÉNIEURS PROCÉDÉS

E.C.P. MINES, A.M. ou équivalent, ayant  
1 à 3 ans d'expérience professionnelle  
(acquise de préférence chez constructeurs  
ou sociétés d'ingénierie à dominante ther-  
mique) ou débutant.  
Ils collaboreront au titre de la direction  
technique et commerciale.

A LA RÉALISATION D'IMPORTANTS OUVRAGES  
DEPUIS L'AVANT-PROJET JUSQU'À LA MISE  
EN ROUTE

Qualités de curiosité intellectuelle, d'intérêt  
pour les problèmes techniques et économi-  
ques et de contact indispensables. Connais-  
sance de l'anglais nécessaire.

Référence ED 561 AM.

### • INGÉNIEURS RESPONSABLES DE CHANTIERS

Diplômés grandes écoles, ayant 3 à 5 ans  
d'expérience professionnelle acquise dans  
activités de montage d'usines ou travaux  
neufs.

ILS SERONT RESPONSABLES SUR LE SITE DU  
BON DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS.

(Les chantiers ont une durée moyenne de  
1 à 2 ans et peuvent se situer en France  
ou à l'étranger.)

Qualités d'organisation, de commandement  
et de contact indispensables. Connais-  
sance de l'anglais nécessaire.

Référence LE 565 AM.

Env. en précisant la référence  
4, rue Masséna, 75016 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE



### GROUPE IMMOBILIER PRIVE, PARIS

recherche

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

(Service 12 personnes)

Celui-ci devra avoir une connaissance et  
une expérience approfondies dans les domaines  
suivants :

- Comptabilité
- Finances
- Contrôle de gestion
- Personnel

Ce poste exige :  
— qualités indispensables de gestionnaire et  
de manager ;  
— une formation universitaire ;  
— âge minimum 35 ans.

Envoyer C.V. manuscrit + photo, rémuné-  
ration actuelle - réf. AB 701, à

bpm conseil Département recrutement  
6, rue de Berni, 75008 PARIS

### DEUTSCHER JOURNALIST

Wird von Internationaler Presseagentur in Paris  
für deutschsprachigen Dienst gesucht

Voraussetzung :

Perfekte Kenntnisse der französischen Sprache  
Einschlägige oder sprachliche Kenntnisse erwünscht.  
Zuschriften an : HAYAS CONTACT, 158, boulevard  
Hausmann, 75008 PARIS, sous réf. 30.323, qui tr.





# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

### Air France prévoit un déficit de 200 millions de francs en 1976 pour l'exploitation de ses Concorde

Air France a du mal à rétablir l'équilibre de ses comptes : elle paraît s'installer dans le déficit : 354 millions de francs en 1975, environ 250 millions cette année. « Nous nous battons avec beaucoup d'énergie pour opérer un redressement, mais les résultats sont encore loin d'être satisfaisants », a déclaré M. Gilbert Pérol, directeur général de la compagnie nationale.

La volonté de ne pas s'abandonner au découragement a eu des effets positifs sur les résultats du dernier exercice : un coefficient de remplissage des avions de 53,7 %, alors qu'il est de 55 % seulement pour l'ensemble des compagnies régulières, une augmentation du volume de fret acheminé de 16 % par rapport à 1974, alors qu'elle est de 1 % seulement pour les membres de l'Association du transport aérien international (IATA). « Ces succès ont été obtenus malgré une stabilisation des effectifs, grâce à des gains de productivité », a précisé M. Pérol.

Cela dit, les déceptions n'ont pas manqué en 1975, qui ont mis Air France dans une mauvaise

lors d'une conférence de presse réunie à Paris le mercredi 30 juin.

Le chiffre d'affaires d'Air France s'est élevé à 5 622 millions de francs en 1975 contre 5 794 millions en 1974. Les recettes ont progressé de 14,3 % et les dépenses de 9,97 %. La marge brute d'autofinancement, toujours négative, a été ramenée de - 215 millions de francs à - 3,8 millions.

posture financière : perte des marchés cambodgien, laotien et vietnamien, dépression économique en Europe, aux États-Unis et au Japon ; difficultés de change en Amérique du Sud.

« Le point majeur qui obère notre bilan », a indiqué M. Pérol, « est le non-remboursement par l'État des dépenses liées à des opérations de service public évaluées à 250 millions de francs. Il s'agit pour l'essentiel du maintien en service des Concorde dévotement de carburant et de la duplication du trafic sur les deux aéroports parisiens d'Orly et de Roissy. Des factures impayées qui alourdissent le déficit et donnent une fausse image de notre entre-

prise à l'extérieur », disent ses responsables.

Des raisons propres à l'entreprise ? M. Pérol en voit au moins une : le niveau des frais de personnel, qui représentent 36,20 % des dépenses d'exploitation en 1975. « Le coût des navigants en particulier, est très supérieur à celui de nos concurrents. À son avis, c'est une gageure de vouloir additionner les avantages d'une politique de protection de l'emploi et ceux d'une position de premier plan dans la compétition mondiale ».

Les principales filiales d'Air France ne lui sont pas d'un grand secours financier. Jet Tours, avec un bénéfice de 1,5 million de francs, a rétrogradé de troisième à quatrième en France. Air Charter International, avec un bénéfice de 310 000 F, a connu une relative stagnation due à une concurrence accrue. Servair, spécialisée dans la restauration, avec un bénéfice de 3,9 millions, a, devant elle, de bonnes perspectives.

En revanche, les Hôtels Méricien ont enregistré une perte de 25 millions de francs ; on évalue leur déficit à 30 millions. Environ 17 millions, l'équilibre de leurs comptes étant annoncé pour 1977. Le raison en est que « cette société vient tout juste d'atteindre la moitié des six mille chambres, à partir d'un seul hôtel, ce qui est évidemment un tournant ».

« De Concorde, il n'y a à espérer aucune contribution positive à nos résultats financiers », a-t-il dit, « car les trois ans », a affirmé M. Pérol. Si la participation de l'État au financement de cet investissement est raisonnable et si le réseau superconcorde reste tel qu'il est, amputé de New-York et de Tokyo, il faut s'attendre en 1976 à une perte d'exploitation de l'ordre de 200 millions de francs. — J.-J. R.

## Ile-de-France

### M. Michel Giraud (U.D.R.) est élu président du conseil régional

M. Michel Giraud (U.D.R.), maire de Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), a été élu, ce jeudi matin 1<sup>er</sup> juillet, président du conseil régional d'Ile-de-France, par 105 voix contre

45 à M. Guy Ducloné, député (P.C.) des Hauts-de-Seine, candidat de la gauche, qui bénéficiait du soutien du P.S. M. Michel Giraud était le candidat unique de la majorité.

### POINT DE VUE Des frontières pour dix millions d'âmes

par JACQUELINE BEAUJEU-GARNIER (\*)

LE-DE-FRANCE, nom plein d'évocations séculaires, qu'il est fort heureux d'avoir repris pour désigner le morcellement de territoire qui encadre notre capitale. Il nous ramène à ce lointain passé du pays des Francs, puis du petit domaine de ceux qui devaient devenir les premiers rois de cette France. Au cours de plus de mille ans d'histoire, ce domaine a poussé ses frontières jusqu'aux grands éléments naturels sur lesquels celles-ci s'alignent maintenant. Il y a une résonance d'origine dans ce terme, qui rappelle justement que cette région entre toutes est celle autour de laquelle a grandi l'unité nationale et qu'elle est le siège de Paris, capitale de la France, sans lui attribuer cependant l'étiquette de « région parisienne », qui la distinguait malencontreusement jusqu'à de toutes les autres régions françaises.

Pourtant, comme pour d'autres régions, la reprise d'un patronyme provincial a plus de mérite évocatif que d'exactitude historique. Au cours des siècles, cette unité territoriale a changé maintes fois de limites. C'est en 1519 qu'elle a, pour la première fois, reçu des frontières administratives officielles par la création d'un « gouvernement d'Ile-de-France » qui fixait la définition légale de la province. Celle-ci était beaucoup plus étendue vers le nord et vers l'ouest, où elle englobait Laon, Beauvais et Dreux, mais laissait à l'est Meaux et Provins à la Champagne, et au sud Etampes et Nemours à l'Orléanais.

Telle fut la définition classique, celle qui fut rompue en 1790 par la création mouvementée des départements : étape décisive puisque c'est sur leur découpage que repose, actuellement encore, celui de la nouvelle région Ile-de-France qui n'est pas — il faut bien le dire — la « région parisienne » idéale de notre époque. En effet, les préoccupations du partage furent, d'abord, de limiter l'emprise territoriale de Paris, « cette ville arrogante », de réserver le rôle de Versailles, en quelque sorte deuxième capitale du royaume, et d'attribuer chacune des autres villes voisines assez puissantes d'un département de taille sensiblement équivalente ; et c'est ainsi que furent découpées la Seine-et-Marne autour de Melun, l'Oise autour de Beauvais, l'Aisne pour Laon, le Loiret pour Orléans, dépassant les confins de l'Ile-de-France traditionnelle.

C'est n'a rien d'étonnant, car les limites de l'ancienne province, non plus que celles des trois départements de 1790 ou, plus récemment, celles des huit nouveaux départements de 1954 n'ont rien de contraignant : aucun trait majeur du relief, aucune de ces traditionnelles assises de « pays » qui se sont créées, puis transmises lentement, par le biais d'une exploitation rurale homogène, du regroupement d'une petite ville, de l'implantation de frontières religieuses, puis administratives. En réalité, dans sa création, l'Ile-de-France taillée à travers des pays périphériques : la Beauce, la Brie, le Vexin.

Deux facteurs peuvent expliquer cette discordance : les données du milieu naturel et la puissance d'un capitale politique qui a été, depuis fort longtemps, une grande ville disproportionnée. Le milieu naturel oppose des plateaux, domaines de stabilité et de grande culture, morcelés par des buttes, qui ont encore largement conservé leur parure forestière, et des vallées creusées aux privilèges de circulation et de relations. Dans un tel paysage, si le dessin de Paris semble inscrit dans la remarquable convergence des vallées et des passages entre les vallées, il est bien évident que tracer des limites stables, la puissance royale désirant rassembler administrativement autour de sa ville peuplée, puissante et exigeante, remarquable carrefour, un vaste et riche territoire, face à d'autres provinces de l'ancienne France souvent encore pluri-étatiques, avait favorisé l'Ile-de-France. Les décrets de 1954, établissant la division régionale de l'ensemble français, ont été plus restrictifs.

Cette division historique est-elle adaptée aux réalités de notre époque ? En termes de logique absolue, deux critères auraient pu être retenus : établir une région encadrant régulièrement l'agglomération, d'une certaine distance du centre pour englober à la fois la totalité de la masse bâtie, au sens large, et certaines franges rurales, espace de croissance potentielle future et sur-

programmes, inversement, des zones rurales beaucoup moins ou brisées sont coupées des terres voisines qui leur sont étroitement apparentées. Mais il y a plus grave : les réglementations appliquées en matière de décentralisation industrielle ont dévalorisé les petites villes des confins régionaux, telles Meaux, Coulommiers, Provins, alors qu'elles contribuaient au développement peut-être trop disproportionné des centres urbains périphériques, exactement limitrophes, mais situés en dehors de la région visée.

Faudrait-il alors souhaiter, comme certains le préconisent, un aménagement des limites de l'Ile-de-France ? A cette aspiration réaliste, il vaut mieux opposer le pragmatisme de l'expérience vécue et veiller à ce qu'une adaptation plus souple des réglementations permette de transgresser parfois la rigidité des limites administratives. Il est bien évident que l'avenir de cette région, avec ses dix millions d'âmes, est inséparable non seulement de celui de l'ensemble du territoire français, mais plus particulièrement des régions économiques au sein desquelles elle se trouve placée comme une véritable « Ile-de-France ».

\* Professeur au Centre de recherches d'analyse de l'espace.

### LUFTHANSA EN TÊTE, T.W.A. EN QUEUE

COMPAGNIES	1974 (en millions de francs)	1975 (en millions de francs)
Air France	532	354
Air Inter	12	12
U.T.A.	29,9	7,4
Air Afrique	3,6	30
Air Canada (Canada)	43,2	58,7
Alitalia (Italie)	254,1	148
British Airways (G.-B.)	182 (1)	182
El Al (Israël)	0,28 (1)	45 (4)
Iberia (Espagne)	4,48	7,1
Japan Airlines (Japon)	279,9 (2)	17,4
K.L.M. (Pays-Bas)	46,2 (2)	128
Lufthansa (Allemagne fédérale)	447	75,8
M.E.A. (Liban)	384	253,3
Pan Am (U.S.A.)	213,5	230 (4)
Sabena (Belgique)	57,1 (3)	74,6
S.A.S. (Suède-Norvège-Danemark)	82,1	57,7
Swiretail (Suisse)	118,9	462,6
T.W.A. (U.S.A.)	484,2	32,9
United Airlines (U.S.A.)	50	59
Vadig (Brésil)		

(1) De mars 1974 à mars 1975.  
(2) D'avril 1974 à avril 1975.  
(3) D'octobre 1973 à octobre 1974.  
(4) Estimations.

# ANNONCES CLASSEES

## secrétaires

### Secrétaires

#### SECRÉTAIRE COMMERCIALE

Bonne connaissance anglaise. Pr. anglais conversationnel. Adresser C.V. à C.A.M.A., 280, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

#### CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES

ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS TOUR GAN CEDEX 13, 92082 PARIS - LA DEFENSE

#### RECHERCHE STENOGRAPHE

#### SECRÉTAIRE-BILINGUE ALLEMAND

Avant si possible déjà travaillé dans une entreprise. Envoyer C.V., photo et présent. au SERVICE DU PERSONNEL, sous référence E.P. 76.

#### SECRÉTAIRE STENOGRAPHE

2 années de travail souhaité, apte travaux microfilmés. Envoyer C.V. et photo à : SOCIÉTÉ PUBLIS, 250 F. X 13, Cergy-saint-Denis.

#### ARCHITECTE PARIS-CH.

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

#### STENOGRAPHE

35 a. min. Habitant prov. 3 X 5 - 700 F + prime. V.C. ad. tel. Mme Berton, 33-54-44.

## demandes d'emploi

### PHYSICIEN ANGLAIS - 31 ans

— Maître et Docteur en Sciences (Oxford).  
— Directeur de recherche et développement d'une société anglaise.  
— Expérience approfondie et diversifiée de conception électronique, mécanique, etc.  
— Créateur de spectromètres à rayons X réputés. Études toute profession. Scribe D. YELLAND, 9 Watling Rd. Didcot Oxon, Angleterre.

### MARKETING-GESTION PORTUGAL

Technico-commercial, 48 ans, gestionnaire affaires import. Organisateur-analyste. Parler portugais, anglais, espagnol, anglais ch. situation (log. créat. nouveaux marchés, stimulés, affaires). Très bonne expérience du PORTUGAL.  
Ecrire n° 45.418 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, PARIS-2<sup>e</sup>.

### CHEF DE FABRICATION ET DE PUBLICITÉ

36 ANS - REFERENCES DE 1<sup>er</sup> ORDRE  
T. S. Etienne (18 ans)  
Expérience de l'animation de groupes, édition, publicité.  
Recherche place stable, annonceur ou agence.  
Ecrire n° 6.196, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>).

### PRET-A-PORTER

Cadre administratif 48 ans, cadre commercial 48 ans, licencié en droit, recherche poste de responsable. Libre immédiatement.  
Ecrire n° 1.87.944 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, PARIS-2<sup>e</sup>.

### DIRECTEUR COMMERCIAL

35 ans, 10 ans expérience édition vente directe, V.P.C. commerciale. Libre immédiatement. A créat. recruté, formé, animé. V.R.P. et cadres de 10 à 40 directions régionales (succursales multiples). Dernier salaire 180.000 F l'an. Étude toute profession. Ecrire n° 2.648, PUBLIFOP, 100, rue de Richelieu, 75002 PARIS, qui transmet.

### KELLY GIRL

Archivistes, employées aux écritures, agents de classement, employées au tirage, employées administratives.  
Tél. 294-32-10 de 9h-12h-30.

### Cadre administratif

Cadre administratif 48 ans, cadre commercial 48 ans, licencié en droit, recherche poste de responsable. Libre immédiatement.  
Ecrire n° 1.87.944 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, PARIS-2<sup>e</sup>.

### Jeune Anglaise 17 ans, bonne

famille, cherche famille au pair, connaissance de l'anglais, 21 juillet pour 4 sem. environ. ECR. n° 6.272, « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>).

### Homme 27 ans, diplômé O.M.

ilc. histoire, maîtrise histoire. D.U.E.L. géographique, expérience enseignement. France et Afrique ch. poste enseignant, au lycée. Ecrire n° 6.196, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>).

### Jeune femme 25 ans, bac

général, cherche emploi secrétaire direct. comptable, maîtrise comptable, analytique, prête, dans milieu métier précis. Cadre lib. 1<sup>er</sup> octobre 86, réf. 10 a. de maison. Ecrire Mme MOUROT, 2, sq. La Fontaine, PARIS-14<sup>e</sup>.

### JEUNE FILLE 25 ANS, bac

général, cherche emploi secrétaire direct. comptable, maîtrise comptable, analytique, prête, dans milieu métier précis. Cadre lib. 1<sup>er</sup> octobre 86, réf. 10 a. de maison. Ecrire Mme MOUROT, 2, sq. La Fontaine, PARIS-14<sup>e</sup>.

### « Les Ombres »

4, avenue Edouard-Gaillard, 91200 BRUYÈRE.

## POUR TROUVER UN EMPLOI

### Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi) vous propose

GUINÉE (L.E. 121 pages).

— La C.V. : rédaction avec conseils et exemples.

— La graphologie et ses pièges.

— Les méthodes pour trouver l'emploi : les « trucs ».

— Les bonnes réponses aux tests.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

— Les bons emplois à trouver.

## cours et leçons

### ANGLAIS ET FRANÇAIS

Cours intensifs, tous niveaux, assurés par équipes de professeurs expérimentés et qualifiés dans l'enseignement de la langue maternelle. A.C.T., 1, rue du Havre, 75001 PARIS. 330-39-43 - 330-39-42.

### Programme de cours intensifs

pour toutes langues.

### ACHETONS PIANOS

Dans 25 bis, av. Wagram-17<sup>e</sup>, WAG. 34-17 - Vente-Location.

### MOQUETTES EN SOLIDE

30.000 m² stockés. A liquider, beaux velours 3 mètres, 140 F. pour tapis. ECR. n° 1.87.944 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, PARIS-2<sup>e</sup>.

### autos-vente

MGB acceptable 73. Argus. Inacceptable 60-12-33.

### animaux

Part. de chiens DOBERMANN L.O.F., origines françaises. Tél. (14-4) 421-45-32.

## VENTE AU PALAIS DE JUST. À PARIS, le JEUDI 8 JUILLET 1976 à 14 h.

### 1<sup>er</sup> Lot : UN APPARTEMENT A SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Chem. rural n° 8 de St-Michel-sur-Orge à Tiers, et chem. rural n° 5 de Rozières à St-Genève-des-Bois, à l'angle des deux chemins sans n°.

34 a. compr. : entrées, 4 pièces, cuisine, salle de bains, water-closets.

Locaux de rangement - un compart. de cave - garage de plain-pied et les parties communes - LIBRE DE LOCATION - OCCUPÉ par les débiteurs.

MISE A PRIX : 60.000 FRANCS

### 2<sup>e</sup> Lot : UN PAVILLON A SEIGNOSSE (Landes)

Plage du Penon, Nots 7 et 8, tranchée 1, Houdit « la Semis les Jemelles ».

Jumelé en façade sur la plage n° 4 de type A (P.4) compr. au rez-de-ch. : salle de bains, 2 salles de bains, 2 ch. et salle de bains et les parties communes - LIBRE DE LOCATION - OCCUPÉ par les débiteurs.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## La sécheresse aggrave fortement le déficit de la balance commerciale

Les conséquences de la sécheresse commencent à s'étendre à de nombreux secteurs de l'économie. Outre les agriculteurs, déjà largement touchés par les pénuries d'eau et de coupures de courant, les salariés et les syndicats, de leur côté, réclament un aménagement des conditions de travail, tandis qu'on commence à évaluer les effets à terme de la sécheresse sur le commerce extérieur.

Les problèmes posés par le manque d'eau ont été plusieurs fois évoqués mercredi 30 mai à l'Assemblée nationale. M. J.-P. Cot, député socialiste de la Savoie, a notamment demandé

dans une question écrite que le gouvernement « prenne les mesures d'autorité qui s'imposent pour juguler la spéculation sur les produits agricoles ».

Dans certaines régions où la situation devient particulièrement critique, les pouvoirs publics sont contraints de prendre des mesures d'urgence, et les agriculteurs s'organisent afin de pallier les effets du manque d'eau. Ainsi le préfet de Haute-Savoie vient de signer un arrêté déclarant le département sinistré en raison de la sécheresse. Dans le Rhône, le conseil général a accepté de garantir un emprunt de 10 millions de francs destiné

à acheter des fourrages dans les pays de l'Est. Dans les Vosges, les agriculteurs commencent à organiser un transfert des bêtes des régions sinistrées vers des secteurs moins atteints.

La Fédération nationale des producteurs de lait vient d'annoncer que la collecte de lait a diminué en France de 4 à 5 % par rapport à l'an passé et que, si la sécheresse se maintient, une rupture d'approvisionnement en produits laitiers frais pourrait se produire. Enfin, la température excessive des cours d'eau a entraîné en Dordogne la perte de près de la moitié de l'élevage piscicole du département.

Manque d'eau, perte de devises. La sécheresse, si elle se prolongeait encore quelque temps, pourrait presque doubler — en l'état actuel des estimations — le déficit de la balance commerciale française. Le coût de la campagne s'élève, en effet, à environ 4 milliards de francs, alors que le montant du déficit est, pour l'instant, évalué à quelque 8 milliards (il a atteint 9,1 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1976).

La facture est d'ores et déjà lourde. La chaleur entraîne une baisse des exportations, de 15 à 20 milliards de francs — et des recettes fourragères — 500 millions. Une prolongation du climat actuel pendant trois ou quatre semaines se traduirait par un manque à gagner de 800 millions pour le sucre et les betteraves et de 1 milliard de plus pour le maïs.

Le soleil frappe un secteur essentiel de l'économie française, alors même que les pouvoirs publics comptent sur les ventes de produits agricoles et alimentaires pour financer le montant du déficit commercial. Ces ventes, qui avaient atteint 35,5 milliards de francs en 1975, auraient dû se rapprocher, cette année, du niveau de 1974, soit 30 milliards de francs. Les pertes représenteraient, dans l'hypothèse pessimiste, environ 10 % des résultats de l'an dernier.

En revanche, les effets de la sécheresse se répercutent toute l'année sur le niveau des rivières, et donc sur la production hydroélectrique, le surplus des importations de pétrole représentant entre 600 et 700 millions de francs. Enfin, il faut citer une conséquence, relativement marginale, sur les recettes touristiques, certains visiteurs étrangers pouvant renoncer à leur séjour en France par crainte de manquer d'eau dans les campings ou autres lieux de vacances.

Certaines industries pourraient souffrir de ce manque, dans la mesure où elles sont traditionnellement grandes consommatrices d'eau. La sidérurgie en utilise de 200 à 100 tonnes pour une tonne d'acier, la papeterie de 80 à 10 tonnes pour une tonne de papier. Aussi peut-on redouter que la baisse du débit des cours d'eau et du niveau des nappes phré-

atiques ne freine la production dans ces secteurs.

De façon générale, les difficultés se posent surtout au plan local, et font l'objet d'arbitrages entre les utilisateurs. Ainsi, dans le Centre, les usines de Creusot-Loire ont eu la priorité sur la batellerie, tandis qu'ailleurs certains industriels stockent les déchets ou maintiennent en place très rapidement des installations d'épandage sur des terrains ad hoc. Les services compétents ne sont pas inquiets pour l'avenir proche, en raison de la proximité des congés d'été, mais redoutent la rentrée de septembre, qui pourrait être difficile si la sécheresse se poursuit.

Une autre formule, revendiquée par les salariés et acceptée ou proposée parfois par la direction, consiste à accorder des pauses supplémentaires. « Chez Brisson, à Brest, une pause d'une demi-heure a été tolérée », déclare la C.G.T., mais elle n'est pas rémunérée. Dans une usine de confection de la région parisienne, une pause de quinze minutes est prévue quand la température dépasse 26 degrés et une deuxième au-dessus de 33 degrés. Dans une société de mécanique, les ouvriers peuvent se reposer dix minutes chaque heure, quand le thermomètre franchit la barre des 30 degrés.

Parfois, les directions procèdent à des distributions gratuites de boissons ; d'autres installent des rafraîchisseurs sur les verrières ; mais il faut compter avec la pénurie d'eau ou les ruptures de stocks.

Certains délégués téléphonent aux syndicats pour savoir s'il n'existe pas un texte législatif ou réglementaire sur le chaleur. Il faut, semble-t-il, remonter au 12 décembre 1964, pour trouver une réponse ministérielle selon laquelle : « s'il y a lieu, en principe et sauf exception pour les grandes usines de froid, de considérer comme exagérée toute température dépassant 33 degrés... »

A Paris

LE MOIS DE JUIN

LE PLUS CHAUD DEPUIS 1873

Jamais, depuis 1873, Paris n'avait connu un mois de juin aussi chaud. A Paris-Montsouris, les moyennes, calculées d'après les relevés du mois, montrent que le mois de juin a été le plus chaud de l'année, avec une température moyenne de 24,6 °C (normale, 17,5 °C) ; record précédent, 24 °C en juin 1950, celle des maxima de 28,9 °C (normale, 22,5 °C) et celle des minima de 18,3 °C (normale 12 °C).

Le jour le plus chaud a été le 30 juin, avec 34,1 °C, et le nuit la plus chaude celle du 28 au 29 juin, avec 23,4 °C. Notons que la nuit dernière a été encore plus chaude : 24,6 °C. Le 1er juillet, le « minimum » était de 22,7 °C.

La sécheresse du mois a été extrême : 1 mm de précipitations totales (normale, 54 mm) ; il n'est donc tombé en tout que 1 litre d'eau par mètre carré, au lieu des 54 litres « normaux ». Et encore ce modeste millimètre est-il tombé en deux fois : 0,5 mm le 1er juin, 0,2 mm le 12 juin. Notons toutefois que juin 1971 avait été aussi sec que juin 1976.

L'insolation a été, bien évidemment, remarquable : 18 soleil a brillé sur Paris pendant trois cent quatre-vingt heures (normale, deux cent quarante-deux heures).

PÊCHE INTERDITE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

(De notre correspondant)

En raison de la sécheresse la Fédération départementale des associations agréées de pêche et de pisciculture de l'Isère annonce que par arrêté en date du 25 juin la pêche est interdite pour toutes les espèces de poissons dans tous les cours d'eau et plans d'eau du département. L'arrêté sera applicable jusqu'au 13 juillet au soir.

SÉCURITÉ SOCIALE

LE PRIX DES MÉDICAMENTS VIENT DE BAISSER DE 10,83 %

Les prix de tous les médicaments vendus en pharmacie, y compris ceux non acceptés au remboursement par la Sécurité sociale, diminuent de 10,83 % à compter de ce jeudi 1er juillet.

C'est la conséquence directe de la mesure prise récemment par les pouvoirs publics d'abaisser de 20 % à 7 % la T.V.A. supportée par les produits pharmaceutiques (le Monde du 24 juin).

Cette mesure amputera les recettes de l'État de 1 milliard de francs en 1976 et de 2,9 milliards en 1977. En revanche, elle permettra aux caisses d'assurance maladie d'économiser 700 millions de francs cette année et 1,9 milliard l'an prochain.

Les firmes pharmaceutiques n'auront pas à prendre en charge, comme nous l'avions écrit à tort, le trop perçu de taxes résultant de la différence existant entre la T.V.A. frappant les produits qu'elles utilisent et celle désormais supportée par les médicaments. La règle du butoir a été supprimée depuis 1972, et cette différence est reversée par le Trésor. Néanmoins, leurs frais de trésorerie risquent d'être un peu plus élevés dans la mesure où ces remboursements n'interviendront qu'au bout d'un, deux ou trois mois, obligeant les moins fortunés d'entre elles à recourir à des prêts bancaires à court terme. L'administration a toutefois promis de faire son possible pour accélérer le processus de remboursement.

En revanche, l'abaissement de la T.V.A. pourrait entraîner un sérieux manque à gagner pour certaines entreprises commençant avec l'étranger, notamment avec les pays d'Afrique noire, qui ont pris ou à qui l'on a fait prendre l'habitude d'acheter les médicaments français aux prix grand public, c'est-à-dire toutes taxes comprises. Des révisions de tarifs à la baisse paraissent inévitables. Roussel-Uclaf chiffre déjà sa perte de recettes à 10 millions de francs. Chez Spécia (groupe Rhône-Poulenc), l'on affirme toutefois qu'aucune partie de cet ordre n'est à craindre. — A. D.

## Prairies sèches et doigt mouillé

par MICHEL JOBERT

Ainsi, il n'y a pas à s'inquiéter, tous les ministères nous l'ont dit : les agriculteurs, les ingénieurs du génie rural, les dirigeants de l'E.D.F., les économistes, ne doivent pas céder à l'inquiétude parce que, depuis trois mois, il n'a pas plu davantage en France qu'au Soudan.

Le gouvernement, qui, lui, a des vues autrement élevées que celles de ces citoyens moins informés, a remis les choses au point : la situation est sérieuse, mais ne justifie aucune panique. Soit, la panique n'est jamais bonne conseillère. Encore faudrait-il cependant que la crainte de la panique n'empêche pas les pouvoirs publics de prendre les mesures qui s'imposent devant une situation exceptionnelle, comme un médecin qui, pour ne pas affoler son malade, renoncerait tout simplement à le soigner.

Or que voyons-nous dans les différents domaines où pourrait s'exercer l'action gouvernementale face aux conséquences de la sécheresse ?

Certes, des mesures de sau-

garde sont prises par les préfets de certains départements où la situation est devenue périlleuse. Mais, pour l'ensemble du territoire, rien n'est fait pour éviter d'atteindre ce seuil critique.

Cependant, bien des économies d'eau sont possibles ; mais, une fois de plus, dans le but de ne pas indisposer de futurs électeurs, on laisse passer l'occasion de faire appel à la solidarité nationale, on sous-estime la résolution et le civisme des Français, et on attend le dernier moment pour prendre les mesures utiles parce qu'elles risquent d'être modérément désagréables. Il ne s'agit pourtant pas d'annoncer de la sueur, des larmes et du sang, comme Churchill en 1940. Il s'agit de dire simplement que la société de consommation dépend de la situation de notre petite planète et que la répartition des biens les plus précieux exige un minimum de discipline et de solidarité. Il n'y aurait qu'un peu de courage mais, par contre, il faut beaucoup de mépris envers les Français pour penser qu'ils ne sauraient pas apprécier ce courage.

Cependant, certains de nos concitoyens se trouvent plus particulièrement éprouvés, et ce sont les agriculteurs qui doivent bénéficier en priorité de

l'aide de l'État. Les dirigeants agricoles ont demandé diverses mesures, non seulement financières, mais matérielles, immédiates. Or qu'a-t-on fait ? Des crédits ont été débloqués, mais sans recettes correspondantes ; c'est-à-dire que, là aussi, on émet — ou on croit émettre — les remous en finançant par l'inflation cette aide indispensable, alors qu'en fait on dégrade un peu plus notre situation générale et notre monnaie, au lieu de demander aux plus favorisés un effort exceptionnel qu'aurait approuvé toute la collectivité. Quant à l'aide matérielle, le moins qu'on puisse dire, devant les retards pris, c'est qu'elle devrait faire l'objet d'une « procédure d'urgence » comme le gouvernement en utilise pour imposer les textes de son choix dans le domaine législatif.

Enfin, et pour s'en tenir à l'essentiel, une conséquence prévisible de cette calamité est la baisse de nos exportations agricoles et une nouvelle détérioration de notre balance commerciale, déjà déficitaire depuis de longs mois.

Or on connaît le mécanisme d'un tel processus : dégradation de la monnaie et inflation s'entraînent l'une l'autre, troubles sociaux, nouvelle crise du commerce extérieur et... jusqu'aux « idioties » du blocage des prix qu'évoquait récemment M. Michel Debré, et qui deviendront rapidement indispensables, mais resteront inutiles si elles ne sont pas accompagnées de mesures courageuses. Autant vaudrait donc faire preuve de courage avant et non après. Cependant, aucune mesure n'est prise ni même annoncée pour compenser les effets de la sécheresse sur notre balance des comptes, aucune limitation de certaines consommations et importations non indispensables. Comme pour l'inflation, comme pour le chômage, le gouvernement tempore, dissimule, rassure, puis prend, à grand renfort de publicité, quelques mesures partielles choisies pour leur insignifiance, au doigt mouillé, sur les listes que les experts tiennent prêtes en permanence et où les politiques ont à choisir selon leur courage ou leur pusillanimité.

La sécheresse dure, ses conséquences dureront plus longtemps encore. Ce ne sont pas les parcelles agricoles ni la technique du doigt mouillé qui éviteront au pays d'en souffrir durablement.

## BICENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE DES ETATS-UNIS



## CGM-FRENCH LINE: UNE LIASON DURABLE ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS.

1864 La Compagnie Générale Maritime ouvre le premier service postal français Le Havre-New York par le paquebot « Washington » suivi du « Lafayette ».

Parmi les nombreux liners de la French Line qui leur succéderont sur cette ligne, plusieurs sont entrés dans la légende transatlantique : « Paris » 1921, « Le France » 1927, « Champlain » 1932, et le fameux « Normandie » 1935 qui gagna le Ruban bleu de l'Atlantique.

En 1962, le paquebot « France » ferait revivre pour un temps cette époque.

Pendant ce siècle, la Compagnie Générale Transatlantique mettra aussi en service une centaine de navires de marchandises sur cette ligne.

1868 La French Line adhère à l'Atlantic Container Line. Ce consortium européen assure actuellement

par trois lignes distinctes, la desserte de la Côte Est des U.S.A. au départ de l'Europe et notamment du Havre chaque semaine, au moyen de navires porte-conteneurs/porte-véhicules d'un modèle jusqu'à présent sans équivalent sur l'Atlantique Nord.

1971 La French Line adhère à Europacific. Ce consortium européen assure aujourd'hui la desserte hebdomadaire de la Côte Ouest des U.S.A. via Panama au moyen de navires porte-conteneurs.

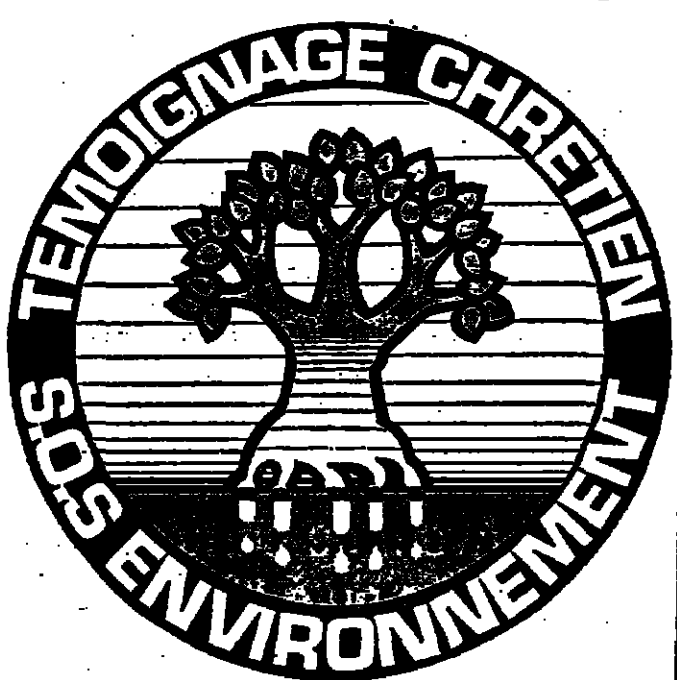
1976 La ligne du Golfe des U.S.A., fondée par la French Line dès 1866, est en pleine modernisation.

D'autre part, Porto Rico et les Îles Vierges (Saint Thomas) régulièrement touchées par la French Line depuis un siècle, seront incluses fin 1976 dans le nouveau pool européen Carol.



Tour Winterthur - 102, quartier Boileffien - 92085 PARIS-14 DEFENSE - TEL 776.70.00 - Telex 630387

## Pendant les vacances



du 1er juillet au 2 septembre

10 numéros faits par et pour les défenseurs de l'environnement

49, rue du Fbg Poissonnière, 75009 Paris.

**Vos valises sont bouclées, vous avez vos papiers et votre carnet de chèques. Êtes-vous sûr de ne rien oublier ?**  
(Réponse au bas de la page)

**LA BAGAGERIE**  
**SOLDE**  
33, rue Tranchet (8<sup>e</sup>)  
41, rue du Four (6<sup>e</sup>)  
74, rue de Passy (16<sup>e</sup>) PARIS

**DROIT SC. ECO.**  
AOUT  
Préparation intensive  
2<sup>e</sup> session  
Septembre  
Recyclage scientifique Sc. Eco.  
Niveau: 1<sup>er</sup> cycle  
Encadrement annuel  
parallèle à la Fac.  
Enseignement par Prof. de Fac.  
Groupe de 15 étudiants  
**IPEC** 46 Bd St-Michel  
633.81.23 933.45.87

**PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE**  
centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse aux bacheliers B, C, D, conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales.

Développée au sein d'un centre d'enseignement supérieur de gestion : l'Ecole Supérieure Libre

**P.C.S.**  
Enseignement Supérieur Privé  
1, rue Bougainville, 75007 PARIS - Tél. 551-32-59

**DEMANDE D'ADMISSION**  
EN ANNÉE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM : .....  
PRÉNOMS : .....  
Date et lieu de naissance : .....  
Baccalauréat : Série B Série C Série D  
Langues : .....  
Adresse : .....  
Concours envisagés : ☐ HEC ☐ ESCP ☐ ESCP ☐ ESCP ☐ ESCP ☐ ESCP  
Autres écoles : .....  
Date : .....

(PUBLICITE)  
**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE**  
**AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE**  
**SOCIÉTÉ NATIONALE**  
**DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS MINIÈRES**  
**SO.NA.R.E.M.**

La SO.NA.R.E.M. lance un avis de présélection pour l'étude de mise en exploitation du gisement de fer de Gara-Djebilet situé à 130 km au sud-est de Tindouf.

L'exploitation atteindra en phase finale une production de 30 à 40 millions de tonnes par an.

L'étude portera sur toutes les phases de mise en exploitation depuis l'abattage jusqu'au chargement sur wagons.

Elle devra aboutir à la rédaction du dossier d'appel d'offres pour la réalisation.

Les sociétés et organismes intéressés par cette étude sont invités à se faire connaître auprès de :

**SO.NA.R.E.M.**  
« PROJET GARA - DJEBILET »  
Division Engineering et Développement  
1, rue Hameg-Idir - Cink Maisons - El Harrach  
ALGER  
avant le 30 juillet en transmettant leurs références.

Les sociétés et organismes retenus recevront le dossier de consultation.

**Avant de partir, en France ou à l'étranger: EUROP ASSISTANCE.**  
Banques,  
Agences de voyage,  
Caisses d'Épargne Écureuil,  
Assureurs.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DANS SON RAPPORT ANNUEL

### La Cour des comptes recommande une meilleure gestion des crédits de formation professionnelle

Le premier président de la Cour des comptes, M. Désiré Arnaud, a remis au président de la République, le mardi 29 juin, le rapport annuel de l'institution de la rue Cambon. Ce rapport contient les observations de la Cour sur un certain nombre de dépenses publiques réalisées en 1974 et les réponses des administrations incriminées. Il a été déposé le mercredi 30 juin sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Long de quelque deux cents pages, le rapport met tout d'abord l'accent sur la formation professionnelle continue, l'Office national de la navigation et les activités de transport fluvial, les transports scolaires, l'aide à la construction navale. La formation professionnelle fait notamment l'objet d'un examen attentif.

Le compte tenu de l'importance des dépenses engagées (110 milliards de francs en 1974) et du nombre de personnes concernées (deux millions et demi), la Cour recommande une meilleure gestion des crédits.

Le rapport de la Cour des comptes examine ensuite les dépenses effectuées par un certain nombre de ministères et de secrétariats d'État (éducation, équipement, santé, qualité de la vie, postes et télécommunications, universités), ainsi que par les collectivités locales et les établissements publics locaux. L'attention est en particulier attirée sur les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) sous-utilisés (en moyenne aux deux tiers de leur capacité) et sur les hôpitaux psychiatriques sous-occupés.

Institution chargée de veiller à la meilleure utilisation possible des deniers publics, la Cour des comptes estime que son action est devenue de plus en plus efficace, étant pour les trois quarts de ses observations suivies d'effets. Ses attributions seront d'ailleurs étendues, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977, au contrôle de la gestion des entreprises publiques.

Pour mener à bien cette nouvelle tâche, la Cour ne dispose que des cent quatre-vingts magistrats en poste rue Cambon et d'une trentaine d'assistants de vérification. Elle compte donc faire appel à titre permanent à des collaborateurs de l'administration (ingénieurs de ponts, des mines) et même du secteur privé (experts ou analystes financiers).

### FORMATION CONTINUE : sous-consommation des crédits et laxisme

La Cour des comptes constate une « sous-consommation » des crédits de la formation professionnelle : « Ainsi, en matière de crédits de fonctionnement, les reports atteignent 31,9 millions de francs à la fin de 1973 et 73,2 millions de francs en 1974, soit respectivement 16,9 % et 14,3 % du total des crédits disponibles. » Toutefois, affirme la Cour, « les causes de cette situation (...) ont été nettement redressées en 1975 puisque les reports atteignent 21,9 millions de francs, soit 5,5 % des dotations initiales. » L'aide de l'État en matière de formation, rappelle la Cour, est en principe réservée à deux actions qui sont organisées en faveur des jeunes, à celles qui ont pour objet de faciliter la solution des problèmes de l'emploi ou qui tendent à recréer la main-d'œuvre des tranches manuelles. « Ces priorités, constate-t-elle, sont loin d'avoir été toujours respectées. » Ainsi 43 % seulement des dépenses de formation ont été engagées en 1974 dans la région parisienne concernée des actions ou des « publics prioritaires ». En Alsace, cette proportion était de 25 % en 1975.

La Cour des comptes fait un bilan relativement critique de l'opération dite « Cinquante mille jeunes », destinée aux jeunes demandeurs d'emploi de seize à vingt ans sans qualification. « La première phase de l'opération n'a guère touché que le tiers de l'effectif prévu et beaucoup moins encore dans certaines régions. » Elle s'échoue ensuite des conditions dans lesquelles les conventions de formation continue sont « coordonnées, conclues et contrôlées ». Ainsi le coût des actions organisées par certains établissements d'enseignement est grevé par « l'allongement excessif de la durée de formation ».

La Cour déplore la place « relativement modeste » prise par l'ensemble des établissements d'enseignement public dans les actions de formation. Elle reconnaît cependant quelques excès à ces établissements : « Le monde industriel s'est montré longtemps réticent à l'égard de l'enseignement public (...). L'État lui-même hésite à leur confier la formation de ses personnels. » Selon la Cour, la création d'un secrétariat d'État aux universités autonomes et la réorganisation du service de formation continue du ministère de l'Éducation, « quelques justifications ont pu paraître, n'ont ni facilité ni clarifié la fonctionnement » de la formation continue.

À propos du rôle des entreprises, la Cour attire l'attention sur le fait que « si l'État a le plus souvent, dit-elle, de la prise en charge de dépenses sans véritable rapport avec la formation, il faut des relations publiques, activités de loisirs,

### Instituts universitaires de technologie : sous-utilisation des moyens

La Cour des comptes rappelle que les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) « devaient accueillir quatre-vingt mille étudiants à la fin du VI<sup>e</sup> Plan ». La capacité d'accueil en locaux et en équipements des soixante-huit mille étudiants pour un corps enseignant capable d'en encadrer cinquante-trois mille, mais que « les économies ainsi effectuées se sont, dans certains cas, révélées illusoire ». En particulier, les locaux n'ont pas toujours été adaptés au climat ou à la pédagogie, et sont souvent bruyants.

En ce qui concerne les dépenses de personnel, la Cour relève des incohérences et des excès d'encadrement, ainsi que des anomalies dans les rémunérations. Elle relève des « écarts regrettables par excès ou par défaut, par rapport aux besoins réels », dans les dépenses de matériel et de fonctionnement.

La Cour estime, d'autre part, que l'implantation géographique des I.U.T. n'a pas toujours été rationnelle. « Aucune carte n'a été établie à l'origine (...). Dans une même région, des « départements » de même discipline ont été créés sans que les effectifs prévisibles justifient des créations aussi nombreuses et rapides. Dans l'Est, trois ont été en 1968, et un quatrième en 1970 pour les départements de la région Nord de la France; un troisième « département » de « génie électrique » a été créé à Calais en 1971, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Ouest, deux ont été créés en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Nord-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Sud-Est, un seul a été créé en 1968, alors que les effectifs n'en justifiaient pas la création. Dans le Centre, un seul a été créé en 1968, alors que



ET SOCIALE

ANNUEL

ne meilleure gestion  
professionnelle

La gestion des entreprises est une tâche complexe. Elle nécessite une expertise professionnelle pour optimiser les ressources et assurer la pérennité de l'entreprise. Les gestionnaires doivent être capables d'analyser les données, de prendre des décisions éclairées et de communiquer efficacement avec les équipes.

universitaires de technologie :  
utilisation des moyens

Les universitaires de technologie jouent un rôle crucial dans la formation des futurs professionnels. Ils doivent être équipés des connaissances et des compétences nécessaires pour relever les défis de la société moderne. L'utilisation efficace des moyens disponibles est essentielle pour maximiser l'impact de leur enseignement.

Le monde du travail est en constante évolution. Les entreprises doivent s'adapter aux nouvelles technologies et aux attentes des consommateurs. Les gestionnaires doivent être à l'écoute des besoins de leur clientèle et proposer des solutions innovantes. La qualité de la gestion est un facteur déterminant pour le succès d'une entreprise.

EMPLOI

Le marché du travail est actuellement en phase de réajustement. Les entreprises cherchent à optimiser leur effectif tout en maintenant la qualité de leur service. Les candidats doivent mettre en avant leurs compétences et leur expérience pour se démarquer.

Les entreprises doivent investir dans la formation de leur personnel pour rester compétitives. L'apprentissage continu est une nécessité pour évoluer dans un environnement en constante mutation. Les gestionnaires doivent encourager l'innovation et la prise d'initiative de leurs employés.

La gestion des ressources humaines est une discipline clé pour le développement d'une entreprise. Elle implique la planification, le recrutement, la formation et la motivation du personnel. Une bonne gestion des RH contribue à la réussite de l'entreprise.

Les entreprises doivent adopter une approche globale de la gestion. Elles doivent prendre en compte tous les aspects de leur activité, de la production à la distribution, en passant par la gestion financière et administrative. L'efficacité est la clé du succès.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JUILLET

Le SMIC, les retraites  
les allocations minimales, sont revalorisés

Comme cela est prévu chaque année, à pareille époque, en fonction de textes législatifs ou réglementaires, diverses prestations ou revenus sont majorés à compter de ce 1<sup>er</sup> juillet.

● LE SMIC (salaire minimum de croissance) est augmenté de 0,5 % à la fois en fonction des prix et de l'évolution des salaires horaires durant l'année écoulée : une application stricte aurait abouti à une majoration de l'ordre de 5 %. Le taux horaire du SMIC passe ainsi de 5,08 F à 5,18 F, soit 1 975,50 F par mois pour une durée hebdomadaire moyenne de travail de 41,9 heures et 1 487,17 F par mois pour une semaine de quarante heures. En outre, le montant du salaire minimum garanti qui sert de base de calcul pour diverses allocations est fixé à 5,89 F au lieu de 5,56 F. Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, le salaire minimum hebdomadaire est fixé à 200,32 F, et dans le département de la Réunion à 237,41 F. Selon les syndicats, cette majoration du SMIC est insuffisante.

● LES RETRAITES sont augmentées de 0,2 %, une deuxième majoration de 0,6 % étant prévue pour janvier 1977 (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Pour les ouvriers du bâtiment, la retraite complémentaire augmentera de 0,2 % au 1<sup>er</sup> octobre.

● LES ALLOCATIONS MINIMALES DE VIEillesSE sont revalorisées de 0,5 %, leur montant étant fixé à 9 500 F par an au lieu de 9 050 F, soit 4 000 F au lieu de 3 750 F pour l'allocation aux vieux travailleurs salariés et

Le gouvernement britannique assouplit le contrôle des prix

De notre correspondant

Londres. — Dans un Livre blanc publié le 30 juin le gouvernement britannique annonce un assouplissement du contrôle des prix, à partir de la fin juillet, qui permettra à l'industrie d'accroître ses revenus et facilitera ainsi ses investissements.

Selon les estimations officielles, cette réforme ne devrait pas provoquer une hausse de l'indice des prix dépassant 1 % durant les douze prochains mois. De leur côté, les entreprises pourraient compter sur une augmentation de leurs bénéfices d'environ 1 milliard de livres soit 9 à 10 % de plus.

Un autre Livre blanc, définissant la stratégie contre l'inflation, indique que le plafond de 10 %

M. Guido Carli est élu président de la confédération patronale de l'industrie italienne

De notre correspondant

Rome. — Les patrons italiens, qui étaient à la recherche d'un président, viennent de le trouver en la personne de M. Guido Carli, ancien gouverneur de la Banque centrale, élu de soixante-deux ans.

La nouvelle a été annoncée de manière inopinée, le mercredi 30 juin, marquant apparemment un point final aux luttes de tendances qui commencent à se manifester au sein de la Confindustria. Ainsi M. Giovanni Agnelli, président-directeur général de Fiat, pour qui le mandat qui se termine ce mois-ci. Le passage officiel des pouvoirs aura lieu le 23 juillet.

Commentant l'ensemble de ces mesures, le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, n'a pas craint de dire que le niveau de vie de la population subira une baisse de 2 % environ durant l'année à venir. Il a reconnu aussi que, en raison de la chute de la livre et la hausse du coût des matières premières, la réduction du taux de l'inflation au-dessous de 10 % qui était prévue pour la fin de l'année « ne sera réalisée qu'un peu plus tard ». Pour l'instant, il prévoit que, fin décembre, le taux d'accroissement de l'indice des prix de détail sera encore de 12 %, et qu'il ne descendra à 7 % que vers la fin de 1977. — J.W.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
45 heures	5 5/8	3 1/2	0 3/8
1 mois	5 1/4	3 1/4	7/8
3 mois	5 1/4	4	1 1/8
6 mois	5 1/4	4 1/2	1 5/8

ÉNERGIE

LA SITUATION DANS LES HOUILLÈRES

SCEPTICISME EN LORRAINE

De notre correspondant

Metz. — Aux Houillères du bassin de Lorraine le scepticisme a succédé à l'optimisme. Un peu moins de neuf mois après la décision du gouvernement de relancer la production de charbon dans l'Est, certains dirigeants des H.B.L. se demandent si le gouvernement est vraiment acquis à cette idée.

Ce sentiment transparaît au travers du rapport de gestion pour l'exercice 1975 présenté à la presse mercredi 30 juin par M. Jean Ruel, président du conseil d'administration des H.B.L. Le reproche fondamental fait au gouvernement est de pratiquer une politique de demi-mesures. Le 6 novembre 1975, rompant avec une période de récession qui durait depuis près de dix ans, il avait demandé aux H.B.L. de porter leur production à 11 millions de tonnes par an pour la période 1976-1983 (1).

Pour atteindre cet objectif un plan d'investissement de 245 millions fut lancé pour, d'une part, porter les sièges de l'Est (Mettlach, Simon et Wendel) au niveau de saturation de leur capacité de production et, d'autre part, ouvrir le siège de Sainte-Fontaine dans le but d'accroître la

production de charbon à coke du bassin. Les dirigeants des H.B.L. avaient demandé un investissement global de 467 millions de francs. L'effort est donc insuffisant. Il faut, selon eux, développer le siège de La Houve : « Ce puits a des résultats techniques remarquables atteignant des hauteurs de 7 000 mètres de rendement fond contre 4 700 en moyenne pour l'ensemble du bassin. » Selon M. Ruel, le dossier de La Houve sera soumis à l'approbation du gouvernement en principe à l'automne.

Autre revendication des Lorrains : la nécessité pour 1980-1982 de créer un nouveau groupe thermique de production d'électricité destiné à prendre le relais de groupes anciens et saturés. Ce nouvel équipement est indispensable, car autrement le bassin serait obligé de stocker annuellement 1 million de tonnes de bas produits qui ne pourraient plus être utilisés sur place.

Les H.B.L. formulent un second grief à l'égard du gouvernement : celui-ci est accusé de reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre. Pour 1975, les comptes de pertes et profits ont été catastrophiques et se soldent par un déficit de 175 millions de francs, en aggravation de 169 millions sur celui de 1974. La réduction de l'aide de l'État non spécifique, passée de 131 millions de francs à 43 millions de francs, explique la moitié de cet écart. L'aide globale de l'État, qui avait atteint 289 millions en 1974, est tombée à 203 millions de francs en 1975. L'explication de la direction des Houillères qui s'insurge contre l'avis de certains experts pour qui « le nouveau plan charbonnier est une ruineuse erreur ».

Cette limitation de l'aide de l'État s'accompagne, selon les H.B.L., d'un frein à l'embauche au moment même où l'entreprise a besoin de main-d'œuvre pour atteindre l'objectif de 11 millions de tonnes par an. La reprise de l'embauche amorcée à l'automne 1974 s'est amplifiée en 1975 en France et à l'étranger. Ainsi, à la fin de 1975, les H.B.L. comptaient 19 499 ouvriers (+ 986), dont 11 624 au fond (+ 805). L'effectif total de l'entreprise était de 23 853 personnes contre 22 791 en 1974.

Cette relance dans les Houillères a sans nul doute renversé la tendance en matière d'emploi dans cette partie de la Moselle qui était en passe de devenir un réservoir à main-d'œuvre pour l'Allemagne.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

(1) En 1975, la production a été de 10 023 578 tonnes ; en 1974 elle avait été de 9 695 278 tonnes.

UN BON GESTIONNAIRE EST RAREMENT EN RUPTURE DE STOCKS.

Avouez-le : lorsque vous avez des ruptures de stocks à l'import comme à l'export, ce n'est pas toujours parce que les affaires marchent trop bien.



COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME  
TOUR WINTERTHUR, 102, QUARTIER BOULEVARD - 92085 PARIS, LA DÉFENSE - TÉL. 776.70.00 - TELEX GEMAR 630.287.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ESSO S.A.F.

L'assemblée ordinaire s'est tenue le 24 juin sous la présidence de M. H. Lamaison.

Les comptes sont ressortis les points suivants :

(en millions de francs)

— les recettes totales hors T.V.A. et taxe intérieure

ont été de 11 453

— les dépenses d'exploitation

ont atteint 11 647

— le déficit d'exploitation

avant prise en compte de

l'augmentation en valeur

des stocks et hors divi-

dende d'Esso S.A.F. (de 300 F)

a donc été de 242

— après prise en compte de

l'augmentation en valeur

des stocks (130 MF) et du

solde négatif des parts et

profits divers (30 MF), la

perte d'exploitation est de

conformément à la législa-

tion fiscale, une partie de

la provision pour fluctua-

tion des cours des matières

premières passées au titre

des exercices antérieurs doit

être intégrée dans les

comptes de l'exercice 1975,

soit 152

— l'impôt sur les sociétés

s'élève à 13

— la perte des activités pro-

pres à Esso S.A.F. ressort

donc à 3

— le dividende reçu d'Esso

R&P étant de 40 MF, le

profit net d'Esso S.A.F. res-

sort à 42

Les résolutions ont été votées à

l'unanimité. L'assemblée a approuvé

les comptes de l'exercice et a décidé

la répartition par action de 50 F de

nominal d'un dividende de 3,50 F,

auquel s'ajoute un avoir fiscal de

1,75 F, soit un revenu global de

5,25 F. La mise en paiement de ce

dividende a été fixée au 30 juin,

contre remise du coupon n° 2.

Au cours de son allocution,

M. H. Lamaison a notamment évoqué

la question du renouvellement

des licences de distribution qui doit

faire l'objet, avant le 1<sup>er</sup> juillet

1976, de la publication des nouveaux

tonnages maxima d'essence que cha-

que titulaire pourra mettre à la

consommation. Il a déclaré : « Notre

position sur ce marché était de

18,5 %, il y a dix ans, et est re-

tombe depuis à 14,5 %. C'est notam-

ment notre régression qui a

permis la croissance d'un groupe

piétroller soutenu par les pouvoirs

publics. Que nous reproche-t-on ?

Serait-ce d'avoir trop longtemps

bien servi le pays, d'avoir au cours

de toutes les crises internationales

raffiné nos clients avec fidélité,

et même de nous être substitués à

certaines fournitures défectueuses,

comme nous l'avons fait encore ré-

cemment pendant la crise de 1973-1974 ? Tout cela est absurde. Il est

impossible de comprendre le rais-

onnement par lequel on prétend

justifier, à l'avance, l'aide que l'on

donnerait — pour les protéger —

aux deux groupes de raffinage et

distribution qui ont déjà une posi-

tion largement dominante, avec à

peu près 70 % et 23 % du marché

français. Certains annoncent que

deux sociétés vont être réalisées :

Esso et Mobil. Or, il se trouve que

les fournisseurs traditionnels de pé-

trole brut de ces deux sociétés sont

parmi les compagnies qui disposent

des sources les plus importantes et

les plus durables de pétrole dans le

monde. Je rappellerai simplement que

le Groupe Exxon (Esso) a commer-

cialisé à lui seul cette année, en

viron, 300 millions de tonnes de

pétrole. Je n'ai donc aucune inquié-

tude quant à l'opiniâtreté de votre

société à participer largement à l'ap-

provisionnement de notre pays. Et

pour le présent, ni pour le futur,

comme elle l'a fait depuis plus d'un

demi-siècle, il est évident qu'une

crimination à l'égard de votre so-

ciété, une limitation arbitraire de

## TAITTINGER C.C.V.C.

L'assemblée ordinaire, tenue le 21 juin sous la présidence de M. Claude Taittinger, président-directeur général, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1975 ainsi que la répartition proposée par le conseil d'administration (voir nos numéros datés du 10 avril et 21 mai 1976).

Il sera distribué aux actionnaires un dividende de 670 F par action (contre 650 F l'an dernier), ce qui, avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), assurera un revenu global par titre de 10,05 F (contre 9,75 F).

Le paiement en sera fait à partir du 15 septembre 1976 contre le coupon n° 23.

La politique commerciale dynami-

que poursuivie par la société, qui a

porté ses fruits, puisque les expédi-

tions ont, au cours de l'exercice

écoulé, atteint 22 millions de bot-

teilles, quantité très proche du

record absolu de 1973 (134 millions

de bouteilles) et supérieure de 15 %

à celle de 1974 ; 94 millions de bot-

teilles sont allées sur le marché fran-

çais, qui a enregistré ainsi le meil-

leur résultat jamais acquis et 28

millions de bouteilles seulement à

l'exportation, la chute étant là due

en grande partie aux difficultés éco-

nomiques des plus importants clients

de nos dernières années, la Grande-

Bretagne et l'Italie.

Pour Taittinger C.C.V.C., le mon-

tant total des expéditions s'est élevé

à 27 000 000 de bouteilles, proche du

record atteint par la société en 1973

et supérieure de 12 % au chiffre de

1974 ; les ventes se sont réparties à

raison de 63 % sur le marché fran-

çais et de 37 % sur les marchés

étrangers. À propos de laquelle le rap-

port fait une mention particulière de

la Belgique, qui ont été vendues

300 000 bouteilles, soit 30 % de plus

qu'en l'an dernier.

Le chiffre d'affaires hors taxes qui,

rappelons-le, s'est élevé à 89 388 000 F

en 1974, comprend, pour 8 000 000 F

la représentation des produits Tait-

tinger-Import, dont la société s'est

assurée la distribution.

Au 31 décembre 1975 le stock repré-

sente, en volume, 12 millions de

bouteilles, soit quatre fois et demi

environ la quantité des expéditions

annuelles.

Le rapport, faisant ensuite état des

milliers, dont les deux principales

sont la Société du Louvre et le

Consortium Industriel et Financier

Indique que, dans l'ensemble, leur

activité, toujours axée sur une po-

litique de diversification, a été satis-

faisante.

Le président a annoncé que les

expériences des cinq premiers

mois de l'exercice en cours se sont tra-

duites par une augmentation du chiffre

d'affaires de 66 % par rapport à

celui de la période correspondante

de 1975.

Le chiffre d'affaires hors taxes qui,

rappelons-le, s'est élevé à 89 388 000 F

en 1974, comprend, pour 8 000 000 F

la représentation des produits Tait-

tinger-Import, dont la société s'est

assurée la distribution.

Au 31 décembre 1975 le stock repré-

sente, en volume, 12 millions de

bouteilles, soit quatre fois et demi

environ la quantité des expéditions

annuelles.

Le rapport, faisant ensuite état des

milliers, dont les deux principales

sont la Société du Louvre et le

Consortium Industriel et Financier

Indique que, dans l'ensemble, leur

activité, toujours axée sur une po-

litique de diversification, a été satis-

faisante.

Le président a annoncé que les

expériences des cinq premiers

mois de l'exercice en cours se sont tra-

duites par une augmentation du chiffre

d'affaires de 66 % par rapport à

celui de la période correspondante

de 1975.

Le chiffre d'affaires hors taxes qui,

rappelons-le, s'est élevé à 89 388 000 F

en 1974, comprend, pour 8 000 000 F

la représentation des produits Tait-

tinger-Import, dont la société s'est

assurée la distribution.

Au 31 décembre 1975 le stock repré-

sente, en volume, 12 millions de

bouteilles, soit quatre fois et demi

environ la quantité des expéditions

annuelles.

Le rapport, faisant ensuite état des

milliers, dont les deux principales

sont la Société du Louvre et le

## ÉPARGNE DE FRANCE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Pierre Borel ; elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Après dotation d'une somme de 3 195 000 F à la réserve pour par-

ti-cipation des porteurs de contrats, le bénéfice, après participation des

salaires et impôts, s'est élevé à 11 203 683,15 F et a été affecté comme suit :

Dividendes ..... 1 995 940

À long terme ..... 9 205 500

Report à nouveau ..... 2 202 15

L'assemblée générale a décidé la

mise en distribution d'un dividende

net de 6,80 F par action auquel

s'ajoute un avoir fiscal de 3,20 F

soit un dividende global de 9,90 F.

Ce dividende sera attribué aux

200 400 actions constituant le nou-

veau capital social augmenté en 1975

par suite de l'attribution gratuite

d'une nouvelle action pour huit

anciennes.

Compte tenu de cette attribution

gratuite la masse totale distribuée

se trouve en augmentation de 20 %.

Le dividende de l'exercice 1975

sera mis en paiement à partir du

2 juillet 1976.

Une assemblée générale extraor-

dinaire, qui s'est tenue à l'issue de

l'assemblée générale ordinaire, a

décidé de porter le capital à 18 mil-

lions 144 000 F par incorporation

d'une partie de la réserve des plus-

values à long terme. La réparti-

tion de la distribution gratuite d'une

action nouvelle pour cinq actions

anciennes.

Ces actions seront créées avec

jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1976.

Le président a fait état des prin-

cipales réalisations de l'exercice

1975. Le début de l'année a été

marqué par une progression satis-

faisante de la production et des

encaissements.

En effet, pour les cinq premiers

mois de l'exercice, les ventes ont

augmenté de 19 %, la production

d'affaires nouveaux de 21 %.

## COMPAGNIES D'ASSURANCES LA PROTECTRICE

Les compagnies d'assurances La Protectrice ont tenu leurs assemblées générales le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Henri Rosa.

La PROTECTRICE L.A.R.D.

L'assemblée générale a approuvé

les comptes de l'exercice 1975, ainsi

que les résolutions qui lui étaient

proposées.

Le bénéfice net ressort à 4 402 008

francs contre 3 873 874 F après dota-

tion à une provision de 4 488 625 F

constituée en complément aux di-

verses provisions réglementaires

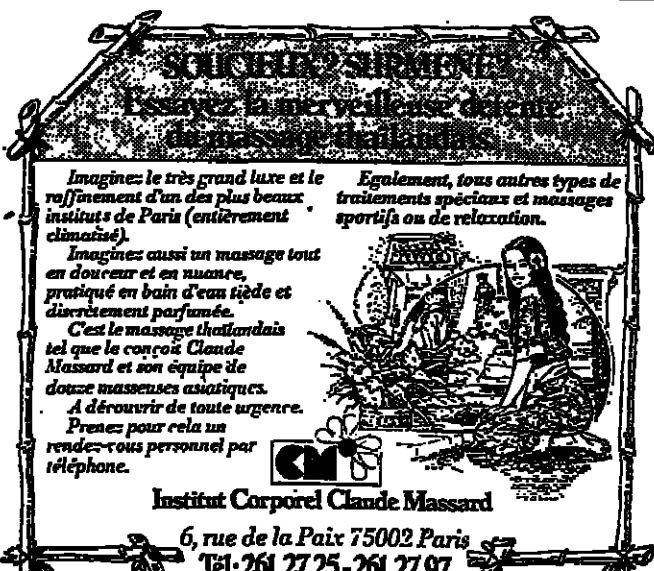
pour dépréciation des placements et

après impôts sur les sociétés de





— Une vingtaine de grenades, des boîtes d'explosifs assez importantes, et quatre pistolets. »



هكذا من الأصل